

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LES
IDÉES MONÉTAIRES ET COMMERCIALES
DE JEAN BODIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Lundi 28 Janvier 1907, à 2 h. du soir

PAR

Jean de BODIN de SAINT-LAURENT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

BORDEAUX

IMPRIMERIE Y. CADORET

17 — RUE POQUELIN-MOLIÈRE — 17

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

LES
IDÉES MONÉTAIRES ET COMMERCIALES
DE JEAN BODIN

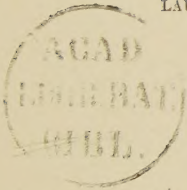
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Bordeaux, le Lundi 28 Janvier 1907, à 2 h. du soir

PAR

Jean de BODIN de SAINT-LAURENT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX



BORDEAUX

IMPRIMERIE Y. CADORET

17 — RUE POQUELIN-MOLIÈRE — 17

—
1907

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DOYEN ET PROFESSEUR HONORAIRE : M. BAUDRY-LACANTINERIE, ✱, § I.

PROFESSEURS HONORAIRES	{	MM. SAIGNAT, ✱, § I. BARCKHAUSEN, O. ✱, § I., membre corres- pondant de l'Institut.
---------------------------	---	---

MM. MONNIER, ✱, § I., *Doyen*, professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire du droit public français* (Doctorat).

DE LOYNES, § I., professeur de *Droit civil*.

VIGNEAUX, § I., professeur d'*Histoire du droit*.

LE COQ, ✱, § I., professeur de *Procédure civile*.

LEVILLAIN, § I., professeur de *Droit commercial*.

MARANDOUT, § I., professeur de *Droit criminel*.

DUGUIT, § I., assesseur du Doyen, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*, chargé d'un cours complémentaire de *Principes du droit public et droit constitutionnel comparé* (Doctorat ès sciences politiques et économiques), et d'un cours d'*Histoire du Droit français* (Doctorat juridique).

DE BOECK, § I., professeur de *Droit international public*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit international privé* (Licence).

DIDIER, § I., professeur de *Droit maritime* et de *Législation industrielle*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit commercial approfondi et comparé* (Doctorat).

CHÉNEAUX, § I., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil approfondi* (Doctorat).

SAUVAIRE-JOURDAN, § A., professeur d'*Economie politique et Science financière*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation et Economie coloniales*.

BENZACAR, § A., professeur d'*Economie politique*, chargé d'un cours complémentaire de *Législation française des finances et Science financière* (Doctorat).

FERRON, § A., professeur de *Droit civil*, chargé d'un cours complémentaire de *Droit civil comparé* (Doctorat), et d'un cours d'*Eléments du Droit civil* (Capacité).

BARDE, § I., professeur de *Droit administratif*, chargé d'un cours complémentaire d'*Eléments du Droit public et Droit administratif* (Capacité).

FERRADOU, § A., professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours complémentaire d'*Histoire des Doctrines économiques* (Doctorat).

MM. BENOIST, § I., *Secrétaire*.

PLATON, § I., ancien élève de l'Ecole des Hautes Études, *sous-bibliothécaire*.

LALANNE, §, *commis au secrétariat*.

COMMISSION DE LA THÈSE

MM. DE BOECK, professeur..... *Président*.

BARDE, professeur	{	<i>Suffragants</i> .
FERRADOU, professeur		

LES

IDÉES MONÉTAIRES ET COMMERCIALES

DE JEAN BODIN

INTRODUCTION

Ce sujet m'a été inspiré par le désir d'honorer d'un pieux hommage la mémoire d'un ancêtre, dont je porte le nom⁽¹⁾ : Jean Bodin, le célèbre publiciste du xvi^e siècle.

Puisse ce modeste travail contribuer à faire connaître cette grande intelligence !

Je n'ai pas entrepris une étude générale sur Bodin, sa science étendue et variée m'aurait fourni un sujet beaucoup trop vaste.

Je ne toucherai donc pas aux fameuses théories politiques contenues dans *La République*, qui rendirent leur auteur

(¹) Bodin fut le seul nom de ma famille jusqu'en 1654, époque où des lettres d'anoblissement lui furent accordées par Louis XIV.

célèbre à son époque et lui ont valu de nos jours le titre glorieux de prédécesseur de Montesquieu.

Je ne parlerai pas non plus de la *Méthode pour la connaissance de l'histoire*, ouvrage où se trouvent révélés les principes de la philosophie du droit et de la philosophie de l'histoire.

Ce sont les principales idées économiques de Bodin que j'étudierai. Tout d'abord, les idées monétaires, idées sur l'influence des variations de la quantité monétaire sur les prix, idées sur les altérations des monnaies ; puis les idées commerciales : idées sur la liberté commerciale, sur les rapports entre nationaux et étrangers et sur la dérogeance à la noblesse par l'exercice du commerce. Je traiterai aussi la théorie de Bodin sur le prêt à intérêt, elle trouve sa place parmi les idées commerciales, puisque le prêt à intérêt est le commerce de l'argent et que le crédit est un des puissants instruments du commerce. Je feuilleterai pour cela *La République*, 1576, et *La Réponse aux Paradoxes* en comprenant sous ce dernier titre unique : *La Response aux Paradoxes de M. de Malestroit touchant l'enchérissement de toutes choses et des monnoyes* de 1568 et *Le Discours sur le rehaussement et la diminution des monnoyes pour réponse aux Paradoxes de M. de Malestroit*, de 1578. Ces deux écrits, dans l'édition de 1578 et les éditions postérieures, ont été réunis en un seul.

Je retracerai le milieu économique de l'époque et je placerai ainsi Bodin dans une sorte de décor qui fera ressortir tout ce qu'avaient de nouveau la plupart de ses idées, aujourd'hui communément admises.

PREMIÈRE PARTIE

Les idées monétaires.

CHAPITRE PREMIER

BODIN ET LA THÉORIE QUANTITATIVE DE LA MONNAIE

La Révolution monétaire du xvi^e siècle. — Causes auxquelles elle est attribuée avant Bodin par les ordonnances et M. de Malestroit. — Bodin expose la véritable cause : l'abondance des métaux précieux venus d'Amérique ; il pose ainsi les principes de la théorie quantitative de la monnaie. — Bodin est-il le premier à avoir développé l'idée de l'influence des variations de la quantité des métaux précieux sur les prix ? Ce qu'en avaient dit Xénophon, Buridan, Oresme, Copernic, Noël du Fail. — Bodin ne fut pas compris par la législation, Garrault et La Noue. — Influence de Bodin : *Discours sur l'extrême cherté, Traicté des finances de France*, Stafford, Davanzati, *Traicté et advis sur les poincts controversez des monnoyes*, Scipion de Gramon, Sancho de Moncada, Locke, Necker, Accarias de Sérionne, la théorie quantitative affirmée par les libres-échangistes, les bi-métallistes, les monométallistes, MM. Menger, Walras, Limousin, Leroy-Beaulieu, Levasseur, Bourguin, de Foville, Mongin, Cernuschi et les résultats de l'observation.

Lorsque Bodin écrit *La Réponse aux Paradoxes*, l'Europe est en proie aux malaises d'une véritable crise produite par une hausse considérable des prix, dont la cause est devenue pour tous les contemporains une énigme indéchiffrable. C'est à cette époque, en effet, que s'est produite, comme l'a dit M. Levasseur ⁽¹⁾, « une révolution économique lente et pres-

(1) Levasseur, *Histoire des classes ouvrières en France avant 1789*, II, p. 57.

qu'inaperçue dans la première moitié du siècle, rapide et et très sensible dans la seconde moitié; préjudiciable aux uns, avantageuse aux autres, incomprise de presque tous, qui modifia les conditions du marché commercial et la fortune des particuliers : La révolution monétaire ».

Le vicomte d'Avenel en exprime bien toute l'importance quand, parlant de l'époque où les métaux précieux d'Amérique arrivèrent en Europe, il écrit ⁽¹⁾ : « Ce fut la grande révolution économique des temps modernes, comme la disparition du servage avait été, trois siècles auparavant, celle des temps féodaux, comme les applications de la vapeur et de l'électricité sont celle de l'époque contemporaine. La première avait transformé la terre et le travail, la seconde le numéraire, la marchandise type, signe des échanges ».

Des statisticiens modernes, M. C. Leber, l'abbé Hanauer et le vicomte d'Avenel, ont calculé la puissance d'achat de la monnaie en se basant sur les moyennes des prix aux différentes époques. M. de Foville ⁽²⁾ a dressé un tableau comparatif de ces trois statistiques. Nous en reproduisons ici un extrait :

Périodes :	C. Leber	Abbé Hanauer	V ^{te} d'Avenel
1451 à 1475	6	4 1/2	6
1476 à 1500	6	4 1/4	6
1501 à 1525	6	5	5
1526 à 1550	4	3 1/2	4
1551 à 1575	3	2 1/2	3
1576 à 1600	2	2	2 1/2

Ces trois statistiques accusent toutes, dans la seconde moitié du xvi^e siècle, une diminution dans la valeur de l'argent et par cela même une hausse inverse dans les prix.

⁽¹⁾ D'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées depuis l'an 1200 jusqu'en 1800*, I, p. 16.

⁽²⁾ *Economiste français*, 27 avril 1895, p. 524.

Si leur accord n'est pas parfait, il est cependant relativement satisfaisant et nous ne pouvons mettre en doute la réalité de la conclusion que nous en tirons au sujet de la hausse des prix.

M. Levasseur ⁽¹⁾ nous montre combien le prix du blé s'est élevé durant le cours du xvi^e siècle.

ANNÉES	Moyennes décennales du prix du setier de blé exprimées en grammes d'argent fin.
De 1520 à 1529.	50,5
De 1530 à 1539.	54,9
De 1540 à 1549.	55,5
De 1550 à 1559.	60,7
De 1560 à 1569.	91,2
De 1570 à 1579.	114,7

Si nous rapprochons les moyennes des prix de l'hectolitre de blé données par le vicomte d'Avenel ⁽²⁾, nous voyons une augmentation des prix analogue.

Années	Prix	Années	Prix
De 1501 à 1525. . . F.	4	De 1551 à 1575. . . F.	12
De 1526 à 1550. . . .	7	De 1576 à 1600. . . .	20

Parmi l'exposé des nombreux prix donné par le vicomte d'Avenel, si nous extrayons les différentes moyennes des prix des terres et de leur revenu ⁽³⁾, nous voyons que les revenus ont plus que doublé dans la période de 1551 à 1575, les prix des terres ont aussi sensiblement augmenté mais ont subi un retard.

Années	TERRES LABOURABLES	
	Prix	Revenu
1501 à 1525. F.	95	8 »
1526 à 1550.	131	11 »
1551 à 1575.	141	17 40
1576 à 1600.	317	19 40

⁽¹⁾ *Rev. d'Econ. polit.*, janv. 1901, p. 3.

⁽²⁾ D'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires*, II, p. 895.

⁽³⁾ D'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires*, II, p. 884.

L'historien anglais W. Jacob nous montre, par un tableau qu'il emprunte à un vieil auteur, Coignard (1745), combien les prix de toutes les denrées se sont accrus pendant la période qui nous intéresse. Voici ce tableau; il y est tenu compte des variations de la livre tournois qui a perdu les $\frac{2}{5}$ de son poids pendant la dite période (La livre à 20 sous, le sou à 12 deniers) :

Articles	Années	Prix			Années	Prix		
Setier de blé	1492	0	1	15 s.	0 d.	1588	8	1. 14 s. 0 d.
Mouture d'un setier.....	1492	0	1	2		1587	0	5 10
Un pigeon.....	1494	0	0	6		1588	0	7 2
Un lapin.....	1494	0	3	0		1588	0	17 0
Un chapon	1494	0	3	0		1588	0	17 0
Un cochon	1494	0	6	0		1588	4	2 0
Cent harengs.....	1494	0	16	8		1587	3	10 0
Setier de blé	1495	0	11	5		1587	6	5 0
Id.	1499	0	26	8		1588	9	0 0
Id.	1500	0	30	0		1573	14	15 0
Id.	1501	0	30	0		1575	6	13 4
Un chapon	1501	0	3	0		1578	0	19 0
Une livre de chandelle.....	1502	0	0	12		1587	0	7 6
Une pinte de vin	1502	0	0	4		1577	0	3 0
Une pinte d'huile.....	1502	0	1	10		1577	0	11 0
Une voie de bois à brûler....	1502	0	18	4		1575	4	15 0
Un minot de charbon de bois.	1503	0	1	7		1572	0	8 0
Une livre de beurre.....	1503	0	0	10		1578	0	5 6
		8	10	4		62	15	4

Suivant la méthode des *Index numbers*, les totaux nous montrent que les prix ont plus que sextuplé pendant cette période ⁽¹⁾.

Il n'en était pas seulement ainsi pour les denrées, mais aussi pour la main d'œuvre et les salaires. Le transport d'une pièce de vin d'Orléans à Paris, qui coûtait environ 9 fr. (valeur intrinsèque en monnaie actuelle) pendant le premier

⁽¹⁾ Cité par M. Beaure, *Théorie et pratique de la monnaie*, I, p. 65.

quart du xvi^e siècle, en coûtait 18 vers la fin du siècle ⁽¹⁾.

Ce renchérissement se fit d'autant plus sentir, qu'il survenait après une période où les prix venaient d'être extrêmement bas, puisque l'affaiblissement des prix, nous dit M. d'Avenel ⁽²⁾, « atteint son maximum sous Louis XI de 1460 à 1480. Ce fut là l'époque du plus grand pouvoir commercial de l'argent. Avec un franc, on obtenait deux fois plus de marchandises qu'on ne s'en fût procuré avec la même somme cent ans auparavant ».

Une pareille transformation ne manqua pas d'inquiéter les contemporains et les jeter dans un véritable désarroi. Elle ne s'opérait pas, en effet, sans léser gravement certains intérêts. Toutes les personnes qui vivaient d'un revenu fixe, rente ou salaire, virent leur situation réelle diminuer et eurent à souffrir jusqu'à ce que ces rentes et salaires nominaux se fussent accrus proportionnellement à l'élévation des prix. La comparaison de M. Blanqui ⁽³⁾ est très juste : « L'accroissement du numéraire agit, en cette circonstance, comme la découverte d'une machine qui commence par mettre à la retraite un certain nombre d'ouvriers, jusqu'à ce que la demande de produits provoquée par l'abaissement des prix leur ait rendu de l'emploi ».

Une partie de la bourgeoisie s'adonnant au commerce fut la seule classe que cette surexcitation des prix put favoriser; elle était en mineure partie et nous ne devons pas nous étonner des jérémiades qu'amena de toutes parts la révolution monétaire.

Bodin, dans les premières lignes de la préface de *La*

⁽¹⁾ Mantellier, *Valeur des denrées à Orléans*, p. 32, cité par M. Pigeonneau, *Histoire du commerce*, II, p. 208.

⁽²⁾ D'Avenel, *op. cit.*, I, p. 14.

⁽³⁾ Blanqui, *Histoire de l'économie politique*, p. 42.

Réponse aux Paradoxes s'adressant à « M. prévost seigneur de Morsan, président pour le Roi en sa cour de Parlement » nous montre l'angoisse générale ⁽¹⁾ : « Vous savez, Monsieur, les plaintes ordinaires qu'on fait d'enchérissement de toutes choses, les assemblées qu'on a faites par tous les quartiers de cette ville pour y donner ordre, la peine qu'on a prise à savoir d'où procédait telle cherté à laquelle MM. du Ménil et du Faur, avocats du roi, que nature semble avoir consacrés au bien public, se sont efforcés de remédier ».

Cette crise n'était pas particulière à la France, elle se manifestait aussi en Angleterre, ainsi que le prouvent les sermons prêchés en 1548 par l'évêque Latimer devant le roi Edouard VI.

M. Michel Chevalier ⁽²⁾ nous expose les doléances de ce prélat, qui loin de voir dans la hausse des prix le résultat d'une loi économique, s'en prend à l'avidité de ses concitoyens. Il se plaint que le fermage payé par son père était monté de 5 livres 6 schellings à 14 livres 2 schellings, de l'année 1497 à l'année 1548. Latimer conjure les propriétaires de ne pas hausser le loyer de leurs terres au renouvellement des baux, il déclare n'en connaître qu'un qui se soit abstenu de demander un plus fort fermage et il exhorte les seigneurs de l'auditoire à ne pas le laisser seul comme un phénix.

M. Funck Brentano ⁽³⁾ cite un texte où l'auteur se plaint des charges que les Français supportent pour le commerce qu'ils font avec l'Angleterre; il reproche à la reine Elisabeth d'avoir, pour asseoir les droits de 15 deniers par livre, « accru

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, préface.

⁽²⁾ M. Chevallier, *La monnaie*, p. 371.

⁽³⁾ *Traité de l'OEconomie politique* de Montchrétien, édit. Funck Brentano, annexe, p. 377 à 382.

et augmenté l'estimation et évaluation desdites marchandises plus quelque fois du double, d'autrefois du triple et en quelques marchandises du quadruple et davantage ». L'auteur conclut comme évident, que la reine « a par même raison surchargé les sujets du roi de trois à quatre fois plus qu'ils ne soulaient (avaient coutume de) payer auparavant. Il accompagne ses doléances de l'exposé comparatif de « la vieille estimation extraite du livre des coutumes imprimé en 1545 et de la nouvelle estimation extraite du livre des coutumes l'an 1562 ». La reine d'Angleterre, en augmentant l'évaluation des objets, n'avait fait que suivre la hausse des prix et le Français qui, en 1562, payait un droit sur une chose estimée trois fois plus qu'en 1545, n'était point frappé trois fois plus lourdement, puisqu'il payait ces droits avec l'argent qui avait moins de valeur.

La hausse des prix se fit sentir de bonne heure dans les Pays-Bas, où les fonctionnaires reçoivent, dès 1527, des suppléments de gage « à cause de la cherté des vivres qui est à présent » ⁽¹⁾.

L'étude des ordonnances rendues en France à ce sujet est des plus intéressantes. Nous n'y trouvons pas seulement la preuve de l'existence et de l'importance de la révolution monétaire, mais encore, les différentes causes auxquelles on l'attribua et les vains efforts tentés pour éclaircir cette mystérieuse question. C'est une série de mesures incohérentes qui s'entassaient sans avoir d'autre résultat que d'entraver le libre jeu des forces économiques.

Dès 1524, la hausse des prix est constatée et les acheteurs en accusent la spéculation des vendeurs. A Paris, on dénonce les bouchers qui, « achetant un mouton 40 sous et un bœuf

(1) D'Avenel, *op. cit.*, I, p. 15.

28 livres contre 400 moutons qu'ils ont eus pour 20 à 25 sous et 50 bœufs pour 17 à 18 livres font payer toute la viande au prix du mouton et du bœuf le plus coûteux » (1).

Au mois de novembre 1544, une ordonnance (2) nous signale les souffrances de la classe industrielle, causées par la grande cherté des vivres : « Nos sujets en plusieurs Etats sont en ce tellement grevés et offensés que ceux qui ont quelque patrimoine et revenu n'en sauraient vivre, encore moins les artisans et le menu peuple du labeur de leurs mains, par ce moyen contraints, hausser et augmenter les salaires et les prix accoutumés de leurs ouvrages, vacations et peines, au danger de pis, s'il n'y est promptement pourvu ».

La longue ordonnance de 1567 de la *Police générale du royaume* n'est qu'une série de mesures qui ont pour but de remédier à l'enchérissement. Dans le titre I (3), qui est une sorte de considérant, il est mentionné que le roi agit : « dûment averti du désordre et du dérèglement advenu depuis dix ans et augmentant de jour à autre entre toutes choses qui dépendent du fait de la police comme vivres, marchandises, œuvres, ouvrages et autres semblables, désirant les remettre et réduire en l'ancien état et façon ». Ce « désordre et dérèglement », dont il est parlé, est uniquement la hausse des prix ; les articles qui suivent nous en donnent la certitude.

Par cette ordonnance, dans le titre de la *Police des grains* (4), la royauté, pour « obvier à la cherté d'iceux », défend de transporter les céréales hors du royaume « sans congé et permission, ce sur peine de punition corporelle ».

(1) Cité par M. Levasseur, *Rev. d'Econ. polit.*, janv. 1901, p. 6.

(2) Fontanon, *Edils et ordonnances des rois de France*, II, p. 64.

(3) Fontanon, I, p. 805.

(4) Fontanon, I, p. 805.

Une ordonnance de 1577 ⁽¹⁾ renouvellera cette interdiction et reconnaîtra que « les troubles depuis seize ans ont empêché l'application de cette mesure, qu'il s'en est ensuivi non seulement une cherté de toutes choses, mais aussi une très grande perte et diminution de nos finances ».

Revenons à l'ordonnance de la Police générale de 1567. Le titre de la *Police pour le vin* ⁽²⁾ défend aux laboureurs et ouvriers de boire du vin tous les jours et prescrit à certains notables de veiller à ce que « les terres, labour et semence des terres ne soit délaissé pour faire plant excessif de vignes, mais toujours, les deux tiers de terres pour le moins, tenues en blairie et que ce qui est propre et commode pour prairies ne soit appliqué à vignoble ». La culture excessive de la vigne est donc ici considérée comme la cause de cherté des vivres et du blé en particulier.

Dans le titre de la *Police sur le bois* ⁽³⁾ nous trouvons des mesures minutieuses pour régler le prix du bois. L'art. 1 « veut et ordonne qu'en ladite ville de Paris, le prix du gros bois soit et demeure en son ancien et ordinaire taux sans icelui hausser ».

L'art. 3 exige que le marchand décharge son bois hors du bateau « pour être le bois plus commodément mis en charrette et *moins coûter à l'acheteur* pour le faire porter et charroyer ».

L'art. 7 règle le salaire maximum que les charretiers pourront exiger pour le transport du gros bois et du petit bois.

L'art. 9 porte « que défenses seront faites de faire amas dudit gros bois en chantiers, pour le regratter et en faire revente à haut prix en la nécessité ».

⁽¹⁾ Fontanon, II, p. 527.

⁽²⁾ Fontanon, I, p. 808.

⁽³⁾ Fontanon, I, p. 809.

Enfin l'art. 12 fixe les prix auxquels pourront être vendus les différents genres « de fagots et bourrées de qualité, gros-seur et longueur requise ».

Une réglementation analogue est organisée pour la *Police des foins* ⁽¹⁾. Il est prescrit, que tous les ans, entre le mois de septembre et d'octobre, 'on fixera le prix du foin selon l'abondance ou la pénurie, « sans que ce prix puisse excéder à Paris plus de cent sous tournois pour cent bottes ou boi-teaux. Et quant aux autres villes, sera pris le prix commun du pays ès trois années dernières pour faire et constituer le haut prix qu'on ne pourra excéder ».

Dans l'art. 1 de la *Police pour le fer* ⁽²⁾, il est interdit aux fermiers et exploiters de conserver le fer dans des magasins pour le vendre plus cher aux marchands. L'art. 2 va jusqu'à fixer le prix maximum auquel « les fers assis sur le pied du cheval et le simple clou assis sur ledit pied de cheval » pour-ront être vendus.

Pour la viande de boucherie, le roi, dans le titre de la *Police de la grosse chair* ⁽³⁾, croit que l'une des principales causes « de la *cherté de la chair* procède de ce qu'on détourne le bétail de venir aux marchés » et de l'inégalité des impositions sur le marché; il ordonne qu'on réduise cette imposition proportionnellement à la valeur de chaque bête, et défend aux marchands bouchers des villes d'aller acheter le bétail avant qu'il soit amené sur le marché. Le bétail qui sera entré dans Paris « ne pourra en être retiré, mais y demeurera pour y être vendu dedans le troisième marché, auquel il sera mis à rabais, s'il n'est vendu dans les deux premiers ».

(1) *Id.*, p. 810.

(2) *Id.*, p. 814.

(3) Fontanon, 1, p. 811.

Dans la *Police pour la volaille et gibier* ⁽¹⁾, c'est à « la grande superfluité de (ces) viandes, qui se fait ès noces, festins et banquets », qu'est attribuée la cherté. Aussi l'ordonnance veille à ce qu'on n'en fasse pas une trop grande consommation. Un méticuleux tarif règle les prix du gibier et de la volaille, depuis l'alouette et la grive jusqu'au chapon et au « conil ».

Dans la *Police pour le cuir* ⁽²⁾, « ledit seigneur averti qu'ès bonnes villes de ce royaume, même à Paris, se mange grande quantité de grosse chair... et ce néanmoins est ledit cuir fort cherment vendu » attribue ce phénomène à la rivalité qui existe entre les corroyeurs et les boudroyeurs, aussi l'art. 4 réunit ces deux corps de métiers en un seul, à cause des « différends continuels qui sont entre eux dont provient en partie la *cherté des cuirs* ».

L'art. 3 fait « défense aux bouchers, écorcheurs et autres de saler les peaux, sinon pour la garde d'une semaine pour le plus, « avis leur est enjoint de les exposer en vente de semaine en semaine ».

La royauté redoute donc ici la spéculation et les accaparements, qui produisent, à son avis, le renchérissement.

Le luxe n'est pas non plus exempt d'accusation. Dans la *Police pour l'habillement* ⁽³⁾, sorte de code de toilette, il est ordonné à toutes les classes d'avoir des mises plus modestes. Il est défendu « aux gentilshommes de faire porter à leurs pages aucun drap de soie, broderie, etc. », et il est spécifié que « les femmes de marchands et autres de moyen état ne pourront porter les perles ni aucune dorure qu'en patenô-

⁽¹⁾ *Id.*, p. 812.

⁽²⁾ *Id.*, p. 814.

⁽³⁾ *Id.*, p. 815-816.

tres et bracelets ». Le but poursuivi n'était point moral, mais purement économique.

Les salaires des ouvriers furent aussi réglementés. La royauté ne comprit pas que les ouvriers étaient parmi les plus lésés en face de l'élévation des prix, et qu'avec une augmentation de salaire leur situation demeurerait encore inférieure à celle qu'ils avaient autrefois.

Tandis que le sieur de Gouberville se lamente en 1560 et dit avec un peu d'exagération, mais une grande part de vérité ⁽¹⁾ : « Du temps de mon père, on avait tous les jours de la viande, les mets étaient abondants, on engouffrait le vin comme si c'eût été de l'eau, mais aujourd'hui tout a bien changé, tout est coûteux, la nourriture des paysans les plus aisés est bien inférieure à celle des serviteurs d'autrefois » les ordonnances fixent les salaires maxima.

L'ordonnance de 1567 sur la *Police générale du Royaume*, au sujet de la *Police des charretiers et hacquetiers* ⁽²⁾, défend aux ouvriers de recevoir plus de 5 sous tournois par voiture : « mais il sera payé au-dessous dudit prix diversement selon les distances. Ladite assignation des salaires selon la distance et longueur de la voiture sera insérée au tableau de police ».

« La marée bat son plein durant le règne de Charles IX », dit M. Hauser ⁽³⁾, aussi ce roi confie-t-il, en 1563, la solution du problème à un homme compétent en la matière à « un conseiller du Roi et maistre des comptes sur le fait des monnoyes », à M. de Malestroît. Ce dernier « ayant travaillé (comme il l'avoue au roi) ⁽⁴⁾ trois ans tant par commandement de Votre Majesté que par ordonnance de votre Chambre des

⁽¹⁾ Cité par Levasseur, *Les prix du XIII^e au XVIII^e siècle*, p. 42.

⁽²⁾ Fontanon, I, p. 810 et 811.

⁽³⁾ Hauser, *Controverse sur les monnaies de 1566 à 1578*. Bulletin du comité des travaux historiques (sciences économiques et sociales), 1906, p. 11.

⁽⁴⁾ *Paradoxes du seigneur de Malestroît*, édit. 1593, p. 78 verso.

comptes », publia en 1566, deux courts opuscules sous le titre de *Paradoxes du seigneur de Malestroit sur le faict des Monnoyes*, qui devaient expliquer « l'étrange enchérissement que nous voyons pour le jourd'hui de toutes choses... » et dont « peu de gens peuvent goûter la source et origine de ce mal ».

Le premier de ces paradoxes est intitulé : *Que l'on se plaint à tort en France de l'enchérissement de toutes choses, attendu que rien n'y est enchéri depuis trois cents ans*.

Le second paradoxe a pour titre : *Qu'il y a beaucoup à perdre sur un escu ou autre monnoye d'or et d'argent encores qu'on la mette pour mesme prix qu'on la reçoit*.

Dans le Paradoxe premier, Malestroit démontre par « des raisons grandement paradoxées, c'est-à-dire fort éloignées de l'opinion du vulgaire », que la hausse des prix n'est pas réelle et que son apparence est due à l'altération des monnaies. Le second Paradoxe complète les idées du premier.

Voici le syllogisme dont l'auteur se sert dans les premières lignes ⁽¹⁾ : « L'on ne peut dire qu'une chose soit maintenant plus chère qu'elle n'était, il y a trois cents ans, sinon que pour l'acheter il faille maintenant bailler plus d'or ou d'argent que l'on en baillait alors ».

Or, il est, que pour l'achat de toutes choses, l'on ne baille point maintenant plus d'or ni d'argent que l'on en baillait alors. « Doncques depuis ledit temps, rien n'est enchéri en France ». Il appuie son opinion de copieux exemples :

Du temps du roi Philippe de Valois l'aune de velours ne valait que quatre livres, aujourd'hui elle en vaut dix, mais ces dix livres représentent la même quantité d'argent ou d'or fin que quatre livres, à cause des alliages et des nom-

(1) *Paradoxes du seigneur de Malestroit*, p. 79 recto.

breuses monnaies qui ont été « forgées » à différents titres.

« Une terre ou une maison, poursuit l'auteur, se vend maintenant vingt-cinq mille francs, n'est point plus chère qu'elle était lors à cinq mille livres. Le tout, pour la raison dessus dite, qui est que vingt-cinq mille livres de maintenant ne contiennent point plus grande quantité d'argent fin que les cinq mille livres du temps dudit saint Louis ».

« De l'un desdits sols, l'on en a fait cinq et par conséquent les vingt sols de maintenant n'en valent que quatre de ce temps-là; les vingt-cinq livres : cinq livres »; et c'est pour cette raison, conclut l'auteur du Paradoxe, que « le gentilhomme qui a maintenant cinq cents livres de rente n'est point plus riche que celui qui lors n'en avait que cent ». Il nous fait passer sous les yeux les prix de l'aune de drap, du muid de vin, du chapon, de la pinte de la taverne, de la paire de souliers, de la journée du manœuvre et il termine en disant que « l'enchérissement que l'on cuide être maintenant sur toutes choses, ce n'est qu'une opinion vaine ou image de compte sans effet ».

M. de Malestroit admet donc que l'enchérissement est purement nominal, qu'il y a une stabilité réelle des prix en or ou argent fin, et que cette transformation apparente des prix est due uniquement à la mutation des monnaies. L'auteur a très justement reconnu que la valeur d'échange du numéraire ne dépend pas de la valeur nominale qu'on veut bien lui donner, mais de la matière précieuse qu'il contient. S'il est certain que l'altération des monnaies a eu une influence sur la hausse des prix, elle ne peut suffire à expliquer, seule, une révolution monétaire aussi caractérisée. « Mais cet argent fin ou cet or n'a-t-il pas lui-même, indépendamment de l'alliage, changé de valeur, s'écrie M. Beaudril-

lart ⁽¹⁾ et sa plus ou moins grande abondance n'amène-t-elle pas un changement dans le prix nominal des denrées ? Voilà ce que M. de Malestroit ne se demande pas ou ce qu'il explique d'une façon fort arbitraire. Il raisonne toujours sur la supposition, maintenant hors de cours, que l'or et l'argent sont des mesures représentatives et à l'abri elles-mêmes des variations du marché. Il croit, d'accord en cela avec le préjugé de son temps, que la richesse consiste, non dans la quantité des choses utiles et dans les moyens de production, mais dans celle du numéraire ».

Bodin eut bientôt fait de s'apercevoir que les *Paradoxes* ne résolvaient pas le problème d'une manière satisfaisante, et en 1568, deux ans après la publication de l'opuscule de M. de Malestroit, il fit paraître : *La Response aux Paradoxes de M. de Malestroit touchant l'enchérissement de toutes choses et des monnoyes*, qui fut suivie, en 1578, du *Discours sur le rehaussement et la diminution des monnoyes pour response aux Paradoxes du sieur de Malestroit*.

En adversaire consciencieux, il expose d'abord le syllogisme sur lequel M. de Malestroit a basé son argumentation, et il nie l'exactitude de la proposition mineure. Il va prouver, en effet, au moyen d'exemples, qu'il faut une plus grande quantité d'or ou d'argent fin qu'auparavant, pour acheter quoi que ce soit.

Il reproche à l'auteur des *Paradoxes* de s'être servi de l'exemple du velours ⁽²⁾ dont l'aune coûtait quatre écus sous Philippe le Bel : le velours n'existait pas à cette époque, dit Bodin, puisqu'une ordonnance du roi publiée en 1294 « porte disertement en plus de cinquante articles la forme d'accouplements que chacun doit porter, depuis la personne des

⁽¹⁾ Beaudrillart, *J. Bodin et son temps*, p. 168.

⁽²⁾ *La Response aux Paradoxes*, p. 45 verso.
de B. de St-L.

princes jusqu'aux moindres valets, et toutefois, il n'est mention ni près, ni loin, de soie, ni de satin, ni de velours... C'est donc un abus d'apporter l'exemple du velours ».

Il fait encore sur cet exemple une remarque très juste : « Et quand je lui accorderais l'exemple du velours, ce n'est pas là raison de tirer en conséquence de toutes choses le prix du velours », car cette marchandise était alors très rare et par conséquent très chère, puisqu'il fallait la faire venir du Levant. « Maintenant que Tours, Lyon, Avignon, Toulouse et autres villes de ce royaume sont pleines de telles marchandises... l'aune du meilleur velours ne devrait pas coûter plus d'un écu à la raison qu'il faisait alors ». Le prix du velours aurait donc dû baisser normalement, puisque cette marchandise, de luxe autrefois, est devenue une marchandise presque commune; la stabilité de son prix prouverait que les autres prix ont haussé.

M. Hauser fait remarquer ⁽¹⁾ qu'« il y a là une critique extrêmement pénétrante, qui ne vise pas seulement le cas de Malestroit, mais qui porte en plein contre plus d'une tentative faite depuis lors pour comparer les prix entre eux. Bodin montre qu'il ne suffit pas d'évaluer, à deux moments donnés, la valeur intrinsèque d'une marchandise, il faut faire intervenir une notion nouvelle, celle de sa *valeur sociale* ».

Bodin passe aux produits agricoles, pour nous montrer que la hausse des prix est considérable relativement à l'affaiblissement des monnaies; les prix de ces denrées ne sont pas seulement cinq fois plus élevés qu'il y a trois cents ans, comme le disait Malestroit, « mais vingt fois plus qu'il y a cent ans et même moins » : « Quant aux vins et blés, il est certain qu'ils coûtent plus cher vingt fois qu'ils ne faisaient il y a cent ans,

⁽¹⁾ Hauser, *Controverse sur les monnaies de 1566 à 1578*, Bulletin du comité des travaux historiques (sciences économiques et sociales), 1906, p. 18.

ce que je puis dire avoir vu au cadastre de Toulouse où le setier de blé... ne valait que cinq sous, maintenant il coûte soixante sous au prix le plus commun qui est vingt fois plus cher qu'il ne faisait lors » ⁽¹⁾.

Il dit encore que les registres du Châtelet accusent qu'en 1530 il fallait, pour avoir « un muid de blé » de rente, payer « six vingts livres », alors qu'à son époque il faut verser la même somme, année moyenne, pour avoir la même quantité de blé « en pur achat », non en rente.

Mais Bodin considère les prix des terres comme un champ d'expérimentation plus parfait, il reproche même à Malestroit de s'être servi des prix des produits agricoles, dont la valeur varie suivant la fécondité des années : « Pour vérifier ce que je dis, laissons les fruits et venons aux prix des terres qui ne peuvent croître ni diminuer ni être altérées de leur bonté naturelle..., nous voyons que depuis cinquante ans le prix de la terre a cru non pas au double, mais au triple : tellement que l'argent de la meilleure terre labourable au plat pays, qui ne coûtait anciennement que dix ou douze écus, la vigne trente, aujourd'hui se vend le double voire le triple d'écus pesant un dixième moins qu'ils pesaient il y a trois cents ans, ce que M. de Malestroit m'accordera, s'il veut prendre la peine de feuilleter tant soit peu nos registres » ⁽²⁾.

« Les Baronnies, Comtés, Duchés » qui ont été vendus ou réunis à la couronne donnent un revenu plus élevé que leur ancien prix d'achat ; « chacun sait que le comté de Venise et d'Avignon vaut deux fois autant de revenu qu'il a été engagé ».

L'auteur nous expose ensuite plusieurs coutumes homologuées des provinces les plus diverses indiquant les prix des

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 46 recto.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 46 verso.

salaires et des produits depuis cinquante et soixante ans, et il conclut qu' « ici M. de Malestroit ne peut dire que depuis soixante ans tout n'ait enchéri dix fois pour le moins, je dis en quelque monnaie qu'il prenne » ⁽¹⁾.

Très au courant de la difficile numismatique d'alors, il veut « montrer que Malestroit s'est aussi mépris au titre des monnaies forgées en ce royaume depuis trois cents ans » ⁽²⁾. Il admet l'avilissement des monnaies, mais dans des proportions moindres. Ainsi, il reconnaît que l'écu vieil ne valait que 1/8 de plus que « l'écu sol » de son temps. Il se trouve ainsi d'accord avec le vicomte d'Avenel ⁽³⁾, qui donne à l'écu d'or, en 1487, une valeur de 9 fr. 25 et, en 1550, une valeur de 8 fr. 25 de notre monnaie.

M. de Malestroit avait nié l'enchérissement et n'avait donc pas eu à en chercher les causes; Bodin, qui a affirmé et prouvé la hausse des prix, se préoccupe de trouver les faits qui l'ont occasionnée.

« Je trouve, dit-il ⁽⁴⁾, que la cherté que nous voyons vient quasi pour quatre ou cinq causes », qui sont les suivantes :

La première est « l'abondance d'or et d'argent qui est aujourd'hui en ce royaume plus grande qu'elle n'a été il y a quatre cents ans.

» La seconde occasion de cherté vient en partie des monopoles.

» La troisième est la disette qui est causée tant par la traite que par le dégât.

» La quatrième est le plaisir des rois et grands seigneurs qui haussent le prix des choses qu'ils aiment.

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 47 verso.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 57 recto.

⁽³⁾ D'Avenel, *op. cit.*, I, p. 481-482.

⁽⁴⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 47 verso et 48 recto.

» La cinquième est la falsification de la monnaie, ravalée de son ancienne estimation ».

Bodin cite l'abondance des métaux précieux comme première cause de l'enchérissement, parce que c'est pour lui « la principale et presque seule » et parce qu'il est fier d'avoir découvert, sur ce sujet tant à l'ordre du jour, une idée « que personne jusqu'ici n'a touchée ».

La développant en logicien habile, il nous montre que cette influence de la quantité monétaire sur les prix s'est déjà manifestée à d'autres époques : « Plutarque et Pline témoignent qu'après la conquête du royaume de Macédoine sur le roi Persée, le capitaine Paul-Emile apporta tant d'or et d'argent en Rome, que le peuple fut affranchi de payer tailles, et le prix des terres en la Romagne haussa des deux tiers en un moment. Ce n'était pas la disette des terres, qui ne peuvent croître ni diminuer, ni le monopole, qui ne peut avoir lieu en tel cas, mais c'était l'abondance d'or et d'argent, qui cause le mépris d'icelui et la cherté des choses prisées ».

Il cite encore un autre exemple : « A la venue de la Reine de Candace, que l'Ecriture sainte appelle de Saba, en la ville de Jérusalem où elle apporta tant de pierres précieuses qu'on les foulait aux pieds ». « Quand l'Espagnol se fit seigneur de terres neuves, les cognées et couteaux étaient plus cher vendus que les perles et pierres précieuses, car il n'y avait couteaux de bois et il y avait force perles... C'est donc l'abondance qui cause le mépris... En quoi l'empereur Tibère s'abusait fort, faisant trancher la tête à celui qui avait rendu le verre mol et malléable, de peur, comme dit Pline, que si la chose était éventée, l'or ne perdît son crédit; car l'abondance du verre qui se fait quasi de toutes pierres et de plusieurs herbes, eût toujours causé le mépris » (1).

(1) *La Réponse aux Paradoxes*, p. 48 recto.

Nous pouvons dégager de ces citations que Bodin a parfaitement assimilé l'or et l'argent à des marchandises, puisqu'il les compare au verre, aux pierres précieuses et aux instruments aratoires, puisqu'il nous fait entendre que si l'abondance de ces objets diminue leur valeur, il en est de même des métaux précieux.

« Il faut donc montrer, poursuit l'auteur ⁽¹⁾, qu'il n'y avait pas tant d'or et d'argent en ce royaume il y a trois cents ans, au temps duquel parle Malestroit, qu'il y a maintenant », c'est-à-dire qu'à la hausse des prix coexiste véritablement une grande abondance de monnaie relativement aux siècles passés.

« S'il y a argent par pays, il ne peut être si bien caché que les princes ne le trouvent en leur nécessité. Or, le Roi Jean ne put trouver soixante mille francs à crédit..., et depuis la journée de Poitiers qu'il fut prisonnier huit ans des Anglais, ni ses enfants, ni ses amis, ni son peuple, ni lui-même, qui vint en personne, ne put trouver sa rançon ». Il en fut de même du Roi saint Louis, prisonnier en Egypte.

« Il n'est pas naturel que le peuple français, lequel aime son Roi et lors plus que jamais et surtout un tel Roi, eût voulu souffrir de le voir esclave des mahométistes qu'il avait en extrême horreur ». « Aussi lisons-nous dans nos vieilles histoires, qu'à faute d'argent, on fit monnaie de cuir avec un clou d'argent, qui montre bien l'extrême nécessité d'or et d'argent qui était lors en France ».

Voilà donc l'exposé de la pénurie des métaux précieux aux XIII^e et XIV^e siècles :

« Or, si nous venons à notre âge ⁽²⁾, nous trouvons qu'en six mois le roi a trouvé en Paris, sans aller plus loin, trois

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 48 recto et verso.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 48 verso.

millions quatre cent mille livres ». Bodin invite M. de Males-troit à feuilleter les registres de la Chambre pour qu'il se rende compte que l'impôt a rendu, de 1515 à 1568, beaucoup plus qu'il ne rendait autrefois dans l'espace de deux cents ans, et cependant « on ne pressure pas plus le peuple ».

Claude de Seyssel confirme les dires de Bodin : « Suis informé, écrit-il ⁽¹⁾, par ceux qui ont principalement charges des finances du royaume, gens de bien et d'autorité, que les tailles se recouvrent à présent beaucoup plus aisément et à moins de contrainte et de frais sans comparaison qu'elles ne faisaient du temps des rois passés ».

Dans *Le secret des finances*, de Froumenteau, on trouve que, depuis la fin du règne de Louis XII jusqu'à l'année 1581, les tributs publics avaient plus que quintuplé en France.

Cette grande abondance des métaux précieux, dont Bodin nous parle, a été affirmée de nos jours par les statisticiens. La production de l'or et de l'argent était faible au xv^e siècle, puisque Sœtbeer admet que le stock monétaire existant à la fin de cette période, en Europe, ne dépassait pas un milliard. Or, dans le siècle suivant, la production des métaux précieux va croissant considérablement, ainsi que l'atteste le tableau que nous avons extrait du *Bulletin de statistique et de législation comparée* ⁽²⁾.

Moyennes de production annuelle.

Années	OR		ARGENT		Valeur totale millions
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	
	kil.	millions	kil.	millions	
1493-1520.	5.800	20	47.000	10,4	30,4
1521-1544.	7.160	24,7	90.000	20	44,7
1545-1560.	8.510	29,3	311.000	70,3	99,6
1561-1580.	6.840	23,6	299.000	66,5	90,1

(¹) Cité par Levasseur, *Revue d'Economie politique*, janvier 1901, p. 3, note 2.

(²) *Bulletin de statistique et de législation comparée*, octobre 1896, p. 443.

Bodin, procédant avec méthode, se préoccupe d'expliquer « d'où est venu tant d'or et d'argent depuis ce temps-là » ⁽¹⁾. Il voit la source de ces richesses dans la découverte des mines du Nouveau-Monde et dans le développement du commerce extérieur qui a établi la distribution en France du produit de ces mines étrangères. « Il est incroyable et toutefois véritable qu'il est venu du Pérou, depuis 1533, plus de cinquante millions d'or et deux fois autant d'argent ».

Le commerce fut longtemps entravé, les Arabes maltrai-taient les chrétiens en Afrique, « les Anglais tenaient les ports de Guyenne et de Normandie et nous avaient clos les avenues d'Espagne et des îles..., les querelles de la maison d'Anjou et d'Aragon nous coupaient les ports d'Italie..., mais depuis cinquante ans, nos pères ont donné la chasse aux Anglais ». Bodin reconnaît le grand rôle qu'a joué la boussole dans ce développement en permettant « aux Portugais de cingler en haute mer et de se rendre maîtres du golfe de Perse et de la Mer Rouge » dont ils ont importé les richesses.

L'auteur expose que ce sont surtout les relations commerciales avec l'Espagne qui ont fait affluer l'or et l'argent en France : « Le Castillan ayant mis sous sa puissance des terres neuves pleines d'or et argent en a rempli l'Espagne... ; or, l'Espagnol, qui est paresseux à merveille hors le fait des armes et de la fraïque..., étant contraint par force inévitable de prendre ici les blés, les toiles, les draps, le pastel, le papier, les livres et voire la menuiserie et les ouvrages de main (manufacturés)... nous va chercher au bout du monde l'or et l'argent et les épices » ⁽²⁾.

« D'autre côté, l'Anglais, l'Ecosais et tout le peuple de Norvège, Suède, Danemarck et de la côte de la Baltique, qui

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 50 recto.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 50 verso.

ont une infinité de minières, vont fouir les métaux au centre de la terre pour acheter nos vins, nos safrans, nos pruneaux, notre pastel et surtout notre sel ». L'auteur se trouve ainsi d'accord avec Schmoller, qui prétend que la baisse de la valeur du numéraire ne provint pas seulement de l'importation des métaux précieux arrivant d'Amérique, mais aussi d'un accroissement d'intensité dans l'exploitation des mines européennes et allemandes en particulier ⁽¹⁾.

Bodin attribue aussi l'augmentation des métaux précieux à l'état de paix qui a permis à la population de s'accroître et à l'agriculture de se développer. « L'autre occasion de tant de biens qui nous sont venus depuis six ou sept vingts ans, c'est le peuple infini qui est multiplié en ce royaume depuis que les guerres civiles de la maison d'Orléans et de Bourgogne furent assoupies ». « On a depuis cent ans défriché un pays infini de forêts et de landes, bâti plusieurs villages, peuplé les villes » ⁽²⁾.

Enfin la dernière cause signalée par l'auteur, est l'ouverture de la banque de Lyon, sous « François I^{er}, qui commença à prendre l'argent à huit et son successeur à dix, puis à treize et jusqu'à vingt pour cent... Soudain, les Florentins, Luquois, Gênois, Allemands affriandés de la grandeur du profit apportèrent une infinité d'or et d'argent en France..., par le même moyen les rentes constituées sur la ville de Paris, qui montent de quatorze à quinze cent mille livres tous les ans, ont alléché l'étranger, qui apporte ici ses deniers pour y faire profit et enfin s'y habituer, ce qui a fort enrichi cette ville » ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Schmoller, c. f. De Girard, *Histoire de l'économie sociale jusqu'à la fin du XVI^e siècle*, p. 247.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 50 verso.

⁽³⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 51 recto et verso.

Du résumé de ces quelques pages de la *Réponses aux Paradoxes*, il est facile de déduire que leur auteur a une parfaite notion du prix. Il a très bien compris que c'est le résultat de la comparaison de la valeur variable d'un objet avec la valeur variable d'une autre marchandise prise comme mesure commune : la monnaie.

Sans l'avoir exprimé, il a pensé le rapport $P = \frac{V}{V'}$ si nous désignons le prix par P, la valeur d'échange de l'objet par V et la valeur de la monnaie par V'. Il admet que le prix peut changer par la variation de l'un des deux facteurs V et V', et il ne se laisse pas tromper par l'idéal d'un instrument monétaire toujours d'égale valeur et comparable à un étalon, comme le mètre de notre système arithmétique. Sans doute, une des raisons qui ont fait choisir l'or et l'argent comme monnaie, c'est leur invariabilité de valeur dans le temps et dans l'espace, mais cette qualité n'est point absolue, elle n'est que relative; c'est ce que Bodin a précisément aperçu, quand il compare la monnaie aux « pierres précieuses », aux « cou-teaux et cognées » soumis à la loi de l'offre et de la demande et quand il conclut en disant ⁽¹⁾ : « s'il y avait telle disette d'argent et d'or que par le temps passé, il est bien certain que toutes choses seraient d'autant moins prisées et achetées, que l'or et l'argent seraient plus estimés ».

Bodin a vu aussi que la variation de la demande des métaux précieux pouvait faire changer leur valeur, comme la variation de leur offre. Il prévoit même le cas où, par suite des usages industriels ⁽²⁾, « si les princes ne font défense de dorer, il faudra, par nécessité, que le prix de l'or croisse, attendu que l'argent n'ayant point de tenue n'est point ou peu employé pour argenter ». Il rappelle qu'à Rome « l'esti-

⁽¹⁾ La *Réponse aux Paradoxes*, p. 60 verso.

⁽²⁾ La *Réponse aux Paradoxes*, p. 69 recto.

mation de l'or fut augmentée sous les derniers empereurs pour le dégât d'or qui se faisait à dorer toutes choses, comme fit Néron, son grand palais tout doré... et après lui Vespasien qui employa à dorer le Capitole la valeur de sept millions deux cent mille écus couronnes ».

Bodin a ainsi posé les principes de ce que nous nommons aujourd'hui la *théorie quantitative de la monnaie* et que nous formulons : « Toutes choses égales d'ailleurs, toute variation dans la quantité de la monnaie entraîne une variation directement proportionnelle dans les prix ».

La première partie de cette formule, « toutes choses égales d'ailleurs », se trouve dans Bodin : il se défend de ne voir comme cause de la variation des prix que la diminution ou la dilatation du stock métallique. Si nous revenons à la formule $P = \frac{V}{V'}$ il reconnaît que P peut être influencé par V. C'est pour cela qu'il ajoute ce correctif : « Sans toucher aux changements particuliers qui font enchérir les choses de leur prix ordinaire, comme les vivres en temps de famine, les armes en temps de guerre, le bois en hiver, l'eau au désert de Lybie..., l'abondance de la population » (1). Il voit donc que l'influence de la quantité des métaux précieux peut être paralysée par la variation dans le degré de désirabilité fondé sur l'utilité croissante ou décroissante des marchandises, par la variation de leur abondance ou de leur rareté, enfin par l'augmentation ou la diminution de la population.

Les autres causes du renchérissement énumérées dans *La Réponse aux Paradoxes* se ramènent toutes, sauf l'altération des monnaies, à l'application de la loi de l'offre et de la demande.

Telle est, par exemple, l'augmentation des prix résultant

(1) *La Réponse aux Paradoxes*, p. 60 recto.

de « la rapidité, nos blés et nos vins sont achetés par l'étranger » et du « dégât », c'est-à-dire du gaspillage, de l'emploi en pure perte de certaines marchandises de luxe, ce qui fait vibrer chez le publiciste de généreux accents d'indignation. Il critique que ⁽¹⁾ « principalement pour les chausses.... on emploie le triple de ce qu'il en faut avec tant de balafres et déchiquetures que les pauvres gens ne s'en peuvent servir, après que monsieur en est dégouté ». Il dit que la soie serait à bon marché en France, si on n'en paraît pas « belîtres et laquais » et si on ne la découpait pas « de telle sorte qu'elle ne peut durer ni servir qu'à un maître ». Il regrette les exigences de la mode de la Renaissance : « En matière d'habits, on estimera toujours sot et lourdaud celui qui ne s'accoutre à la mode qui court, laquelle mode nous est venue d'Espagne avec tant d'avantage, que les portes sont trop étroites pour y passer, qui est bien loin de l'ancienne modestie de nos pères qui portaient leurs accoutrements, comme dit César, unis et pressés sur le corps rapportant la proportion et beauté des membres..., ce qui apporte un dégât incroyable : du dégât vient la disette, de la disette vient en partie la cherté d'accoutrements » ⁽²⁾.

On peut encore rattacher à l'application de la loi de l'offre et de la demande le vœu qu'il formule au sujet du poisson. Il souhaite, en mêlant à la question économique de longues considérations historiques et même médicales, que « l'usage du poisson soit remis en tel crédit qu'il a été anciennement, car il est tout certain que le pauvre peuple aurait à bien meilleur compte du bœuf, du porc, du mouton, et les volailles seraient à prix plus raisonnable » ⁽³⁾ puisqu'on en demanderait moins.

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 54 recto.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 54 verso.

⁽³⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 63 recto.

Bodin, en citant ces diverses causes qui peuvent modifier les prix des marchandises indépendamment de la variation de la monnaie, causes dont l'importance ne peut être appréciée d'une façon précise, a donc conçu l'idée de la théorie quantitative comme un truisme. Ainsi que le dit en effet M. Dolléans ⁽¹⁾, la théorie quantitative peut être représentée sous forme de truisme ou sous forme de relations mathématiques. Sous forme de truisme : lorsqu'on se contente de dire « la quantité de monnaie a une influence sur les prix » ; sous forme de relations mathématiques : lorsqu'on entend parler de variations proportionnelles existant entre la quantité de monnaie et les prix. C'est sous la première forme que les économistes contemporains admettent la théorie quantitative, c'est ainsi que Bodin l'avait comprise aussi.

Il n'a cependant pas vu tous les détails de cette loi, il n'a pas indiqué tous les faits qui peuvent agir sur la variation de la valeur de la monnaie.

Il n'a pas établi de distinction entre le numéraire en circulation et le numéraire thésaurisé qui doit être considéré comme néant ; or à cette époque, on cachait souvent son argent, à cause des guerres et à cause du peu de facilité qu'on avait de le faire valoir.

Il n'a pas songé que la rapidité plus ou moins grande de la circulation de la monnaie équivalait à une augmentation ou à une diminution du numéraire, et que les succédanés de la monnaie : les instruments de crédit, sont de véritables métaux précieux. L'auteur du xvi^e siècle est excusable sur ce dernier point, car la France fut un des pays qui se montrèrent le plus timides pour les opérations de crédit ; la tentative de Law fut le premier essai de banque d'émission ; il n'y avait

(1) M. Edouard Dolléans, *La monnaie et les prix, Questions monétaires contemporaines*, p. 44.

done ni billets de banque ni valeurs internationales; les effets de commerce étaient d'un usage encore rare, et l'organisation des *Clearing Houses* ne remplaçait pas le numéraire comme de nos jours en Angleterre.

Nous regrettons aussi de ne pas trouver dans *La Réponse aux Paradoxes*, le fait que le développement du commerce et la rapidité de la circulation générale des marchandises créent un besoin de numéraire qui équivaut à une diminution du stock monétaire. Cet oubli peut s'expliquer, car il ne s'était encore produit aucun essor brusque comparable à celui qu'ont causé les applications de la vapeur et de l'électricité.

Ces idées sur la théorie quantitative exprimées en 1568, devaient être perfectionnées dans la suite, mais Bodin avait vaincu un préjugé que M. Menger ⁽¹⁾ regarde en 1892 comme « enraciné dans le peuple » et comme « encore familier à beaucoup d'esprits ». Le grand économiste dit en effet : « Ni le rentier lorsqu'il chiffre sa fortune, ni le négociant qui fait son bilan ne font entrer dans leurs calculs les variations qui ont pu se produire dans la valeur extrinsèque du numéraire. On sait bien apprécier en numéraire la valeur des marchandises, on ne songe pas à calculer la valeur du numéraire en marchandises, ce qui serait à la vérité plus difficile et ne saurait même être calculé précisément. Aussi les changements dans la valeur extrinsèque des marchandises sont-ils soigneusement observés, tandis qu'on n'étudie pas le phénomène inverse : le changement dans la valeur extrinsèque du numéraire ». « La science économique, ajoute M. Menger, est mise au-dessus de ce préjugé depuis Jean Bodin ».

(1) M. Menger, « La Monnaie, mesure de valeur », *Revue d'Economie politique*, (1892), p. 167.

Nous trouvons dans *La République* ⁽¹⁾ une très juste application de la théorie quantitative au sujet de l'impôt. L'auteur dit, en effet, « que la plupart de ceux-là mêmes qui pensent mieux entendre les affaires, est abusée d'une opinion invétérée, qu'il faut remettre les charges et impôts en l'état qu'ils étaient au temps de Louis XII, sans avoir égard que depuis ce temps là, l'or et l'argent est venu en si grande abondance des terres neuves et même du Pérou... » Il montre que la hausse des impôts actuelle n'est que nominale, car d'une part les contribuables ont des revenus qui ont augmenté dans la même proportion que l'impôt : « celui qui n'avait que cent livres de rente maintenant en a mille des mêmes fruits qu'il recueillait », et d'autre part les charges de l'Etat se sont aussi accrues comme l'impôt, parce que « l'estimation de toutes choses a haussé et par conséquent les gages des officiers, la paye des soldats, la pension des capitaines, les journées et vacations d'un chacun ».

Bodin, en attribuant comme cause à l'enchérissement général la dilatation du stock monétaire, s'est flatté d'avoir trouvé une cause « que personne jusqu'ici n'a touchée » ⁽²⁾. A-t-il été réellement le premier à développer le rapport qui existe entre la quantité des métaux précieux et les prix ?

On a voulu voir dans Xénophon le premier auteur qui ait aperçu la théorie quantitative. On s'est basé sur ce passage *Des revenus de l'Attique*, où l'auteur engage ses concitoyens à acheter dix mille esclaves pour exploiter les mines d'argent du Laurium qu'il affirme être inépuisables : « Qu'il y ait abondance de vin ou de blé, ces denrées sont à vil prix et alors ennuyés d'une culture infructueuse, la plupart l'abandonnent... Au contraire, plus on a de minerai, plus l'argent

⁽¹⁾ *La République*, p. 882-883.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 47 verso.

est commun, plus on voit les citoyens embrasser la partie des mines... L'argent, jamais on n'en possède assez pour n'en plus désirer. Lorsqu'un Etat fleurit, c'est alors surtout que les hommes ont le plus besoin d'argent. Ils veulent acheter de belles armes, de bons chevaux, etc... Mais, me dira-t on, l'or est pour le moins aussi utile que l'argent? Je n'en disconviens pas, mais ce que je sais, c'est que l'or devenu commun baisse en faisant hausser l'argent » (1).

Sans insister sur ce qu'a de critiquable, comme l'a exposé M. Bœckh (2), ce conseil basé sur la croyance que les mines de métaux précieux sont inépuisables, nous reconnaissons que, dans la fin de cette citation, l'auteur grec fait une application exacte de la théorie quantitative pour l'or, mais auparavant, il tire une conclusion tout opposée pour l'argent. M. Dubois pense qu'il n'y a là qu'une fausse application du principe dont Xénophon a eu conscience : « La dépréciation ne peut naître que de la surabondance; or, à son avis (de Xénophon), il ne peut pas y avoir trop d'argent, des débouchés en quelque sorte illimités s'offrent à ce métal » (3). Mais, répondons-nous à M. Dubois, Xénophon ne dit-il pas : « L'or est pour le moins aussi utile que l'argent je n'en disconviens pas »? Suivant M. Souchon : « Il y a là erreur quelque peu artificielle provoquée par le désir de n'affaiblir en rien la thèse de l'enrichissement par l'exploitation énergique des mines de l'Attique » (4). L'auteur, semble-t-il, aurait mieux fait, pour convaincre les Athéniens, de ne parler que de l'argent, il n'était pas obligé de leur souligner une erreur en avouant que l'or est aussi utile que l'argent et que ce premier métal obéit

(1) Xénophon, *Des revenus de l'Attique*, trad. Buchon, chap. IV.

(2) Bœckh, *Economie politique des Athéniens*, trad. Laligant, II, p. 479 et suiv.

(3) Dubois, *Précis de l'histoire des doctrines économiques*, p. 52.

(4) Souchon, *Théories économiques dans la Grèce antique*, p. 114.

seul à la loi des quantités, sans essayer d'en donner une explication. Même en adoptant une de ces deux solutions, nous admettons que cette notion de la théorie quantitative, tout d'abord niée, puis affirmée, n'a pu avoir une influence importante.

Les idées de Buridan (1300-1360) et de Nicole Oresme (1320-1382) font supposer la connaissance des effets de la quantité de la monnaie sur sa valeur. Mais ces auteurs n'ont pas développé l'influence directe des variations du stock métallique sur les prix. Buridan ⁽¹⁾, étudiant les caractères constitutifs de la monnaie, se borne à dire que pour qu'elle rende tous les services, la matière qui la compose doit être précieuse et *rare*. Oresme dit ⁽²⁾ qu'il faut choisir pour la monnaie une matière qui soit assez abondante pour le besoin des transactions, mais pas trop, de peur qu'elle ne perde sa valeur, et même si la matière devenait trop abondante ou se dépréciait, il faudrait la changer.

Copernic (1473-1543) parle « du temps où le blé et les vivres étaient à meilleur marché », il attribue uniquement, comme M. de Malestroit, la cause du renchérissement à la falsification des monnaies. Il n'a pas entrevu l'idée de la théorie quantitative, puisqu'il dit de l'altération des monnaies : « De là vient cette plainte incessante qui retentit de tout côté que l'or et l'argent, le blé et les provisions domestiques et le travail des artisans, tout ce dont les hommes font usage d'ordinaire augmente de prix » ⁽³⁾. Il considère donc que l'or et l'argent augmentent de valeur en même temps que les autres marchandises : c'est le résultat opposé à celui de la théorie

(1) Cité par M. Dubois, *Précis de l'histoire des doctrines économiques*, p. 93.

(2) Nicole Oresme, *Traictié de la première invention des monnoies*, édit. Wolowski, chap. II, p. XI et chap. XIII, p. XLI.

(3) Copernic, *Traité de la monnaie*, édit. Wolowski, p. 63.

de B. de St-L.

quantitative. Sans doute il dit : « La monnaie perd surtout de la valeur quand on l'a trop multipliée, lorsque, par exemple, une si grande quantité d'argent a été transformée en monnaie que les hommes en arrivent à rechercher l'argent en lingot plus que le numéraire » ⁽¹⁾. L'auteur n'envisage ici que l'augmentation du stock monétaire et non l'augmentation de la production générale de l'or et de l'argent. Il se fait une fausse notion de la monnaie en établissant une distinction complète entre le métal précieux monnayé et le métal précieux industriel, lorsqu'il prévoit le cas où la monnaie « ne peut plus acheter autant d'argent qu'elle en contient » et qu'il donne comme « unique remède..., de ne plus frapper de monnaie jusqu'à ce qu'elle ait repris son équilibre et qu'elle ait reconquis une valeur plus élevée que celle de l'argent ».

C'est dans un ouvrage littéraire de Noël du Fail : les *Balivernes et contes d'Eutrapel* (dont le contenu répond d'ordinaire assez bien au titre), que nous trouvons pour la première fois l'idée que la révolution monétaire a pour cause l'abondance des métaux précieux venus d'Amérique. Cet ouvrage, écrit en 1548, contient un conte intitulé « Le temps passé et le temps présent » où l'auteur, après avoir fait l'apologie « des triomphes et magnificences du temps passé », dit ⁽²⁾ : « En tant que touche la valeur des choses, abondance d'argent et comparaison de l'une à l'autre saison, tout bien débattu, se trouvera qu'il n'y a rien de dissemblable pour ce regard : car, du temps de Lupolde, ce qui coûtait cent sols vaut ce jour dix livres, ce qui est à cause des pays nouvellement trouvés et des minières d'or et d'argent que les Espagnols et Portugais en apportent, qu'ils laissent finalement en

(1) Copernic, *Traité de la monnaie*, édit. Wolowski, p. 53.

(2) Noël du Fail, les *Balivernes et contes d'Eutrapel*, édit. Courbet, II, p. 35.

cette minière perpétuelle de France de blés et ouvrages, de laquelle ils ne se peuvent aucunement passer ».

C'est bien là, jetée à la hâte, l'idée principale de *La Réponse aux paradoxes*.

Ces quelques auteurs qui ont perçu d'une manière plus ou moins confuse l'influence des variations des métaux précieux sur les prix, n'ont pas développé cette idée, Bodin est le premier qui lui ait donné l'importance qu'il convenait, et nous pouvons dire qu'il se trouve encore de plusieurs années en avance sur son temps, car après 1568, l'opinion courante attribue l'enchérissement à tout autres causes.

La législation va à l'encontre de la fine argumentation de Bodin et continue à édicter des mesures nécessairement inefficaces puisqu'elles sont basées sur de faux principes.

Un édit de janvier 1572 ⁽¹⁾, dans son article 2, attribue « la cherté à l'inexécution des très belles ordonnances des prédécesseurs ». Il institue, « pour les continuelles et diverses plaintes..... et l'excessivité du prix de toutes sortes de vivres et autres denrées nécessaires à la vie et usage des hommes », des notables et des députés « auxquels députés nous avons donné, et donnons..... puissance et autorité de mettre taux aux vivres comme chairs, poissons, blés, vins, huiles, chandelles et autres menues denrées et aussi les foin, pailles, bois, cuirs, pareillement mettre prix sur toutes sortes de façons d'habillements et étoffes ».

Comme les prix des marchandises, les salaires des ouvriers sont aussi réglementés. L'ordonnance d'avril 1572 ⁽²⁾ fixe le salaire des « maîtres maçons, charpentiers, tailleurs de pierres à douze sols tournois, et celui des manœuvres, gens de bras et vigneron à six sols tournois, sans qu'ils puissent ne leur

⁽¹⁾ Isambert, XIV, p. 243.

⁽²⁾ Fontanon, *Traité de police de Paris*, I, p. 904.

soit loisible prendre ni recevoir plus grand prix et salaire ». Il est « enjoint à tous gens de métier et manouvriers vaquer à leurs métiers et travailler sur peine du fouet au cas qu'ils fussent trouvés vagabonds par villes et faubourgs.... Et besogneront à cinq heures du matin dès le premier avril jusqu'au quinzième septembre et finiront à sept heures du soir, et le reste de l'année à six heures du matin et finiront à six heures du soir ».

Dans beaucoup de municipalités, on trouve des ordonnances locales semblables. Ainsi un édit du 30 mars 1595 ⁽¹⁾ interdit à Bourges, « sur les plaintes des monopoles que font les vigneron lesquels de jour à autres enchérissent leurs journées », de donner plus de dix sous aux hommes et quatre sous aux femmes qu'on occupe.

Ces réglementations étaient bien injustes, elles montrent la complète ignorance sur les causes de l'enchérissement; la classe ouvrière ne faisait en effet que des demandes très justifiées; nous pouvons nous en convaincre en rapprochant les tableaux des variations des prix moyens des blés que nous avons donnés et le tableau suivant des salaires ⁽²⁾ des ouvriers non nourris au xvi^e siècle :

Dates	Journaliers agricoles	Maçons	Charpentiers	Peintres. Couvresseurs. Plâtriers.
De 1501 à 1525	0 fr. 60	0 fr. 81	0 fr. 82	0 fr. 86
1526 à 1550	0 fr. 70	0 fr. 98	1 fr. 14	0 fr. 88
1551 à 1575	0 fr. 75	0 fr. 96	1 fr. 01	1 fr. 00
1576 à 1600	0 fr. 78	1 fr. 20	1 fr. 19	1 fr. 18

Nous constatons que tandis que les prix des blés ont triplé de la période 1500-1525 à la période 1551-1575, les salaires n'ont augmenté à peu près que de un vingtième pour cent;

⁽¹⁾ Cité par Levasseur, *Histoire des classes ouvrières avant 1789*, II, p. 76 note 1.

⁽²⁾ Levasseur, *Les prix du XIII^e au XVIII^e siècle*, p. 68.

de sorte que l'ouvrier agricole, qui dans la première période pouvait acheter quinze litres de froment, ne peut plus s'en procurer que six avec son salaire.

En 1577, nous trouvons une ordonnance sur la *Police générale du Royaume* qui prescrit un ensemble de mesures absolument semblables à celles contenues dans l'ordonnance sur la *Police générale du Royaume* de 1567. Nous citons une partie du préambule ⁽¹⁾ de cette première ordonnance, car il nous prouve que la royauté, comme M. de Malestroit, a cru que l'enchérissement général était dû au surhaussement que quelques malintentionnés faisaient subir aux monnaies : « Le Roi ayant fait son édit et ordonnance sur le règlement des monnaies... afin d'obvier au désordre et grande diminution de la richesse de ses sujets qui apportait avec soi le *surhaussement de prix que le peuple s'est licencié de donner aux espèces d'or et d'argent*, par lequel (surhaussement) il est notoire que la vente de toutes sortes de denrées, marchandises et ouvrages a été aussi rehaussée et semblablement augmenté le salaire des personnes qui travaillent aux œuvres mécaniques... ». L'édit sur le règlement des monnaies, dont il est question ici, est un édit du mois de septembre 1577 ordonnant de compter à l'avenir par écus et non par livres. Il avait été rendu après une pétition adressée à Henri III par la Cour des monnaies, dès que le roi eut assemblé les États généraux, le 19 décembre 1575. Cette pétition dit ⁽²⁾ que « la cause du renchérissement des prix provient de la *malice* de ceux qui transforment en lingots le meilleur de nos monnaies, en vue de remplir le royaume avec d'autres moins bonnes, s'enrichissant eux-mêmes avec le sang et les misères du peuple ».

⁽¹⁾ Fontanon, I, p. 823.

⁽²⁾ Shaw, *Histoire de la monnaie* (traduction Raffalovich) p. 66-67.

La royauté attribua aussi le renchérissement au désordre des marchés et créa, par un édit du 3 mars 1383⁽¹⁾, des offices de vendeurs de bois, de foin et de charbon, de même qu'un édit de 1377⁽²⁾ avait réglementé le métier de tavernier et d'hôtelier pour « ôter les abus, *prix excessif* et désordre qui s'y étaient engendrés ».

En 1578, « un conseiller du Roy et général en sa Cour des Monnoyes », François Garrault, écrit *Plus un recueil des principaux advis donnez en l'assemblée de Saint-Germain des Prez au mois d'août dernier, avec les Paradoxes sur le faict des monnoyes*. Dans cet ouvrage, l'auteur partage les idées contenues dans l'édit de 1377 sur le règlement des monnaies qui avait été élaboré dans l'assemblée de Saint-Germain. Il ne voit qu'un renchérissement artificiel causé par les variations de la monnaie, il n'hésite pas à l'affirmer : « De l'augmentation et surhaussement du prix des monnaies vient la vilité et bon marché de toutes choses, et de la réduction et rabais d'icelles provient l'enchérissement »⁽³⁾. C'est encore le raisonnement qu'avait tenu Malestroit.

M. Hauser trouve dans les *Discours politiques et militaires* de La Noue un « écho »⁽⁴⁾ des idées de Bodin. Nous ne pouvons qualifier cet écho que de très lointain. Le seul rapport qui existe entre ces auteurs, c'est que tous les deux ont vu dans l'abondance du métal précieux importé du Nouveau-Monde une cause de troubles. Mais tandis que Bodin accuse un trouble économique, La Noue accuse un trouble moral. « Après que les Espagnols et Portugais eurent découvert tant

(1) Fontanon, I, p. 1166.

(2) Fontanon, I, p. 1143.

(3) Hauser, *Controverses sur les monnaies*, Bulletin du Comité des travaux historiques (Sciences économiques et sociales), 1906, p. 29.

(4) Hauser, *ibid.*, p. 31.

de nouvelles terres, dit ce dernier auteur ⁽¹⁾, alors comme une pluie véhémence, les richesses minérales et les pierreries vinrent à se décharger en toutes les provinces de la chrétienté, de sorte qu'elles y abondent aujourd'hui. Qu'est-il réussi de tout cela ? » — Le renchérissement de toutes choses, répondrait Bodin — « un embrasement de convoitises en général, répond La Noue, et une extrême avarice en aucuns et de prodigalités de bordées en d'autres..... Somme : que tout cet or et argent pour dix hommes qu'ils ont enrichis en ont appauvri dix mille. Quel propos y a-t-il donc que de leur attribuer de les rendre heureux ? » L'auteur n'a considéré que les dépravations morales attachées à la possession d'une grande quantité d'or et d'argent « qui émeuvent les hommes vains à s'appauvrir en un jour ». Il n'a pas aperçu que la quantité du métal précieux en diminue la valeur, car il était amené à le mentionner, or il n'en a pas soufflé mot, même lorsqu'il nous dit que l'or est « un métal... nécessaire pour aider à ce que la communication de toutes choses se fasse avec plus grande facilité, servant de prix commun à ce qu'on veut échanger » et lorsqu'il nous parle de l'époque où « notre convoitise n'avait pas ravi l'or aux sauvages du Pérou. Ils en avaient en si grande quantité que tous les ustensiles de leurs maisons en étaient et n'en faisaient pas plus d'estime que nous nous faisons du fer..... Mais, depuis qu'on leur eut enseigné et qu'ils virent paraître tant d'imperfections, qu'on commet après l'or, ils devinrent misérables (dans le sens de corrompus)... Au commencement qu'on trafiqua avec eux, ils donnaient pour un couteau le double ou le triple pesant d'or, estimant l'utilité de ce métal que nous réputons très vil, plus grande que de l'autre que nous estimons si précieux...

(1) La Noue, *Discours politiques et militaires*, Lyon, 1595, p. 665 à 671.

Mais ce qui a extrêmement fait admirer l'or, c'est l'orgueil, les superfluités, les délices et la curiosité des hommes ». Il n'indique pas que la raréfaction de l'or augmente surtout sa valeur.

Il ne faudrait pas croire, d'après ces dernières pages, que les idées de Bodin n'exercèrent aucune influence à son époque; elles faisaient, au contraire, leur chemin parmi quelques contemporains et elles devaient avoir une brillante destinée, car, jusqu'à nos jours, on n'a cessé d'affirmer et même quelquefois d'exagérer la portée de la théorie quantitative.

Bodin a tout d'abord inspiré l'auteur anonyme du *Discours sur les causes de l'extrême cherté qui est aujourd'huy en France et sur les moyens d'y remédier* ⁽¹⁾ écrit en 1574. On trouve, dans cet ouvrage, d'incontestables emprunts à *La Réponse aux Paradoxes*, si bien que Cimber et Danjou, qui ont reproduit dans les *Archives curieuses de l'Histoire de France* ce discours, ont dit qu'il « doit être attribué en partie à Bodin ». Nous ne partageons pas cette pensée, puisque l'auteur anonyme reconnaît écrire « après ce que depuis cinq ans en a bien doctement discoursu M. Jehan Bodin, avocat en la cour et un bel œuvre qu'il a fait duquel nous avons tiré une grande partie de cestuy..., y ayant mis du nôtre ce que nous a semblé convenable et propre à la matière que nous avons délibéré de traiter » ⁽²⁾. Nous ne pouvons affirmer que l'auteur du *Discours sur l'extrême cherté* soit l'historiographe du Haillan, comme le dit du Verdier, mais c'est certainement un imitateur servile. Après avoir, comme Bodin, comparé les prix de son époque avec ceux du commencement du siècle, mais en ayant le tort de ne pas remar-

(1) Cimber et Danjou, *Archives curieuses de l'Histoire de France*, 1^{re} série, VI, p. 423 à 458.

(2) *Discours sur l'extrême cherté*, *Archives curieuses*, 1^{re} série, VI, p. 457.

quer que, durant cette période, la livre tournois a perdu les $\frac{4}{7}$ de son ancienne valeur, il reproduit les « quatre ou cinq causes » du renchérissement contenues dans *La Réponse aux Paradoxes* et tout particulièrement « l'abondance de l'or et de l'argent qui est en ce royaume plus grande qu'elle ne fut jamais, de quoi plusieurs s'ébahiront vu l'extrême pauvreté qui est au peuple ». Il y ajoute quelques causes qui lui sont personnelles : les impôts excessifs, les guerres civiles, la stérilité de cinq ou six années consécutives. Mais nous doutons qu'il ait compris toute la théorie de Bodin, lorsqu'il prétend qu'une des causes de l'enchérissement est l'immobilisation d'une grande quantité de métaux précieux sous forme « de vaisselles d'or et d'argent et des chaînes, bagues et bijoux, draps de soie et bordures avec les passements d'or et d'argent ». Il dit, avec raison, que ces emplois ont amené « le haussement du prix de l'or et de l'argent », mais il en tire une conclusion tout opposée à celle qui s'impose en vertu de la théorie quantitative, en en faisant une cause de la hausse des prix.

L'anonyme donne les mêmes sources que Bodin de l'abondance des métaux précieux au xvi^e siècle. La découverte du Nouveau-Monde, le développement du commerce avec l'étranger surtout avec l'Espagne et le Portugal, la création de la banque de Lyon, tout cela dans des développements qui ressemblent beaucoup à ceux de *La Réponse aux Paradoxes*.

En 1580, parut un petit ouvrage qui contient une application de la théorie quantitative au sujet de l'impôt, c'est le *Traicté des finances de France* ⁽¹⁾. M. Hauser ⁽²⁾ attribue cet

(1) Cimber et Danjou, *Archives curieuses de l'histoire de France*, IX, p. 379 et s.

(2) Hauser, Controverses sur les monnaies, *Bulletin du comité des travaux historiques*, 1906, p. 26.

opuscule anonyme au même auteur que le *Discours sur l'extrême cherté*. Ces deux ouvrages ont, en effet, un caractère commun : ils présentent de trop fidèles réminiscences des œuvres de Bodin. Le *Discours sur l'extrême cherté* renferme des passages empruntés à *La Réponse aux Paradoxes* comme le *Traicté des finances de France* contient des phrases entières copiées dans *La République*. L'auteur montre que par suite de l'abondance des métaux précieux arrivés du Pérou, toutes les choses ont considérablement enchéri : « Le muid de blé de rente, qu'on avait pour cent ou six vingts livres en l'an 1522, a valu depuis cinq ou six ans presque autant en pur achat, ce qui se peut vérifier par les registres du Châtelet de Paris ». Il fait alors remarquer qu'il faut tenir compte de ce fait pour estimer les charges de l'Etat et qu'il est ridicule de vouloir « abolir les charges et les réduire en l'état qu'elles étaient du temps du Roi Louis XII » (1). C'est une question que Bodin a traitée dans *La République*, nous l'avons signalé précédemment. L'auteur ajoute : « Ceux qui crient ne considèrent pas que depuis ce temps-là l'or et l'argent est venu en si grande abondance des terres neuves et même du Pérou et par les autres trafics et inventions des Français, que toutes choses sont enchéries dix fois plus qu'elles n'étaient, comme il se peut voir tant par les coutumes de ce royaume que par les anciens contrats et aveux, ès quels on voit l'estimation des fruits et genres de vivres, dix voire douze fois moindre qu'elle n'est à présent ». « Et il y a en France plusieurs comtés, baronnies et autres seigneuries vendues, il y a cent et deux cents ans, qui valent aujourd'hui, autant de revenu annuel qu'elles furent lors vendues...

(1) *Traicté des finances de France* (Arch. curieuses, X, p. 379). Bodin, dans *La République*, p. 882, avait aussi critiqué ceux qui veulent « remettre les charges et impôts en l'état où ils étaient du temps de Louis XII ».

car depuis, l'or et l'argent étant communiqués à la France par les trafics susdits qui, nous apportant lesdits métaux, ont emporté de notre royaume nos marchandises et par ce moyen, l'estimation de toutes choses a haussé... En quoi se sont abusés ceux qui ont voulu régler le prix des choses aux anciennes ordonnances » ⁽¹⁾.

L'influence de Bodin semble même s'être fait sentir en Angleterre dès 1581, date où l'anglais William Stafford publie son *A compendious or brief examination of certayne ordinary complaints*. Cet ouvrage contient une discussion entre un propriétaire, un fermier, un commerçant, un fabricant de bonnets et un docteur en droit. On agite la question de la révolution des prix et on en donne des causes et les remèdes différents.

Ce dialogue, selon M. Cossa ⁽²⁾, aurait été écrit en 1549 par John Hales, puis, publié par William Stafford en 1581 avec des omissions et quelques adjonctions, parmi lesquelles, une cause du renchérissement : la « great store and plenty of treasure » (la grande quantité et abondance de la matière précieuse). John Hales, au contraire, ne voyait la cause du renchérissement que dans les altérations monétaires et dans

⁽¹⁾ *Traicté des finances de France* (Arch. curieuses, IX, p. 379 et 380). Nous soulignons ici les textes de *La République*, p. 882-884, que l'auteur a servilement copiés : « sans avoir égard que depuis ce temps-là l'or et l'argent est venu en si grande abondance des terres neuves mémemment du Pérou, que toutes choses sont enchéries dix fois plus qu'elles n'étaient, comme j'ai montré... tant par les coutumes de ce royaume que par les anciens contrals et aveux où l'on voit l'estimation des fruits et victuailles dix fois voire douze fois moindre qu'elle n'est à présent... Plusieurs comtés, baronnies et grandes seigneuries ont été prisées et achetées, il y a cent ou six vingts ans, vingt fois moins qu'elles ne sont à présent... Depuis l'or et l'argent étant communiqués à la France pour la nécessité des vivres et marchandises qui vont sans cesse en Espagne l'estimation de toutes choses a haussé... En quoi se sont fort abusés ceux-là qui ont voulu régler les prix des choses aux anciennes ordonnances ».

⁽²⁾ Cossa, *Histoire des doctrines économiques*, p. 191 (trad. franç. Deschamps).

la transformation des champs de blé en prairies pour l'élevage des brebis.

Il proposait, pour remédier à la crise, quelques mesures douanières : des droits élevés à l'exportation de la laine et la libre exportation des céréales.

Stafford a peut-être emprunté à Bodin l'idée de voir dans l'abondance des métaux précieux la cause du renchérissement. M. Espinas ⁽¹⁾ croit, avec M. Ingram, que Stafford a connu les œuvres de notre publiciste. La chose est vraisemblable, Bodin n'était pas ignoré en Angleterre, il y fit un séjour et fut admis à la cour de la reine Elisabeth; Baudrillart affirme ⁽²⁾ que « *La République* avait franchi le détroit et qu'elle était fort répandue déjà en Angleterre vers 1580 ».

L'Italien Davanzati, dans ses *Lezione delle monete* ⁽³⁾, parues en 1588, admet l'existence d'une relation entre les variations des prix et les variations de la quantité monétaire. Il explique que le renchérissement a été causé bien plus par l'importation des métaux précieux du Pérou, depuis 1534, que par les mutations monétaires.

En 1600, nous trouvons un petit ouvrage intitulé : *Traicté et advis sur les poincts controversés au faict des monnoies, par F.-L. B., conseiller et advocat général du Roy en la Cour des monnoies*. L'auteur anonyme y étudie la crise du xvi^e siècle, il la considère comme la conséquence de l'abondance de l'or et de l'argent venus d'Amérique, sans refuser cependant aux mutations une action de hausse artificielle des prix. « Reste donc, dit l'auteur, le préjudice de l'enchérisse-

(1) Espinas, *Histoire des doctrines économiques*, p. 145.

(2) Baudrillart, *J. Bodin et son temps*, p. 129.

(3) Davanzati, *Lezione delle monete*; collection Custodi, *Economisti classici italiani*, II, p. 35.

ment qu'il faut ingénument reconnaître procéder partie du surhaussement. Mais non pas lui seul en être la cause, puisque, à vrai dire, l'enchérissement qui vient de ce surhaussement n'est que chose imaginaire. Ce qui ne peut être dit de celui qui advient par l'affluence et apport de ces riches métaux, lesquels, pour être plus communs, s'échangent en plus grande quantité contre les autres nécessités que la terre ne produit plus prodigalement. Et est véritable de dire que les grands trésors des Indes que l'Espagne a departis et fait dériver par l'Europe nous a occasionné l'enchérissement des choses, amendement de l'or et argent. Pour pareille quantité d'or et argent l'on ne pourrait pas maintenant acheter moitié de ce que l'on eût pu faire il y a trois cents ans » ⁽¹⁾. L'auteur, par cette dernière phrase, semble avoir voulu réfuter les *Paradoxes* de Malestroit.

Ce but a été celui de Scipion de Gramon ⁽²⁾, qui dit, lui-même, être d'accord avec Bodin et qui discute les arguments de Malestroit dans *Le denier roial* ⁽³⁾. « Pourtant, dit-il, rien n'est renchéri », il n'y a qu'une « cherté imaginaire ». 1° Le mot cherté vient de *carere*, or les marchandises, dont les prix ont augmenté, sont aussi abondantes qu'autrefois ; 2° « apprécier une chose c'est la comparer à quelque autre de même valeur » ⁽⁴⁾ ; or l'argent « a amoindri son prix en l'estime des hommes pour la grande quantité qu'il y en a » ⁽⁵⁾ ; pour un même objet il faut donner un plus fort poids d'or ou d'argent, mais non une valeur plus grande ; 3° avec la même

⁽¹⁾ *Traicté et advis sur les poincts controversés au faict des monnoyes*, p. 37 et 38.

⁽²⁾ Ce que nous disons de Scipion de Gramon est extrait du *Précis de l'histoire des doctrines économiques*, de Dubois, p. 185, note 3.

⁽³⁾ Scipion de Gramon, *Le denier roial*, p. 72 et suiv.

⁽⁴⁾ *Id.*, p. 117.

⁽⁵⁾ *Id.*, p. 118.

quantité de blé, on a la même quantité de drap que jadis. L'auteur ajoute que la valeur des produits manufacturés a baissé par suite des progrès industriels ⁽¹⁾. Scipion de Gramon, comme Bodin, considère donc que le renchérissement est dû à la diminution de la valeur de la monnaie par son abondance, et non à l'augmentation de la valeur propre des choses.

L'auteur du *Denier royal*, comme l'auteur de *La République*, fait une application de la théorie quantitative au sujet des impôts ⁽²⁾. Il fait observer qu'il faut tenir compte de la dépréciation des métaux précieux pour estimer l'impôt. Il déclare que la hausse de la somme des impôts est purement nominale; que, malgré les apparences, la France est moins grevée d'impôts que sous les rois précédents, que « c'est un des royaumes les moins foulés qui soit au monde et que le roi ne charge point son peuple si demesurément que l'on crie » ⁽³⁾. C'est le raisonnement que nous avons trouvé déjà dans *La République* et dans le *Traicté des finances de France*.

Montchrétien, dans son *Traicté de l'OEconomie politique* de 1615, considère aussi le renchérissement général comme le résultat naturel et irrémédiable de l'afflux des métaux précieux venus de l'Amérique. « Il est impossible, dit-il ⁽⁴⁾, de faire maintenant que les marchandises se puissent donner à aussi bon marché qu'elles faisaient par le passé, à cause de la grande quantité d'or et d'argent qui se trouve à cette heure en l'Europe par le moyen des mines d'Amérique, laquelle a fait hausser le prix de toutes sortes de denrées ».

Nous sommes tenté de croire que cette idée a été puisée

(1) *Id.*, p. 194.

(2) Dubois, *Précis de l'histoire des doctrines économiques*, p. 303, note 2.

(3) *Le denier royal*, p. 199.

(4) Montchrétien, *Traicté de l'OEconomie politique*, édit. Funck Brentano, p. 257.

par l'auteur dans Bodin, auquel il a l'habitude de faire des emprunts ⁽¹⁾.

(1) Nous comparerons plus loin plusieurs passages du *Traicté* et de *La République* où Montchrétien a puisé des idées commerciales qu'il reproduit sans même en modifier la forme.

Nous juxtaposons ici un passage de *La République* et un passage du *Traicté*, dont M. Funck Brentano s'est servi, pour voir en Montchrétien le créateur à la fois du mot « Economie politique » et de la science économique. Nous admettons que Montchrétien a créé le nom « Economie politique » ; mais au sujet de la création de la science économique, nous laissons à nos lecteurs le soin de juger si une partie de ces éloges ne revient pas à Bodin :

BODIN, *La République*, p. 10.

Ménage est un droit gouvernement de plusieurs sujets sous l'obéissance d'un chef de famille et de ce qui lui est propre.

La seconde partie de la définition de la République, que nous avons posée touche la famille qui est la vraie source et origine de toute république et membre principal d'icelle. Et par ainsi Xénophon et Aristote sans occasion, à mon avis, ont divisé l'économie de la police, ce qu'on ne peut faire sans démembrement la partie principale du total... Mais les jurisconsultes et législateurs... ont traité des loix extraordinaires de la police des collèges et des familles en une même science ; toutefois, ils n'ont pas pris l'économie comme Aristote qui l'appelle science d'acquérir les biens qui est commune aux corps et collèges aussi bien comme aux Républiques. Or nous entendons par la ménagerie le droit gouvernement de la famille.

MONTCHRÉTIEN, *Traicté de l'OEconomie politique*, p. 31 et 32.

Tout cela revient à ce point : qu'en l'Etat aussi bien qu'en la famille, c'est un heur mêlé de grandissime profit de ménager bien les hommes selon leur particulière et propre inclination et sur la considération de ce rapport qu'ils ont ensemble en ce qui concerne le point de l'utilité, joint avec plusieurs autres raisons qui seraient longues à déduire, on peut fort à propos maintenir contre l'opinion d'Aristote et de Xénophon que l'on ne saurait diviser l'économie de la police, sans démembrer la partie principale de son Tout et que la science d'acquérir les biens, qu'ils nomment ainsi, est commune aux Républiques aussi bien qu'aux familles. De ma part, je ne puis, que je ne m'étonne comme, en leurs traités politiques, ils ont oublié cette ménagerie publique, en quoi les nécessités et charges de l'Etat obligent d'avoir principalement égard.

Montchrétien a écrit une partie du livre IV de son *Traicté*, p. 347 et suiv. où il est question de la « censure », c'est-à-dire du dénombrement des citoyens et de la déclaration des biens, ayant ouvert devant ses yeux, le livre VI de *La République*, chap. I, où Bodin avait traité ces questions en des termes souvent identiques.

En Espagne, le P. Sancho de Moncada expose, en 1619, dans la *Restauracion politica de Espana*, les changements qui se sont produits dans les prix, depuis la découverte de l'Amérique, fait auquel il attribue cette révolution, en expliquant que l'abondance de l'argent a fait baisser sa valeur. Voici le texte ⁽¹⁾ : « Es verdad, que antes del descubrimiento de las Indias, solia comprarse por un quarto lo que ahora por sels reales, valia et colbre tres tanto mas que ahora la plata, pues pesaba uno quarto lo que ahora un real de a dos, y ainsi masrico estaba uno con cien reales en quarto que ahora con cinco mil. Y con la abundancia de plata y oro ha baxado su valor y conseiguientemente ha subido el de lo que se compra con la moneda ; y a si introducen altos precios en todas las cosas ; y faltando la plata y oro, quedan los hombres obligados a tan grandes gastos, imposibilitados de alcanzar las grandes cantidades que son menester par ellos ; porque antes que hubiene tanta plata, un probre hallaba un quarto en ocho blancas, mas facilmente que ahora dos reales en diez y sieste quartos ».

Locke ⁽²⁾ a affirmé que le monde possédant dix fois plus d'argent qu'avant Christophe Colomb, le pouvoir de ce métal avait dû baisser de 90 p. 100. C'est bien là l'expression de la théorie quantitative, dont l'auteur exagère même la portée, car il la présente sous forme de relation mathématique, en n'envisageant, pour expliquer la variation de la valeur de la monnaie, que la quantité des métaux précieux et sans songer à un autre facteur non moins important : le volume des échanges.

⁽¹⁾ Cité par Chevalier, *La monnaie*, p. 371.

⁽²⁾ Cité par M. de Quérézioux, *La monnaie et les prix*, thèse, Dijon, p. 30. Nous n'avons pas pu nous procurer à Bordeaux *Les conséquences sur l'abaissement de l'intérêt*, ouvrage de Locke, où se trouve le passage que nous rapportons.

C'est une erreur que Law n'a point partagée : il signale que « la valeur des choses (dans le sens de prix) varie par deux causes distinctes : la plus ou moins grande abondance des produits et la plus ou moins grande abondance de la monnaie » ⁽¹⁾. Il s'appuie sur cette formule pour affirmer l'avantage d'une monnaie sous forme de papier afin d'éviter les variations des prix. « Il ne dépend pas de l'homme que la quantité du blé, du vin, etc., se maintienne toujours dans un juste rapport avec les besoins, mais il dépend de lui que la somme de la monnaie demeure toujours dans un juste rapport avec la demande, pourvu que cette monnaie n'ait pas de valeur intrinsèque, qu'elle ne consiste point dans l'or ni l'argent ».

Dans ses *Considérations sur le numéraire et le commerce*, Law distingue encore la cherté du numéraire de la cherté des objets ; en un mot, il reconnaît que la variation des prix peut provenir de la variation dans la quantité de l'offre et de la demande du numéraire, ou bien de la variation dans la quantité de l'offre ou de la demande des marchandises. Nous reproduisons dans sa simplicité l'exemple dont il se sert ⁽²⁾. « Si un homme, qui l'année dernière a vendu cent moutons pour cent couronnes, veut en acheter le même nombre cette année-ci, quoique la quantité de moutons et la demande soient les mêmes que l'année dernière, cependant si la quantité d'argent est augmentée sans que la demande le soit dans la même proportion, les cent moutons auront une valeur égale à une plus grande somme d'argent que l'année précédente, ainsi l'argent sera moins cher. Si la quantité d'argent et la demande sont les mêmes qu'auparavant et que cepen-

⁽¹⁾ Law, *Mémoire au Parlement d'Ecosse*, collect. Guillaumin, p. 441.

⁽²⁾ Law, *Considérations sur le numéraire et le commerce*, collect. Guillaumin, p. 509-510.

dant la quantité de moutons soit moindre ou la demande plus grande, la valeur des cent moutons sera égale à une plus grande quantité d'argent ainsi les moutons seront plus chers ».

Melon, le secrétaire de Law, mentionne que « la cherté des denrées qui vient de la disette ou du monopole ne tombe que sur quelques parties », tandis que la cherté qui est le résultat de variations du numéraire est générale. Etudiant la grande hausse des prix du xvi^e siècle, il attribue surtout ce mouvement aux mutations monétaires, mais il reconnaît que « la quantité d'or et d'argent portée en Europe depuis la découverte de l'Amérique aurait été capable de faire le même effet, indépendamment du numéraire (c'est-à-dire de l'augmentation nominale des espèces), si la prodigieuse augmentation du commerce n'avait augmenté le besoin du gage des échanges proportionnellement à nos besoins de luxe ; les manufactures multipliées dans toute l'Europe, les dorures, la vaisselle d'argent transportées aux Indes, tout cela fait une compensation vague et impossible à apprécier exactement » (1). Melon ne croit donc pas que la révolution monétaire ait été causée par l'abondance des métaux précieux, mais il affirme les mêmes principes que Bodin, puisqu'il dit que la variation du stock métallique a une influence sur les prix, influence qui peut être neutralisée par le développement du commerce qui crée un besoin de numéraire (cette remarque n'est pas contenue dans *La Réponse aux Paradoxes*) et par l'emploi industriel des métaux précieux.

Montesquieu écrit dans l'*Esprit des Loix* : « Si l'on compare la masse de l'or et de l'argent qui est dans le monde, avec la somme des marchandises qui y sont, il est certain que cha-

(1) Melon, *Essai politique sur le commerce*, collect. Guillaumin. Cfr. XVII, p. 772.

que denrée ou marchandise en particulier pourra être comparée à une certaine portion de la masse entière de l'or et de l'argent. Comme le total de l'une sera au total de l'autre, la partie de l'une sera à la partie de l'autre... Ainsi, le prince ou le magistrat ne peuvent pas plus taxer la valeur des marchandises, qu'établir par une ordonnance que le rapport d'un à dix est égal à celui d'un à vingt » (1).

Dans un autre chapitre (2), l'auteur dit encore : « Si depuis la découverte des Indes l'or et l'argent ont augmenté en Europe en raison de un à vingt, le prix des denrées et marchandises aurait dû monter en raison de un à vingt, mais si d'un autre côté le nombre des marchandises a augmenté comme un à deux, il faudra que le prix de ces marchandises ait haussé d'un côté en raison de un à vingt et qu'il ait baissé en raison de un à deux et qu'il ne soit par conséquent qu'en raison de un à dix ».

Montesquieu a pris en considération, dans la détermination des prix, la quantité du numéraire et la quantité des choses échangeables, mais il a vu entre ces deux éléments un rapport trop précis, pouvant être évalué, sans songer aux autres facteurs qui peuvent troubler le jeu qu'il expose.

Cantillon a ajouté à la solution du problème un élément que Bodin n'a pas signalé : la vitesse de la circulation de la monnaie. La circulation du numéraire peut être retardée de plusieurs façons : ce sont les particuliers qui conservent dans leurs coffres-forts des sommes d'argent par habitude, par nécessité, pour payer leurs dépenses quotidiennes, ou pour effectuer leurs paiements à l'étranger si le change est défavorable ; ce sont les avarés qui thésaurisent ; ce sont les lois qui ordonnent des consignations de fonds. Or, l'accélération de la

(1) Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. XXII, chap. VII.

(2) Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. XXII, chap. VIII.

circulation de la monnaie équivaut à une augmentation : c'est ce qu'affirme Cantillon. Après avoir dit que « l'abondance de l'argent ou son augmentation enchérit le prix de toutes choses (et que) la quantité d'argent qu'on a apportée de l'Amérique en Europe depuis deux siècles justifie par expérience cette vérité », il ajoute « qu'une accélération ou une plus grande vitesse dans la circulation de l'argent du troc vaut autant qu'une augmentation d'argent effectif » ⁽¹⁾.

Cantillon a en outre étudié comment s'opérait cette hausse des prix ⁽²⁾. Il explique que le possesseur d'une plus grande quantité de numéraire augmente son train de vie, qu'il consomme davantage, que cette augmentation de consommation des produits est une augmentation de leur demande, et cause leur cherté en vertu du jeu de la loi de l'offre et de la demande.

Le marquis de Mirabeau, dans *L'ami des hommes* ⁽³⁾, se plaint « que les prix de toutes sortes d'ouvrages augmentent journellement à Paris et de façon qu'il est aujourd'hui presque impossible d'atteindre à cette espèce de nécessaire et abusif qu'on accroit cependant chaque jour. Il est certain qu'une des causes de cette augmentation est le regorgement des métaux qui arrivent sans cesse en Europe des mines du Pérou et du Potosé, de sorte que si le commerce dévorant des Indes d'une part, et de l'autre l'abondance des meubles et bijoux de ces sortes de métaux qui se répandent et se multiplient à l'infini dans la société, n'en absorbaient une partie, l'or et l'argent deviendraient si communs qu'il faudrait chercher une autre sorte de représentatif du troc dans le commerce ». L'auteur aperçoit donc que les prix sont

⁽¹⁾ Cantillon, *Essai sur la nature du commerce*, 1755, 2^e part., chap. VI, p. 211.

⁽²⁾ Cantillon, *Essai sur la nature du commerce*, 1755, 2^e part., chap., VII, p. 235.

⁽³⁾ Mirabeau, *L'ami des hommes*, 1^{re} part., p. 145 (édit. Avignon, 1756).

impressionnés par la quantité de l'offre des métaux précieux, mais aussi inversement par leur demande qui s'accroît par le développement du commerce et les usages industriels de l'or et de l'argent.

De même que Bodin voit dans « le dégat » une cause de cherté, qu'il blâme « les larronneaux qui gâtent la simplicité du peuple et enchérissent toutes choses et qu'il déplore « la friandise inconnue à nos pères qui a tellement vaincu ce royaume, qu'il n'y a valets de boutique qui ne veuille dîner à la table du More à un écu, les maîtres à deux écus par tête » ⁽¹⁾, Mirabeau considère que le « manque de sobriété » et « d'économie » n'est pas étranger à l'enchérissement, c'est pour cela qu'il regrette que « dans les derniers rangs comme dans les premiers, ce qui eût été folie autrefois devient usage et presque nécessité ». « Chez les gens de qualité, ajoute l'auteur, il faut voiture pour Monsieur et carrosse pour Madame, voiture de campagne, chevaux de choix, désobligeante... ». Il nous parle de la « femme du marchand qui porte couleurs, rubans, dentelles et diamants, au lieu du noir tout uni qu'elle ne mettait encore qu'aux bons jours...; outre que la consommation intérieure a sextuplé partout, la partie du peuple destinée au travail dépense tout son gain en partie de courses et guinguettes..., les ouvriers... font, les dimanches et fêtes, des dépenses en goûters où les vins muscats étrangers ne sont épargnés » ⁽²⁾.

Forbonnais a affirmé l'existence de l'influence de la quantité des métaux précieux sur les prix, mais sans en chercher les détails. « Il s'établit, dit-il ⁽³⁾, partout, un rapport entre

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 35 recto et 34 verso.

⁽²⁾ Mirabeau, *L'ami des hommes*, 1^{re} part., p. 146 et 147 (édit. Avignon, 1756).

⁽³⁾ Forbonnais, *Principes économiques*, chap. V, § 5, p. 225 (collection Guillaumin).

la quantité de monnaie destinée à la circulation des denrées et la quantité des denrées produites, et ce rapport est tel, que la quantité de cet argent ne peut diminuer ou s'accroître, sans que la production n'en ressente une influence ».

Nous avons vu que Bodin donne comme « quatrième cause de l'enchérissement le plaisir des rois et grands seigneurs qui haussent les prix des choses qu'ils aiment », en d'autres termes l'engouement de la classe supérieure pour certains objets, il cite l'exemple « d'Adrien, flamand de nation, qui de pauvre escholier nourri de merlus fut crée Pape... et parce qu'il aimait fort et louait sans propos le merlus salé, ce fit que ses courtisans et beguins consistoriaux, en mangeaient contre leur conscience pour gratifier sa sainteté, soudain tout le peuple y courut à l'envi... si bien qu'il n'y avait rien plus cher à Rome que le merlus salé » (1).

Forbonnais voit une semblable cause de trouble dans les prix : « Les denrées, dit-il (2), de troisième, quatrième et cinquième ordre (au point de vue utilité) sont appréciées par les riches... Plus il y a de degrés d'inégalité dans cet excédent parmi les citoyens, plus la fantaisie s'évertue et moins il y a de règle et de proportion dans la récompense des travaux qui servent à ces fantaisies ».

Condillac, Necker et Accarias de Sérionne ont perfectionné la théorie quantitative des prix en y ajoutant certains éléments qui la complètent.

Le premier de ces auteurs dit que « l'argent n'est mesure des valeurs que parce qu'il en a lui-même, que s'il est rare il en a une plus grande, et qu'il en a une plus petite s'il est abondant. Mais il tient compte de la thésaurisation : « Je dis,

(1) *La Réponse aux Paradoxes*, p. 65 recto.

(2) Forbonnais, *Principes économiques*, chap. IV, § 2, p. 186 et 187 (collection Guillaumin).

lisons-nous ⁽¹⁾, tout l'argent qui est dans le commerce et je ne dis pas tout celui qui est dans l'Etat. Il y en a toujours une certaine quantité qui ne circule point : tel est celui qu'on met en réserve..., telles sont encore les épargnes des avares ». Condillac envisage aussi la vitesse de la circulation de l'argent : « Plus elle est rapide, plus les mêmes pièces de monnaie passent et repassent souvent par les mêmes mains..., en pareil cas, une seule tient lieu de plusieurs ». Enfin, il explique comment la demande de numéraire peut décroître dans le commerce, par les opérations de crédit, et comment la valeur de l'argent peut ainsi diminuer, sans que cependant sa quantité augmente ⁽²⁾.

Necker ⁽³⁾, comme Bodin, dit que cette progression continue du numéraire est « le motif et du renchérissement du prix des choses et de l'augmentation naturelle du produit des impôts et de l'accroissement en même temps de plusieurs dépenses publiques »; mais il fait observer que les variations dans le chiffre de la production ou du monnayage de l'argent n'ont de signification que comparées au stock monétaire déjà existant. Il tire de cette remarque la conclusion : qu'il y a lieu d'espérer que la hausse des prix deviendra insensible, parce qu'il faudra, dans l'avenir, des variations de production métallique de plus en plus considérables, pour qu'elles puissent exercer une influence sur le stock monétaire de plus en plus grossi.

Accarias de Sérionne ⁽⁴⁾ ne met pas en doute que « le pro-

⁽¹⁾ Condillac, *Le commerce et le gouvernement*, chap. XVI, p. 295 (collection Guillaumin).

⁽²⁾ Condillac, *Le commerce et le gouvernement*, chap. XVI, p. 298-299 (collection Guillaumin).

⁽³⁾ Necker, *De l'administration des finances de la France*, II, chap. IX, p. 36 (édit. 1785).

⁽⁴⁾ Accarias de Sérionne, *La richesse de l'Angleterre*, p. 176 et 181 (édit. Vienne, 1771).

duit annuel des mines d'Amérique » n'ait « avili le numéraire de l'Europe », mais il prend en considération que l'argent, en se multipliant, a trouvé plus de fonctions à faire, et qu'il y a des facteurs qui ont limité cet abaissement de la valeur des métaux précieux en en augmentant la demande. Ces facteurs sont d'abord : le volume des échanges, qui a progressé par suite de l'accroissement infini que l'Amérique même a donné à notre industrie et à notre commerce, ensuite les emplois industriels qui ont pris de grandes proportions, parce que « notre luxe a fait une consommation immense tous les ans en vaisselle, en galons, en dorure et en bijouterie ». Il rappelle que la thésaurisation cause une raréfaction de monnaie.

D'autre part, l'auteur mentionne les éléments qui équivalent à une augmentation du numéraire : la vitesse de circulation (il dit, en effet, qu' « une livre sterling en représente cinquante dans l'espace de vingt-quatre heures en passant de mains en mains »); et les succédanés de la monnaie : « une lettre de change a souvent dix endossements et représente la même valeur à dix personnes différentes ».

Accarias de Sérionne tient donc compte, dans la variation de la puissance d'échange de la monnaie, de la quantité du numéraire, du volume des échanges, de l'emploi industriel des métaux précieux, de leur vitesse de circulation, de la thésaurisation et des succédanés de la monnaie.

La théorie quantitative ainsi perfectionnée a servi de base à la construction de plusieurs théories et nos économistes modernes en ont affirmé la vérité.

Les partisans du libre-échange ont puisé un de leurs principaux arguments dans la hausse et la baisse des prix produites dans un pays par l'arrivée ou la sortie du numéraire.

Cet argument, soutenu d'abord par Hume ⁽¹⁾, a été développé par Ricardo ⁽²⁾ dans sa théorie sur le commerce international. M. Sauvaire-Jourdan a très clairement exposé, dans l'introduction ⁽³⁾ à la traduction de Bastable, le théorème de Ricardo : tout excédent d'importation et par conséquent de dettes est soldé par du numéraire; cette exportation de numéraire diminue le stock métallique national, cette diminution du stock monétaire accroît la valeur du métal et provoque, par là même, dans le pays, une baisse des prix; cette baisse des prix favorisera les exportations et restreindra les importations, jusqu'à ce que ces exportations étant soldées par du numéraire, le stock national augmenté amène une hausse des prix et ainsi de suite. Inversement, l'arrivée de la monnaie d'un pays débiteur dans un pays créancier produit dans ce dernier pays une hausse des prix qui stimule les importations; cet excédent d'importations sera soldé par une sortie de numéraire qui diminuera le stock monétaire national et amènera une baisse des prix qui favorisera les exportations. Cet équilibre automatique de la balance des comptes est basé sur la variation de la puissance d'échange de la monnaie et des prix; il implique la théorie quantitative, puisqu'il est causé par la variation, dans le pays, de la quantité du numéraire.

Nous disons même que cette théorie ricardienne du commerce international est une application exagérée et inexacte de la théorie quantitative : on y tient compte des variations de l'offre du numéraire, mais non des variations de la demande du numéraire, qui modifient aussi la valeur de la monnaie et par cela même les prix.

(1) Hume, *Essai sur la balance du commerce* (coll. Guillaumin), p. 88.

(2) Ricardo, *Principes d'Economie politique*, trad. Fonteyraud (coll. Guillaumin), p. 109.

(3) Bastable, *Théorie du commerce international*, trad. Sauvaire-Jourdan, introd. du traducteur, p. v-viii.

L'école bi-métalliste a forgé sa meilleure arme, pour défendre son opinion, en se servant de la théorie quantitative. Voici son raisonnement : ce qu'il faut surtout éviter, ce sont les variations des prix fréquentes et brusques qui ne peuvent avantager les uns sans léser les autres. Or, toute variation dans la valeur de la monnaie produisant une variation inverse dans les prix, et toute variation dans la quantité de la monnaie faisant varier sa valeur, on aura avec une seule monnaie à redouter la découverte ou l'épuisement brusque d'une mine. Si, au contraire, on emploie plusieurs monnaies, l'accroissement de production de l'or, par exemple, pourra coïncider avec une diminution dans la production de l'argent, les effets pourront être contrebalancés, il s'établira une sorte de compensation naturelle entre la production des divers métaux servant de monnaie, et les prix seront moins impressionnés. « Il est préférable, dit M. Gide ⁽¹⁾, que notre réservoir métallique soit alimenté par deux affluents d'origine différente, par l'or et l'argent plutôt que par un seul, et s'il y en avait trois ou quatre, ce serait encore mieux, en sorte que, théoriquement, le polymétallisme vaudrait encore mieux que le bi-métallisme... ; les crues d'un fleuve sont d'autant moins soudaines et moins à redouter que ses affluents sont plus nombreux ».

Comme leurs adversaires, les économistes de l'école classique, partisans du monométallisme, mettent en tête de leur système la théorie quantitative. Ils disent qu'il vaut mieux n'employer qu'un métal en qualité de monnaie légale, car le gouvernement ne peut établir un rapport fixe entre la valeur des divers métaux. Ceux-ci fatalement varieront de valeur, suivant les circonstances dont la principale est l'abondance

(¹) Gide, *Principes d'Economie politique*, 8^e édit., 1903, p. 251.

ou la rareté de la production de chacun d'eux, et des refontes incessantes s'imposeront au gouvernement pour maintenir un rapport fixe entre la valeur des deux métaux monétaires.

Les monométallistes-or font valoir que l'accroissement prodigieux de la production de l'argent a fait de ce métal une matière avilie, impropre au rôle monétaire, parce que son pouvoir d'acquisition est devenu trop faible comparative-ment à son volume. C'est bien là une application de la théorie quantitative. Les bi-métallistes se réclament d'elle aussi, lorsqu'ils reprochent aux partisans du système opposé d'avoir, par la démonétisation de l'argent et par cette raréfaction de la monnaie, augmenté le pouvoir de l'or devenu l'étalon unique, et causé une funeste baisse des prix.

Nous ne pouvons douter des idées de M. Menger à l'égard de la théorie quantitative, quand il propose un plan capable de rendre les prix invariables, en réglant, selon le besoin, les quantités de métaux précieux à monnayer : « Il n'existe, dit-il ⁽¹⁾, aucune chose dont la valeur d'échange intrinsèque soit invariable de sa nature, mais il y en a qu'il n'est pas impossible de rendre telles, en réglant les quantités qui en arrivent au marché... Un Etat, un groupe d'Etats peuvent décréter la quotité des émissions du numéraire. L'idée d'un article de commerce dont la valeur intrinsèque resterait constamment au même niveau, n'est donc pas la quadrature du cercle. Il n'est pas impossible d'éliminer, en ce qui concerne l'argent, les facteurs qui concourraient à la modification des prix, lorsqu'on laisse aller les choses, et l'on pourrait arriver ainsi à un instrument de circulation d'une valeur intrinsèque invariable ».

Ce plan de M. Menger paraît à M. Gide « théoriquement

⁽¹⁾ *Revue d'Economie politique*, 1892, « La monnaie mesure des valeurs », p. 159 et suiv.

possible à la condition qu'une semblable monnaie soit émise sous la forme d'une monnaie de papier internationale, car toute monnaie métallique, par cela même que la matière qui la constitue est produite par la nature, ne pourra que difficilement être émise dans une proportion absolument réglée » ⁽¹⁾.

Dans le même but, pour maintenir une certaine moyenne des prix, M. Walras ⁽²⁾ a proposé un système basé sur un principe analogue au précédent. Il veut modifier le cours naturel des prix en augmentant ou en diminuant le stock monétaire, au moyen de l'émission ou de la démonétisation du billon. Il assimile avec raison le billon à la monnaie et considère qu'il entre en compte au pair légal dans la détermination de la masse monétaire, en considération de laquelle s'établissent les prix. De même qu'en augmentant ou en diminuant le stock monétaire, on pourrait régler une moyenne des prix, de même par la frappe ou le retrait du billon opéré à propos, on parviendrait à ce séduisant résultat. Pour appliquer pratiquement son système, M. Walras demande une convention internationale établissant un monométallisme-or avec un billon d'argent régulateur.

Sans juger les nombreuses difficultés que l'auteur lui-même a prévues, sans chercher les symptômes sûrs qui feraient connaître le moment convenable du retrait ou de la frappe du billon, nous devons conclure que tout ce plan a pour pivot la théorie quantitative dont l'auteur a du reste reconnu le principe quand il a dit dans un autre ouvrage ⁽³⁾ : « La valeur de la monnaie varie sensiblement en raison inverse de sa quantité ».

⁽¹⁾ Gide, *Principes d'Economie politique*, p. 226, note, 8^e édit., 1903.

⁽²⁾ *Eléments d'Economie politique appliquée*, cf. Aupetit, *Essai sur la théorie générale de la monnaie*, p. 217. Nous n'avons pas pu nous procurer cet ouvrage de M. Walras.

⁽³⁾ *Eléments d'Economie politique pure*, p. 175.

M. Limousin était encore inspiré de ce même principe, lorsqu'il disait à la séance de la *Société d'Economie politique* du 5 août 1895 : « La marchandise existant dans un pays équivaut toujours à la monnaie existant dans ce même pays, totalité contre totalité, fraction contre fraction, nonobstant les variations de quantité de la marchandise et de la monnaie. Un millionième de la monnaie vaut toujours autant qu'un millionième de la marchandise, quel que soit le nombre de francs d'un côté et celui des kilogrammes, des mètres ou des litres de l'autre » ⁽¹⁾.

Le même économiste, à la recherche d'un système pour remédier aux variations des prix, demande ⁽²⁾ : La frappe par l'Etat de disques de métaux avec la mention de leur poids, mais non de leur valeur ; le maintien, mais sans aucun rapport fixe avec un poids de métal quelconque, des dénominations actuelles de l'unité de prix. Ces disques seraient considérés comme des marchandises n'ayant pas de prix, vingt-cinq grammes d'argent vaudraient tantôt 2 fr. 45, tantôt 2 fr. 75, selon la valeur marchande que fixeraient souvent l'Etat et la Banque de France. Qu'arrivera-t-il avec cette organisation ? « Lorsqu'un acquéreur, dit M. Limousin, ou un débiteur aurait à payer à un vendeur ou à un créancier une somme stipulée en francs, mille francs par exemple, il lui dirait : que voulez-vous, de l'or ou de l'argent ? Si c'est de l'argent, cela représente au cours du jour 20 kilogs ou plus ou moins... Par l'effet de ce système, les accroissements de monnaie en quantité n'exerceraient d'influence que sur le prix de la monnaie elle-même, ainsi que cela se passe pour toutes les autres marchandises, mais n'influeraient en rien sur les marchandises en général, lesquelles hausseraient ou baisseraient par l'effet

⁽¹⁾ *Journal des Economistes*, août 1895, p. 265.

⁽²⁾ *Revue d'Economie politique*, 1902, p. 876.

exclusif de leur propre abondance ou rareté proportionnellement à la demande ».

M. Leroy-Beaulieu dit, dans son *Traité d'Economie politique*, que « lorsque la monnaie augmente dans un pays à production et à échange stationnaires, les changements de prix doivent à la longue devenir strictement proportionnels à l'augmentation de l'instrument monétaire » ⁽¹⁾. Le savant économiste affirme même que l'influence de la quantité de la monnaie sur sa valeur se fait sentir plus régulièrement que l'influence de la quantité des marchandises sur leur valeur : « La propriété qu'a la monnaie, que, en supposant stationnaire le volume des échanges à effectuer et stationnaire aussi l'état du crédit, sa valeur varie strictement en proportion inverse de sa quantité, lui est propre. Il n'est pas de même pour la généralité des autres marchandises ; toutes tendent à varier en proportion inverse de leurs quantités offertes, mais généralement, la dépréciation n'est pas pour elles strictement proportionnelle à l'accroissement de l'offre : c'est que les autres marchandises sont pour la plupart utiles ou désirables en elles-mêmes, de sorte que chaque baisse de prix accroît la demande et suscite de nouvelles catégories d'acheteurs, il n'en est pas ainsi de la monnaie, qui n'est pas désirée pour elle-même, mais seulement comme moyen universel d'achat » ⁽²⁾.

M. Leroy Beaulieu a fait une application récente de ces idées au sujet de l'énorme baisse de valeur qu'a subie l'argent : « Entre beaucoup de causes diverses, dit-il ⁽³⁾, la déchéance du métal argent est due à deux causes principales. L'une prépondérante : l'accroissement énorme de la production de ce métal et la baisse du prix de cette production ».

⁽¹⁾ Leroy-Beaulieu, *Traité d'Economie politique*, III, p. 148.

⁽²⁾ Leroy-Beaulieu, *Traité d'Economie politique*, III, p. 151, 1896.

⁽³⁾ *Economiste français*, 3 janvier 1903 : De la baisse du métal argent, p. 2.

Si M. Levasseur refuse, avec raison, de voir un rapport mathématique entre les variations de la masse monétaire et la variation des prix. S'il a écrit ⁽¹⁾ : « qu'il n'est pas vrai de dire que l'accroissement du stock monétaire cause une diminution de la valeur mathématiquement proportionnelle à l'augmentation de la quantité, parce que à cet accroissement des métaux précieux correspond nécessairement un accroissement de la production totale des marchandises, et que les deux termes grossissant à la fois le rapport n'est pas aussi profondément altéré que certains économistes le supposent », M. Levasseur est loin de nier toute influence de la quantité monétaire sur les prix. Voici la formule ⁽²⁾ dans laquelle il résume les éléments qui font varier la valeur de la monnaie et par conséquent les prix :
$$V = \frac{T C}{M - R C' + cr}.$$

V désigne la valeur de la monnaie; T, la somme totale du travail et des marchandises; C, la rapidité de la circulation générale des marchandises avant qu'elles arrivent aux mains du consommateur; M, la quantité des métaux précieux; R, la partie thésaurisée, qui est à déduire du stock; C', la rapidité de la circulation de la monnaie; *cr*, l'ensemble des moyens de crédit qui jouent le rôle de monnaie.

Nous constatons que dans cette formule, M, quantité des métaux précieux, figure comme premier facteur faisant inversement varier la valeur de la monnaie.

M. Levasseur a exprimé encore clairement qu'il reconnaissait l'influence de la variation de la quantité monétaire sur les prix, quand il dit que la monnaie n'est autre chose qu'un produit du travail humain, une marchandise s'échangeant contre une marchandise de même valeur, et soumise par

⁽¹⁾ Levasseur, *La question de l'or*, p. 156.

⁽²⁾ Levasseur, *La question de l'or*, p. 150.

conséquent aux variations de l'offre et de la demande » ⁽¹⁾.

M. Levasseur, dans *La question de l'or* ⁽²⁾, conclut pour la période de 1847 à 1857 à une hausse moyenne des prix de 41,61 p. 100 imputable, jusqu'à concurrence de 20 p. 100, à la dépréciation de la monnaie, « dépréciation dont les trois quarts environ sont dus à la production des mines ».

M. Bourguin ⁽³⁾ est un chaud partisan de la théorie quantitative : « La quantité de marchandises, dit-il, que l'on peut obtenir en échange d'une même quantité de monnaie d'or, varie constamment, et ces variations, quand elles se produisent d'une manière générale dans un certain sens, manifestent que la puissance d'acquisition de la monnaie a changé pour une cause très probablement inhérente à elle ».

Il fait remarquer que si le pouvoir d'achat de notre numéraire vient à diminuer de moitié, pour une cause qui lui est propre, le phénomène ne se manifestera pas par une chute de la pièce de 20 fr. à 10 fr., mais par une hausse plus ou moins rapide de tous les prix qui, toutes choses égales, sont doublés par le fait de ce changement de la valeur de la monnaie, comme si le changement provenait des marchandises elles-mêmes. Il cite comme exemple la crise du xvi^e siècle, dont il attribue la cause à la grande abondance de l'argent et à son altération.

M. Bourguin condamne l'opinion de ceux qui considèrent que la monnaie a une valeur fixée idéalement par la loi, il va même au-devant d'un argument et le réfute : Il ne voit pas sa théorie infirmée par le fait des peuples que l'on peut trouver acceptant la monnaie altérée, comme si elle contenait le véritable poids de métal fin, car cette indifférence est

⁽¹⁾ Levasseur, *La question de l'or*, p. 135.

⁽²⁾ Levasseur, *La question de l'or*, p. 343.

⁽³⁾ *Revue d'Economie politique*, 1895, De la mesure de la valeur, p. 423-424.

causée par l'ignorance du public qui ne sait pas qu'il y a eu altération. Cela n'empêche pas d'attribuer à la monnaie le caractère de marchandise soumise à la loi de l'offre et de la demande. Pour toutes les marchandises, c'est bien moins la réalité des qualités intrinsèques qui fait leur utilité, que l'opinion des échangistes sur ces qualités.

M. de Foville n'est point un détracteur de la théorie quantitative, comme l'a dit M. Gide ⁽¹⁾ se basant sur un article publié dans l'*Economiste français* ⁽²⁾. M. de Foville y dit : « Comme beaucoup d'autres influences viennent se combiner avec celle-là (la quantité du numéraire), il se peut très bien que les prix baissent en fait, quand la théorie quantitative joue à la hausse, et réciproquement ». Le savant auteur cite plusieurs exemples où des faits semblables se sont produits.

Mais cette critique est immédiatement précédée d'une phrase bien significative : « Quant à la théorie quantitative..., nous l'acceptons sans peine, si elle se borne à dire que l'abondance ou la rareté du numéraire pousse à la hausse ou à la baisse des prix ». M. de Foville conçoit donc la théorie quantitative d'une manière large, comme nous l'avons fait nous-même. Nous admettons avec lui que la résultante d'influences diverses peut être plus forte que l'action de la variation de la quantité du numéraire. C'est ce que nous exprimons en faisant entrer dans la formule la réserve : « Toutes choses égales d'ailleurs... ». Bodin lui-même n'admettait pas que l'action de la quantité du numéraire sur les prix fût unique.

Ce que M. de Foville combat et considère comme un « mirage », c'est la théorie quantitative conçue par des esprits trop géométriques qui affirment l'existence d'un rapport proportionnel et mesurable entre la quantité de la monnaie

(1) Gide, *Principes d'Economie politique*, p. 222, note 2.

(2) *Economiste français*, 1896, 1^{er} semestre, p. 451, 561 et 629.

de B. de St-L.

et les prix. C'est seulement le fonctionnement de cette loi ainsi étroitement formulée, qu'il compare à « la marche de ces baromètres déséquilibrés dont l'aiguille est à beau fixe pendant les tempêtes et qui marquent grande pluie quand le ciel est sans nuage ». Bien qu'il admette que le stock monétaire est relativement peu instable « à côté des inconstances capricieuses des pléthores inopinés et des disettes de denrées ordinaires, dont le stock s'épuise et se renouvelle totalement tous les ans » ⁽¹⁾, il affirme qu'« en principe l'abondance ou la disette du numéraire favorisent la hausse ou la baisse des marchandises » ⁽²⁾.

M. Mongin, qui s'écarte de la notion de la monnaie-marchandise obéissant à la loi de l'offre et de la demande, admet cependant que la quantité du numéraire joue un certain rôle dans la détermination des prix. Pour lui, le monnayage, tel qu'il se fait, c'est-à-dire avec l'indication de la valeur sur les pièces en unités de compte et non en poids, donnerait aux pièces la fixité de la valeur que possède l'unité, et communiquerait même cette fixité aux métaux précieux non monnayés. La hausse des prix causée par la modification du stock monétaire se ferait, du reste, contre le gré des acheteurs qui ne sont jamais disposés à acheter plus cher qu'auparavant, et contre le gré des vendeurs, qui, bien qu'à l'affût des causes pouvant favoriser la hausse des prix en leur faveur et bien qu'informés des effets de la loi de l'offre et de la demande sur la valeur des marchandises, ne considèrent pas que cette loi s'applique à la monnaie, puisqu'ils ne font pas entrer un élément de ce genre dans l'établissement du prix de revient des marchandises qu'ils vendent. Du reste, l'auteur déclare que

⁽¹⁾ *Dictionnaire d'Économie politique*, Say, art. « Prix », par de Foville, 1891-1892.

⁽²⁾ *Économiste français*, 1896, 1^{er} semestre, p. 629.

« les objets d'échange sont évalués, non au moyen d'une comparaison avec le métal servant de monnaie, mais au moyen d'une unité de compte qui constitue un point de repère fixe », et que les pièces de monnaie « recevant de l'Etat une estimation officielle invariable prennent la même stabilité que l'unité de compte ».

C'est en se basant sur ces idées exprimées dans la *Revue d'Economie politique* 1887 ⁽¹⁾, que M. Aubry, dans la même revue de la même année, accusa M. Mongin d'avoir totalement méconnu toute action de la variation de la quantité monétaire sur les prix : « D'après notre collaborateur (M. Mongin), écrivit M. Aubry, la valeur réelle et variable du métal précieux s'évanouirait nécessairement, quand il devient monnaie, et ferait place à une valeur idéale et fixe. Les accroissements et les diminutions du stock monétaire seraient par suite sans aucune influence sur les prix. La monnaie, en un mot, ne se comporte pas du tout comme les autres marchandises, elle n'est soumise, à aucun point de vue, à la loi de l'offre et de la demande ». Le critique qualifiait ces idées de « fort singulières » et appelait cette soi-disant théorie « le paradoxe de M. Mongin ».

Ce dernier répondit ⁽²⁾ à M. Aubry et fit sa profession de foi sur le caractère qu'il voit dans la monnaie et sur la théorie quantitative. Il reconnaît que la législation donne à la monnaie une valeur relativement stable, et qu'un concours de circonstances exceptionnel est nécessaire pour lui faire perdre cette qualité, mais il dit : « Je n'ai pas voulu affirmer, comme l'indique M. Aubry, que les variations du stock monétaire n'ont jamais eu et n'ont jamais pu avoir d'influence

⁽¹⁾ *Revue d'Economie politique*, 1887, « Des changements de la valeur de la monnaie », p. 110 et suiv.

⁽²⁾ *Revue d'Economie politique*, 1888, p. 374 et suiv.

sur les prix, j'ai reconnu, au contraire, que l'accroissement a souvent pour effet d'élever les prix des diverses marchandises, que l'affluence de la monnaie dans un pays augmente la richesse, stimule les dépenses et provoque ainsi la hausse des prix. Ce que je nie, c'est l'existence d'un mouvement atteignant simultanément tous les prix dans la même proportion ».

Au sujet de la crise du xvi^e siècle qui nous intéresse particulièrement, M. Mongin ⁽¹⁾ critique les auteurs qui n'ont vu la cause de cette révolution monétaire que dans l'affluence du numéraire; mais par cela même, il reconnaît que la quantité croissante de métaux précieux n'a pas été sans effet.

M. Cernuschi ⁽²⁾ lui-même, qui exposait, dans l'*Anatomie de la monnaie*, que c'est la loi qui crée la valeur de la monnaie, que sa puissance acquisitive vient exclusivement de la puissance libératoire que lui confère la loi en lui donnant cours forcé, et que les qualités intrinsèques de la matière précieuse ont pu déterminer le choix du législateur, mais deviennent indifférentes lorsque ce choix est fait, M. Cernuschi, disons-nous, « ne prétend pas que la valeur de la monnaie soit invariable et sans action sur les prix. Elle dépend, au contraire, de son degré d'abondance et de rareté ».

Les conclusions de toutes ces théories sont confirmées par les résultats de l'observation.

Lorsqu'un pays fait de grosses émissions de papier-monnaie, il augmente virtuellement le stock monétaire, or cette opération est toujours accompagnée d'une hausse des prix. Le parti des « Inflationnistes », qui existait aux Etats-Unis et qui revit aujourd'hui dans la République Argentine, ne s'at-

(1) *Rev. d'Econ. polit.* (1887), p. 147 note.

(2) Cité par M. Aubry, *Rev. d'Econ. polit.*, 1887, p. 281. Nous n'avons pas pu nous procurer l'*Anatomie de la monnaie*.

tachait au régime du papier-monnaie et ne s'opposait à son abolition, que parce qu'il savait qu'avec le papier-monnaie subsisteraient les hauts prix favorables au commerce, et qu'avec sa disparition réapparaîtraient les prix anciens moins élevés.

Dans les pays où l'on découvre et où l'on exploite de riches mines de métaux précieux, on observe une hausse des prix considérable.

M. Levasseur ⁽¹⁾ nous donne des exemples de l'élévation désordonnée du prix des choses même les plus usuelles, qui s'est produite en Californie et en Australie lors de la découverte des mines. L'hectolitre de blé valut à Melbourne 26 fr. 25 en 1851, 37 fr. 50 en 1853, 56 fr. 25 en 1854 et jusqu'à 63 fr. 75 en 1855. Le beurre s'éleva de 2 fr. 50 le kilog. à 6 fr. 60; la viande, vendue de 0 fr. 20 à 0 fr. 45 avant la découverte des mines, fut payée 5 fr. en 1854. Le prix du mille de briques passa de 38 fr. à 450 fr.; le prix du fer de 600 fr. à 1.250 fr. Les salaires subirent une augmentation considérable. Les mêmes faits se sont produits lors de la découverte du Transwaal et du Klondyke.

Une nation ou même un ensemble de nations se compose d'individus, nous pouvons dire qu'il se passe, chez ce groupement d'individus, ce qui se passe chez chacun d'eux. Or si nous observons un homme auquel la fortune a souri et qui se trouve subitement à la tête d'une grosse fortune, son stock monétaire personnel augmentant, cet individu méprisera en quelque sorte cet argent, parce qu'il en a relativement en abondance, il le dépensera follement, achètera les objets au-dessus de leur valeur, ne regardant pas à économiser quelques francs, lui qui travaillait auparavant à économiser quelques centimes. L'abondance a fait perdre à ses yeux la valeur de l'argent.

(1) *La question de l'or*, p. 61 et suiv.

Si nous comparons entre elles les statistiques de la production des métaux précieux et les statistiques des prix, nous constatons que l'influence de la quantité du numéraire sur les prix se manifeste. Ce n'est pas que ce mode de vérification nous montre toujours que la hausse des prix coïncide avec l'accroissement de la production métallique. M. de Foville nous a signalé des exemples contraires ⁽¹⁾. Mais avec M. Dolléans ⁽²⁾ nous croyons que « des expériences négatives de vérification expérimentale, on ne peut pas dire qu'elles infirment la théorie quantitative, mais seulement qu'elles ne la confirment pas. Elles ne doivent pas nous amener à refuser à la monnaie toute influence sur les prix, ce serait une exagération semblable à celle que commettent les partisans de la théorie quantitative qui n'aperçoivent que le facteur monétaire... Ce qui nous semble permis de conclure des tentatives de vérifications expérimentales (négatives), c'est que l'influence de la monnaie sur les prix n'est pas exclusive ». Même dans ces cas négatifs, nous pouvons dire que la variation de la quantité monétaire a joué un rôle en enrayant l'action des autres facteurs.

M. Aupetit ⁽³⁾ a voulu, pour préciser l'action de la quantité monétaire, calculer la puissance des éléments qui constituent la demande de monnaie, c'est-à-dire : les besoins nouveaux de circulation, la consommation industrielle, la perte par le frai, et les comparer à l'offre de la monnaie. Mais ces évaluations sont forcément si arbitraires que l'auteur déclare lui-même ne pas « s'illusionner sur la valeur purement conjecturale d'une pareille tentative ».

⁽¹⁾ *Economiste français*, 1896, 1^{er} semestre, p. 561.

⁽²⁾ *Questions monétaires contemporaines*, La monnaie et les prix, p. 120.

⁽³⁾ Aupetit, *Essai sur la théorie générale de la monnaie*, Thèse, Paris, p. 270.

Mais il se présente à notre observation des phases où l'on peut étudier l'action des variations de la quantité monétaire isolément et indépendamment des effets des autres facteurs. Ce sont les cas de courtes périodes de brusques et rapides variations de production monétaire, pendant lesquelles les autres éléments pouvant influer sur la variation générale des prix n'ont pas le temps d'exercer une action appréciable. On peut légitimement supposer qu'en quelques années la perte par le frai reste insensible, que les besoins circulatoires varient peu, que les succédanés de la monnaie restent les mêmes, enfin que la vitesse de la circulation de la monnaie ne se modifie pas beaucoup.

Deux périodes peu éloignées de nous remplissent particulièrement ces conditions :

La période qui va de 1849 à 1860, époque de la découverte des riches mines d'Australie et de Californie, et la période qui va de 1868 à 1879 pendant laquelle se manifestent une augmentation du stock monétaire puis, à partir de 1873, une diminution, en Europe, par suite de la suppression de la frappe de l'argent.

Pour l'étude de la première période, nous empruntons un tableau dressé par M. Aupetit ⁽¹⁾ où sont placées en regard les moyennes de production des métaux précieux tirées du rapport de sir Hector Hay à la *Gold Silver and Commission* 1887 et différents index des prix.

Périodes	Production de l'or et de l'argent	Index de M. Sauerbeck	Index de M. Jevons	Index de M. Levasseur	Index de M. Giffen
1849-1850..	367 millions	75	90	93,8	76
1851-1852..	834	76	92	98,4	75
1853-1854..	917	98	116	116,4	82
1855-1856..	919	101	119	124,3	80
1857-1858..	854	98	121	»	84
1859-1860..	822	96	116	»	83

(1) Aupetit, *Essai sur la théorie générale de la monnaie*, p. 275.

Nous constatons que ces index sont d'un accord relativement satisfaisant, et que les prix ont suivi la croissance et la décroissance de la production des métaux précieux. S'il y a un retard de quelques années dans l'élévation des prix, relativement aux époques de l'élévation de la production des métaux précieux, on l'explique par le temps qui est nécessaire pour que les métaux précieux exploités se répandent dans tous les canaux de la production et produisent ainsi leur action.

Pour la seconde période, nous rapportons un tableau de M. Aupetit ⁽¹⁾. L'auteur place en regard la production annuelle de l'or et de l'argent d'après les chiffres de la Direction des monnaies des Etats-Unis, et les index des prix de M. Sauerbeck et de l'*Economiste*.

Nous ne comptons plus la production de l'argent dans l'augmentation du stock monétaire à partir de 1873, date où les pays européens ont suspendu la frappe de ce métal.

Périodes	Production de l'or	Production de l'argent	Accroissement du stock monétaire	Index Sauerbeck	Index de l'économiste
1868-1869...	544 millions	245 millions	789	98	121
1870-1871...	520	283	803	98	120
1872-1873...	484	383	867	110	131
1874-1875...	521	»	521	99	128
1876-1877...	603	»	603	94	123
1878-1879...	557	»	557	85	107

Jusqu'en 1873, les prix se sont donc élevés en même temps que la production monétaire s'accroissait ; au contraire, à partir de 1873, la production de la monnaie diminue et les prix baissent.

Et tandis que cet argent, qu'on ne frappait plus en Europe depuis 1873, était repoussé dans les autres pays, il y produi-

) Aupetit, *Essai sur la théorie générale de la monnaie*, thèse, p. 275.

sait une hausse des prix. C'est ainsi qu'au Japon⁽¹⁾, l'ensemble des principales marchandises haussait de 62 p. 100 dans la période de 1873 à 1894; le riz, de 62 p. 100; le bois, de 41 p. 100; le charbon, de 50 p. 100; les loyers, de 128 p. 100, et les salaires, de 33 p. 100. Cette hausse des prix était due à la baisse de la valeur de l'argent par suite de son abondance, et c'est cette baisse, sans doute, qui a déterminé le Japon à adopter, en 1897, le système monométalliste-or.

Cet accord des théoriciens avec les résultats de l'observation concourt à la justification de la théorie quantitative, et en même temps à l'éloge de Bodin, qui a été le premier à développer cette théorie.

(¹) Cité dans la *Revue politique et parlementaire*, septembre 1900, p. 520 : « De l'influence de la monnaie sur les prix », Laburthe.

CHAPITRE II

BODIN ET LES ALTÉRATIONS MONÉTAIRES

Les altérations monétaires. — Leur approbation après Bodin par Grimaudet, Godefroy, Le Bret, Domat, Melon, Montesquieu, Abot de Bazinghen et Galiani. — Ce qu'en ont dit avant Bodin : saint Thomas d'Aquin, Buridan, Nicole Oresme, Copernic et M. de Malestroit. — Le système bi-métalliste de Bodin pour remédier aux altérations. — Son influence : L'édit des monnaies de 1577, François Garrault, Coquerel et Montchrétien.

Nous trouvons les idées de Bodin sur l'altération des monnaies dans *La Réponse aux Paradoxes* parce qu'il y voit une cause de la hausse des prix, et dans *La République* au livre VI, chapitre III intitulé *Le moyen d'empescher que les monnoyes soyent altérées de prix ou falsifiées* parce qu'il y voit le fait d'un mauvais gouvernement. Dans ces deux ouvrages, les développements sur les altérations monétaires sont identiques.

Du temps de Bodin, l'altération des monnaies était déjà une ancienne pratique, mais encore fort en vigueur. Philippe le Bel, « le faux monnayeur », avait commencé à abuser des finances publiques pour se procurer des ressources; il eut dans la suite de nombreux imitateurs. On serait tenté de croire que cette funeste pratique fut réservée à ces époques lointaines, il n'en est rien : « L'altération des monnaies... fut fréquemment en usage, dit M. Chevalier (1), pendant le

(1) M. Chevalier, *La monnaie*, p. 41.

moyen âge et depuis... ; le règne de Louis XV inclusivement » ; jusqu'à la refonte générale de 1726, nos annales enregistrent de semblables opérations. Le vicomte d'Avenel affirme ⁽¹⁾ même « que, jusqu'aux temps modernes, la doctrine gouvernementale était que le prince a le droit de baisser et de hausser le prix de la monnaie, quand ses affaires le désirent ». Les chiffres relevés par cet auteur nous en diront plus que des phrases. Autrefois, l'unité monétaire s'appelait la livre, ce nom lui venait de ce qu'à l'origine, sous Charlemagne, elle représentait réellement un poids d'une livre d'argent, 408 grammes pour parler exactement, valant 82 francs actuels. A la fin de l'ancien régime, la livre ne pesait plus que 5 grammes, à la suite d'émissions de plus en plus faibles.

Voici selon, M. d'Avenel ⁽²⁾, les valeurs successives moyennes de la livre, du ^{xiii}^e au ^{xvii}^e siècle :

Périodes :	Grammes d'argent	Valeur en francs actuels
1200 à 1225	98,00	21,77
1301 à 1320	60,00	13,44
1411 à 1425	31,00	6,85
1488 à 1511	21,00	4,64
1512 à 1540	18,00	3,92
1541 à 1560	15,00	3,34
1561 à 1572	14,00	3,11
1573 à 1579	13,00	2,88
1580 à 1601	11,00	2,57

Nous constatons que dans la période de 1488-1511 la livre représentait presque deux fois plus d'argent fin qu'à la fin du siècle.

⁽¹⁾ D'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées*, I, p. 51.

⁽²⁾ D'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées*, I, p. 481.

L'altération des monnaies s'opérait de deux manières : tantôt les rois retiraient certaines pièces de la circulation, les refondaient en y mettant moins de métal précieux, tout en leur conservant la même apparence et le même nom ; tantôt ils obligeaient le public à admettre une pièce de monnaie déjà existante, pour une valeur supérieure en monnaie de compte à celle qu'elle avait auparavant ; le public, par exemple, devait recevoir un marc, qui était une monnaie de change, comme valant quinze livres en monnaie de compte au lieu de cinq livres ; le roi pouvait ainsi payer ses emprunts ou les gages de ses officiers en donnant trois fois moins de marcs ; l'opération contraire se pratiquait aussi : le souverain déclarait que telle pièce de monnaie ne serait plus acceptée par le Trésor que pour une valeur inférieure en monnaie de compte à la valeur fixée précédemment, et qu'il faudrait, par exemple, déboursier trois marcs au lieu d'un, pour payer quinze livres. C'était un avantage pour le roi qui avait à emprunter ou à recouvrer des créances.

Tout d'abord, les faux monnayeurs avaient caché leurs louches manœuvres n'en ignorant pas l'illégitimité. Philippe le Bel mourant enjoignit à son fils Louis le Hutin, de ne pas affaiblir les monnaies. Peu à peu, les rois, confiants en leur autorité, avaient jugé toute dissimulation inutile. Philippe de Valois finit par proclamer comme un droit ce qu'il cachait d'abord comme une fraude, et son fils Jean fit des efforts pour réhabiliter cette funeste mesure : « Ja soit, dit-il ⁽¹⁾, ce que à nous seul et pour le tout de nostre droit royal par tout nostre royaume appartient et de faire telles monoyes comme il nous plaît et de leur donner cours », et il ajoutait, comme si le peuple n'était pas le premier à en souffrir, que le bénéfice ainsi réalisé était un revenu privé qu'il faisait servir aux

(1) Cité par Le Blanc, *Traité des monnaies*, p. 261.

dépenses publiques « desquelles sous le trop grand grief du peuple dudit Royaume, nous ne pourrions bonnement jurer si n'estoit pas par domaine et revenue du prouffit et émolument des monnoyes ».

Les légistes au pouvoir s'efforcèrent de justifier par des sophismes la légalité des mutations monétaires, et de faire reconnaître à l'opinion qu'il était inhérent à la souveraineté du roide gérer les finances à sa guise. « Cette rapine, dit M. Chevalier ⁽¹⁾, eut la fortune qui échoit souvent aux abus, chez les nations qui se sont laissées dépouiller de leur liberté, elle acquit l'autorité de la chose jugée et devint respectable. L'opération de la fausse monnaie eut même son nom légal et bienséant ». On ne disait point altérer, falsifier, mais bien augmenter, diminuer la monnaie; augmenter : quand on abaissait la valeur intrinsèque de la monnaie, parce que le roi faisait augmenter le nombre de livres (monnaie de compte) qu'on taillait dans le marc; diminuer : quand on restituait à la monnaie une partie de sa valeur intrinsèque, parce qu'on diminuait le nombre de livres à tailler dans le marc.

Le respect pour la souveraineté et le droit persuada aux esprits que la monnaie tenait exclusivement sa valeur du prince et de l'effigie qui y était empreinte.

Ajoutons que les particuliers, malgré les peines terribles édictées contre les faux monnayeurs, falsifiaient les monnaies avec d'autant plus de facilité, qu'il existait une multitude inextricable de pièces de monnaie, de poids, de titres et de types différents, de telle sorte que certains spécialistes se faisaient une science de les connaître, tandis que le peuple en ignorait les caractères. M. d'Avenel nous cite ⁽²⁾ l'inventaire

⁽¹⁾ M. Chevalier, *La monnaie*, p. 50.

⁽²⁾ D'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées*, I, p. 58.

dressé en 1312 par un petit bourgeois de Brive dont la caisse était composée « de nobles à la rose, nobles à l'écu, nobles à la nef, écus vieux, aigles, francs à cheval, francs à pied, philippus, réaux, chaises, moutons, demi-moutons, angelots, nobles Henry d'Angleterre, aigles d'Allemagne, florins d'Utrecht, gros d'Espagne ».

Si l'altération des monnaies par les particuliers a toujours été considérée comme un crime, il s'est au contraire trouvé des théoriciens qui, même après Bodin, ont soutenu la légitimité des mutations opérées par le souverain.

François Grimaudet, en 1577 ⁽¹⁾, s'exprime ainsi : « La bonté essentielle de la monnaie est en la valeur imposée par la loi dont elle est appelée : nummus, id est a lege, comme étant la loi celle qui donne la force et essence à la monnaie en la valeur qu'elle lui impose, et suivant laquelle elle est plus au commerce et usage, que suivant la matière de laquelle elle est fabriquée ». Le même auteur reconnaît que la pratique, d'après laquelle « la valeur de la monnaie est en la volonté du prince, est celle qui toujours a été pratiquée, et de laquelle les princes ont tiré grand profit », mais il ne la déclare cependant « tolérable que quand elle se fait pour la subvention de quelque nécessité publique ».

En 1611, D. Godefroy, dans son *Traicté des monnoyes*, trouve que l'altération des monnaies est un très bon moyen pour subvenir aux charges de l'Etat, et qu'on ne doit pas critiquer les mutations qui ont eu lieu en France jusqu'à lui. « C'est à tort qu'un Italien, par fureur poétique, aurait blâmé la mémoire de Philippe le Bel, qui, pour subvenir aux dépenses des guerres qu'il avait contre les Anglais et les Flamands, aurait été contraint empirer ses monnaies » ⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Des monnoyes, augmentation et diminution du prix d'icelles*, p. 84.

⁽²⁾ D. Godefroy, *Traicté des monnoyes*, p. 28, 29, 34 (édit. 1611).

Il affirme qu'aucun roi n'a abusé des finances sans nécessité.

L'auteur reconnaît très exactement que « la monnaie n'est estimée qu'à raison du fin et bonté intrinsèque qu'elle contient, avec une légère traite », et que l'altération ne doit être pratiquée qu'en cas de besoin ⁽¹⁾.

Au milieu du ^{xvii}^e siècle, un conseiller d'Etat, Le Bret, est un défenseur convaincu des mutations des monnaies. Dans son ouvrage, *De la souveraineté du Roy*, nous lisons ⁽²⁾ : « Puisque la monnaie ne reçoit son prix que de la loi....., et qu'elle devient, par ce moyen, non seulement l'âme du commerce, mais aussi la règle et la mesure du revenu des rois, des gages de leurs officiers, de la solde de leurs gens, n'est-il pas juste que sa fabrique, sa valeur et son cours ne dépendent que de la volonté du prince, qui est la loi de son Etat, et qui donne l'être et l'autorité à toutes les autres lois? C'est pourquoi nous voyons que de tout temps le droit de faire battre la monnaie a été tenu comme une des plus éminentes marques de la souveraineté..... Mais, on demandera si le prince peut à sa volonté changer la monnaie, augmenter son prix ou l'empirer par faiblage de poids ou par échasté d'aloi, comme parlent les monnayeurs? A quoi l'on peut répondre : Il sera toujours en la puissance du prince d'en user ainsi qu'il trouvera être plus utile pour le bien de son Etat. Car, s'il peut la décrier, la rendre inutile, pourquoi ne peut-il pas la hausser et la baisser de prix quand les affaires le désirent? Quelle différence mettrait-on entre la monnaie et le métal dont elle se compose, si le prince n'avait cette liberté? Ne doit-on pas plutôt considérer en la monnaie la valeur que le roi lui donne par sa loi, que sa substance et sa matière »?

(1) D. Godefroy, *Traicté des monnoyes*, p. 153 (édit. 1611).

(2) Le Bret, *De la souveraineté du Roy*, p. 137 et 139 (édit. 1632).

Le jurisconsulte Domat ⁽¹⁾ déclare que le souverain a le droit de faire le choix de la matière monétaire, de la fabriquer, d'établir des règlements qui fixent le poids, le volume, la figure, la valeur de la monnaie, et que ce « droit qu'on appelle le droit de battre monnaie renferme celui d'en augmenter ou diminuer la valeur, de décrier l'ancienne et en faire d'autre selon que les circonstances du temps, l'abondance ou la disette de cette matière, les besoins de l'Etat ou d'autres causes qui peuvent donner lieu à ces changements ».

Melon va plus loin encore, il fait de l'altération des monnaies la cause du salut de l'Etat ⁽²⁾, lorsqu'en 1703, on procéda à une refonte générale par laquelle les monnaies étaient augmentées d'un quart. « La première déclaration de la régence au mois de novembre 1715, dit-il, fut une assurance qu'il n'y aurait point d'augmentation sur les espèces, mais le nouveau ministre reconnut bientôt l'erreur du préjugé, car au mois suivant, il fut ordonné une refonte à 40 francs le marc qui n'était qu'à 30. Cette augmentation soutint les finances de 1716 à 1717 ». La condamnation de l'altération des monnaies paraît donc à Melon un préjugé. Il blâme le conseiller à la Cour des Monnaies, Henri Poulain, qui « ne cesse de dire et redire dans une espèce d'instruction au duc de Sully..., qu'il n'est rien de plus pernicieux à un Etat que l'augmentation des monnaies » ; il trouve que ce conseiller « fit un mauvais usage de quelque expérience que son métier lui avait donnée » ⁽³⁾.

Melon va au devant des objections, il explique qu'il ne faut pas craindre que par l'augmentation des monnaies en France, on reçoive moins d'or et d'argent des étrangers pour

⁽¹⁾ *Droit public*, II, liv. III, titre II, sect. III, p. 9 et 10.

⁽²⁾ *Essai politique sur le commerce*, chap. XVI, p. 771 (collect. Guillaumin).

⁽³⁾ *Essai politique sur le commerce*, chap. XVIII, p. 776 (collect. Guillaumin).

les achats qu'ils nous font, puisque les prix des denrées varient proportionnellement aux mutations des monnaies. Il voit encore un bon résultat dans cette opération, car elle permet aux débiteurs d'acquitter plus facilement leurs dettes et elle satisfait ainsi cette « maxime de droit qui est encore bien plus maxime d'Etat : qu'il faut toujours favoriser le débiteur ».

Le grand Montesquieu ⁽¹⁾ pensait aussi que le souverain pouvait donner à la monnaie une valeur quelconque : « L'argent a, comme monnaie, une valeur que le prince peut fixer ; il établit une proportion entre une quantité d'argent comme métal et la même quantité comme monnaie, il fixe celle qui est entre les divers métaux employés à la monnaie..., enfin il donne à chaque pièce une valeur idéale ». Ces lignes furent tellement appréciées en 1764 par Abot de Bazinghen, qu'il les copia dans son *Dictionnaire des monnaies* ⁽²⁾, sans en indiquer la provenance, espérant avec fierté s'en voir attribuer la paternité.

Galiani, dans son traité *Della moneta* ⁽³⁾ de 1749, admet, dans une certaine mesure, la légitimité des altérations monétaires. Il intitule un paragraphe « vraie utilité des rehaussements de la monnaie », il leur reconnaît des avantages qu'il base sur la lenteur avec laquelle la foule modifie les prix proportionnellement aux mutations subies par la monnaie. Les avantages de l'altération des monnaies se trouvent résumés, au dire de Galiani, dans cette phrase de Pline : « Le poids de la livre d'airain fut diminué pendant la première guerre Punique, alors que la République ne pouvait suffire

(1) *Esprit des Lois*, liv. XXII, chap. X.

(2) Abot de Bazinghen, *Dictionnaire des monnaies*, 1764, I, p. 135.

(3) Galiani, *Della moneta*, liv. III, chap. III, dans la collection Custodi, *Economici italiani*, XI, p. 105 s.

aux dépenses, et il fut décidé que cette pièce ne pèserait plus que le sixième de son poids antérieur. D'où bénéfice du quintuple qui permit de solder les dettes ». Voici, déclare Galiani, les trois grandes utilités des mutations : « Faire face aux graves nécessités, réduire les dépenses, solder les dettes », plus avantageusement pour les particuliers et l'Etat.

« La France est le pays, dit M. Chevalier ⁽¹⁾, où cette théorie pour la réhabilitation du faux monnayage exécuté par le souverain avait été le plus élaborée et où elle fut le plus en honneur ». Il nous cite l'exemple de Mirabeau, qui adressa, en décembre 1790, à chacun de ses collègues de l'Assemblée constituante, une lettre circulaire qui montre combien l'esprit de rapine en matière de finance demeura encore, même après la disparition de l'altération des monnaies. Mirabeau, contrairement à ce que doit faire un gouvernement honnête, reprochait à ses subordonnés de ne pas user suffisamment de la tolérance qui offrait alors des limites plus écartées qu'aujourd'hui ; la monnaie était, à son avis, trop bien faite, il recommandait que, dorénavant, on frappât les pièces assez faibles pour que le roi pût en retirer des bénéfices.

Nous avons ainsi montré que, même après le xvi^e siècle, les altérations monétaires furent pratiquées et qu'elles eurent parmi les théoriciens des partisans, mais nous ne prétendons pas prouver que Bodin ait été le premier à blâmer ces funestes pratiques.

L'auteur du livre II du *De regimine principum* ⁽²⁾, saint Thomas d'Aquin probablement, peut-être un de ses disciples (la question est controversée), avait conseillé aux souverains de faire un usage modéré du monopole du monnayage :

⁽¹⁾ M. Chevalier, *La monnaie*, p. 51.

⁽²⁾ *De regimine principum*, liv. II, chap. XIII.

« *Sive in mutando, sive in diminuendo pondus* », car ces changements se font au détriment du peuple, et altérer la monnaie revient à changer les poids.

L'altération des monnaies se trouve aussi flétrie dans un mémoire anonyme présenté au roi, en 1297, par Mouchet, ministre de Philippe le Bel, et dans le *De recuperatione terre sancte* de Pierre Dubois ⁽¹⁾, autre conseiller de Philippe le Bel.

Buridan, dans ses *Questions sur les huit livres de la politique* d'Aristote, s'oppose à toute altération monétaire faite par les particuliers. Il s'élève aussi contre les mutations opérées par le souverain, il ne les tolère que lorsqu'elles peuvent être nécessaires à l'intérêt général : « *In nullo casu propter bonum privatum, nulla mutatio moneta est licita...., propter bonum commune in multis casibus licita est mutatio monetæ* » ⁽²⁾.

Nicole Oresme a condamné avec véhémence les mutations monétaires. En agissant ainsi, affirme-t-il, « la royale séquelle de France délinque de sa première vertu; sans nul doute, elle perdra son royaume et sera translatée en autres mains » ⁽³⁾.

Même cet auteur, qui est un ennemi hardi des mutations monétaires, les admet, comme les précédents, pour les besoins de l'Etat. Il reconnaît ⁽⁴⁾ que c'est un mode d'impôt avantageux, productif, proportionnel, rapide, peu coûteux à percevoir, enfin dissimulé et par cela même toléré sans

⁽¹⁾ Cité par M. Dubois, *Précis de l'histoire des doctrines économiques*, p. 94.

⁽²⁾ *Quæstiones in octo libros politicorum*. Cf. Ch. Jourdain, *Mémoire sur les commencements de l'économie politique dans les écoles du moyen âge*, dans les *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles lettres*, XXVIII, p. 30, 1874.

⁽³⁾ Oresme, *Traictié de la première invention des monnoies* (édit. Wolowski), chap. XXVI.

⁽⁴⁾ Oresme, *Traictié de la première invention des monnoies* (édit. Wolowski), ch. XXII.

révolte : « Nulle autre manière aussi plus égale et proportionnée se peut imaginer ».

Copernic, dans son *Traité de la monnaie*, de 1526, est le premier auteur qui n'autorise en aucun cas les altérations monétaires. Il place « la détérioration de la monnaie » parmi « les fléaux qui d'ordinaire amènent la décadence des royaumes » ⁽¹⁾. Il affirme, très justement, que le souverain ne doit retirer aucun bénéfice, qu'il ne peut percevoir que le droit de brassage pour les frais de la fabrication. Copernic ne propose qu'un seul remède pour empêcher les altérations : c'est l'unité d'atelier monétaire ⁽²⁾.

Nous avons vu qu'en 1566, M. de Malestroit, dans ses *Paradoxes*, avait attribué l'enchérissement à l'altération des monnaies. Il avait condamné cette funeste opération ; il avait vu que les classes rentées en étaient lésées, puisque, pour payer les rentes fixées en monnaie de compte, on donnait moins de métal précieux qu'auparavant, alors que les denrées, selon M. de Malestroit, s'échangeaient toujours pour la même quantité d'or et d'argent fin. L'auteur s'était borné à faire ces simples observations.

Bodin, au contraire, se préoccupera de nous proposer un plan capable de mettre fin aux altérations qu'il n'admet en aucun cas : « Le prince ne peut altérer le pied des monnaies au préjudice des sujets moins encore des étrangers ». Voilà son principe et il déclare que « c'est fort ridicule de penser que le Roi peut tirer un si grand profit de ses monnaies, au soulagement du peuple » ⁽³⁾. Il nous expose très clairement tous les inconvénients qui résultent de ces changements pour le public : « Si la monnaie, qui doit régler le prix de toutes

⁽¹⁾ Copernic, *Traité de la monnaie* (édit. Wolowski), p. 49.

⁽²⁾ Copernic, *id.*, p. 67 et 69.

⁽³⁾ *La République*, p. 933, et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 75 recto.

choses, est muable et incertaine, il n'y a personne qui puisse faire état au vrai de ce qu'il a : les contrats seront incertains, les peines pécuniaires et amendes limitées par les coutumes et ordonnances seront aussi muables et incertaines, bref tout l'état des finances et de plusieurs affaires publiques et particulières seront en suspens » (1). L'auteur voit donc, très exactement, que l'altération est une atteinte à la sûreté des contrats et au respect de la propriété, qu'elle lèse les créanciers injustement au profit des débiteurs. Il admet, en effet, que le prix des monnaies peut se trouver surélevé par les ordonnances royales, mais que cette hausse factice ne peut être de longue durée relativement au prix des choses et que la valeur d'échange de la monnaie tend, en vertu d'une loi économique, à se rapprocher de la valeur intrinsèque marchande de la matière contenue dans ces monnaies.

M. de Malestroit, dans son *Paradoxe deuxième*, constate aussi que la valeur de la monnaie fixée par les ordonnances est « toujours modifiée dans la suite, que l'opinion du vulgaire en a toujours été maîtresse », que les rois « ont finalement été vaincus et contraints de suivre en ce la volonté désordonnée du peuple ». Il attribue ainsi à une sorte de parti-pris et d'obstination irraisonnée ce que l'auteur de *La Réponse* attribuait avec clairvoyance à une loi économique.

Bodin voit aussi, comme résultat fâcheux de l'altération des monnaies, une des applications de ce que nous appelons la loi de Gresham. Il explique que si une partie de la monnaie a été altérée et qu'il en reste une autre partie qui soit forte relativement à la monnaie des pays voisins, on la transportera à l'étranger pour en faire de la monnaie plus faible, et, dans le cas contraire, on transportera la monnaie forte

(1) *La République*, p. 913, et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 65 recto.

de l'étranger pour en faire de la monnaie faible. Bodin cite des exemples de semblables opérations ⁽¹⁾ : « Les réaux d'Espagne » ont été transformés « en testons français » ; les Suisses ont converti « les testons de France en testons de Soleure, Lucerne, Underval », « ce qui apporte un dommage incroyable aux sujets et profit aux faux monnayeurs, billonneurs et marchands qui tirent la forte monnaie du pays, pour en forger de faible au coin d'autrui ».

Toutes les critiques qui avaient été faites de l'altération n'étaient que des manifestations négatives jetées au vent sans culture, notre auteur, au contraire, cherche les moyens de remédier à ce mal et de mettre tout le monde dans l'impossibilité de falsifier la monnaie : « Il ne suffit pas, dit-il ⁽²⁾, de faire telles protestations, si la loi et le poids des monnaies n'est réglée comme il faut, afin que les princes ni les sujets ne les puissent falsifier quand ils voudront, ce qu'ils feront toujours ayant l'occasion, quoiqu'on les dût rôtir et bouillir ».

Or Bodin voit « les racines des abus » dans le mélange que l'on fait des différents métaux. Il demande « donc pour obvier aux inconvénients (ci-dessus exposés) ordonner en toute République que les monnaies soient de métaux simples » et qu'il soit interdit, sous peine de confiscation, de mélanger les métaux ensemble, tels que « l'or et l'argent, l'argent et le cuivre, le cuivre et l'étain ou le plomb » ⁽³⁾. Il remarque que, lorsque les monnaies seront faites de métaux purs, il sera facile, même aux ignorants, de voir quelle en est la composition, grâce à la couleur, au poids, au son, caractères qu'on ne peut distinguer si plusieurs métaux sont mêlés.

Bodin, au courant de la frappe, tolère « une empirance »

⁽¹⁾ *La République*, p. 926, et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 71 verso.

⁽²⁾ *La République*, p. 914 et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 65 verso.

⁽³⁾ *La République*, p. 914 et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 65 verso.

« on évite ainsi le déchet, l'usance, et la fragilité » ⁽¹⁾. Il voudrait que la monnaie d'or fût à 23 carats, et la monnaie d'argent à 11 deniers 12 grains de fin, ce qui veut dire qu'il permet l'alliage d'une livre d'un autre métal à 23 livres de métal précieux. Il demande le même titre pour les pièces d'or et d'argent; il est en cela d'accord avec notre législation, qui admet le même titre de $\frac{900}{1000}$ pour les pièces d'or et les pièces d'argent de 5 francs. Il croit plus prudent que la matière précieuse servant aux usages industriels soit soumise à la même loi que les métaux monétaires, c'est-à-dire au même titre, de sorte qu'on ne soit pas tenté de transformer en monnaie un objet d'orfèvrerie de titre inférieur. De nos jours, les objets d'or et d'argent sont à des titres qui ne sont pas celui de la monnaie.

Bodin est partisan du bi-métallisme ⁽²⁾ avec le rapport légal de l'or et de l'argent fixe de 1 : 12. Il ne choisit pas ce rapport arbitrairement, mais d'après la valeur marchande différente des deux métaux « afin que la juste proportion de l'or et de l'argent, qui est en toute l'Europe et aux régions voisines à douze pour un, à peu près, soit aussi gardée au poids des monnaies ». Il voudrait qu'on fit trois coupures de monnaie d'argent avec « des marques bien différentes », la deuxième coupure vaudrait et pèserait le double de la première, et la troisième, le double de la deuxième, et qu'on fit aussi trois coupures de monnaie d'or qui auraient le même poids que chacune des trois pièces de la monnaie d'argent, et la même effigie que la pièce d'argent du même poids. La Convention, nous le remarquons avec M. de Girard ⁽³⁾, adopta

⁽¹⁾ *La République*, p. 916 et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 66 verso.

⁽²⁾ *La République*, p. 916 et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 67 recto.

⁽³⁾ De Girard, *Histoire de l'Economie sociale jusqu'à la fin du XVI^e siècle*, p. 206.

ce principe de l'égalité de poids de la monnaie d'or et de la monnaie d'argent, par la loi du 6 vendémiaire an II qui créa les francs d'or et les républicaines d'argent pesant exactement dix grammes les uns comme les autres. Par le système de notre publiciste, l'échange des pièces les unes contre les autres, devait être très simplifié, car il suffisait de se souvenir qu'une pièce d'or vaut douze fois une pièce d'argent de même poids et de même effigie.

Cette simplification eût été bien appréciable, à une époque où l'on disait ⁽¹⁾ « d'un homme rompu aux affaires qu'il entend le pair comme chose bien difficile », et où l'auteur de *La République* trouve « qu'on a si bien obscurci le fait des monnaies par le moyen du billonnage, que la plupart du peuple n'y voit goutte, et tout ainsi que les artisans, marchands et chacun en son art déguise bien souvent son ouvrage, comme plusieurs médecins qui parlent latin devant les femmes et usent de caractères grecs, de mots arabes et de notes latines abrégées et brouillent quelquefois leur écriture, si bien qu'on ne peut la lire, craignant, si on découvrait leurs recettes, qu'on n'en fit pas si grand cas..., ainsi les monnayeurs, au lieu de parler clairement et dire que la masse d'or, des douze parts en a deux de cuivre ou d'autre métal, disent que c'est de l'or à vingt carats, et pour dire que la pièce de trois blanches est moitié cuivre, ils disent que c'est l'argent à six deniers de fin, deux deniers de poids et quinze deniers de cours ».

Bodin voit la nécessité de coupures de faible valeur ⁽²⁾, pour les échanges de minime importance et pour « soulager le menu peuple » ; il cite l'exemple de la reine d'Angleterre, qui

⁽¹⁾ *La République*, p. 924 et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 70 verso.

⁽²⁾ *La République*, p. 919 et 920 et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 68 recto et verso.

supprima les petites unités monétaires non sans causer des inconvénients, mais il hésite entre la frappe de pièces de monnaie de cuivre pur et la frappe de très petites piécettes d'argent. C'est vers cette dernière solution qu'il conclut, à tort à notre avis, car ces coupures d'argent seraient incommodes à cause de leur exiguité et s'useraient trop vite.

L'auteur justifie alors son système bi-métalliste ⁽¹⁾. Il prévoit l'objection qu'on pourrait lui faire au sujet de l'instabilité du rapport commercial de l'or et de l'argent, et par suite de la discordance qui se produira dans le rapport légalement invariable de la valeur de la monnaie d'or et d'argent. C'est l'objection mise en avant depuis par les monométallistes, et qui a fait abandonner le bi-métallisme par presque tous les pays. Bodin admet cette variation dans la valeur respective de l'or et de l'argent; il considère même ce fait comme probable, par suite de l'emploi industriel considérable que l'on fait de l'or et par suite de l'abondance des mines d'argent :

« Si les princes ne font défense de dorer, il faudra par nécessité que le prix de l'or croisse, attendu que l'argent, n'ayant de tenue, est peu ou point employé pour argenter, joint aussi que les minières de Septentrion rapportent beaucoup d'argent et point d'or, et celles de Terre-Neuve rapportent plus d'argent que d'or ».

L'auteur ne voit pas là un fait qui puisse porter tort à son système, car ces fluctuations ne se produisent que « par long trait de temps » et sont insensibles. Il cite Hérodote, qui rapportait, il y a deux mille cinq cents ans, que la livre d'or valait treize livres d'argent, et les Hébreux, qui considéraient que l'or valait douze fois et demie l'argent. L'auteur ne prévoyait pas les brusques changements qui se produiraient en

(1) *La République*, p. 921 et 922 et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 68 verso et 69 recto.

1847 et 1851, lors de la découverte des mines d'or de Californie et d'Australie, et en 1871 par suite de la découverte des mines d'argent de l'Ouest américain et l'épuisement des mines d'or. Bodin pense que les fluctuations peu sensibles n'auront pas d'inconvénient, parce que « la trafique communiquée à toute la terre plus que jamais » rendra ces fluctuations uniformes chez tous les peuples. L'auteur sous-entend par là que la loi de Gresham ne pourra jouer au détriment ni au profit d'aucune nation. Il envisage donc la question au point de vue des rapports de son système avec celui des pays étrangers, en supposant que ceux-ci ont adopté le bimétallisme et supprimé le billon. Or, à l'époque où écrivait Bodin, tous les pays étaient bi-métallistes. Il n'insiste pas sur un point qui choque de nos jours les partisans du monométallisme : comment le souverain peut-il, dans son pays, imposer qu'on reçoive une pièce d'or pour douze pièces d'argent, quand, intrinsèquement, elle en vaut ou plus ou moins ?

Bodin, parmi ses réformes, propose que la frappe des monnaies ne se fasse plus que dans un seul atelier monétaire ⁽¹⁾, pour que l'émission soit mieux surveillée et la responsabilité du faux monnayeur mieux établie. C'était aussi la suppression d'un grand nombre d' « officiers de monnaies ». Cette réforme a été adoptée par notre législateur.

Dans ce système, le monnayage serait libre et gratuit ⁽²⁾. Les frais de la frappe seraient supportés par l'Etat, on supprimerait donc le droit de brassage et surtout le droit de seigneurage « pour obvier au dommage et perte incroyable que souffrent les sujets ». Le droit de brassage représentait les frais de fabrication et les déchets, mais le droit de seigneurage, que l'on percevait en outre, n'était pas motivé, et

(¹) *La République*, p. 930 et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 73 recto.

(²) *La République*, p. 329 et 330 et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 73 recto.

cependant « il était, dit M. Chevalier ⁽¹⁾, d'un usage universel dans le moyen âge et dans les siècles qui suivirent. Le roi saint Louis, justement renommé pour son rigoureux esprit de justice, prélevait lui-même un seigneurage qu'aujourd'hui on trouverait abusif ». Ce droit était important, il s'élevait à 7 pour 100.

Bodin nous rappelle ⁽²⁾ qu'étant député de Vermandois aux Etats de Blois de 1576, il proposa son système au « premier Président et aux trois généraux des monnaies et Marcel, surintendant aux finances » ; que cette commission approuva son plan et ne recula devant son application qu'à cause des difficultés que présentait une semblable réorganisation et des pertes qu'elle entraînerait. « Je confesse bien, dit l'auteur, que l'argent en billon ne reviendra qu'à la moitié, étant purifié... ; mais aussi, c'est pour jamais, si une fois on tient la loi établie comme dit est ».

C'est bien un obstacle semblable qui, de nos jours, fait hésiter quelques pays à démonétiser l'argent.

Les discussions monétaires des Etats de Blois aboutirent à l'édit de septembre 1577 ⁽³⁾, qui n'adopta pas le système de Bodin, mais manifesta une tendance vers ses idées en ordonnant qu'à l'avenir on compterait par écus et non par livres : c'était la suppression des monnaies de compte. Le titre de l'écu était fixé, dans cet édit, « sans qu'il puisse jamais être altéré ni diminué en cesdits poids et loi ». Cet édit ne fut pas respecté.

Cette idée de la suppression de la monnaie de compte se retrouve aussi dans François Garrault, qui conseille ⁽⁴⁾ :

⁽¹⁾ M. Chevalier, *La monnaie*, p. 41.

⁽²⁾ *La République*, p. 936, et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 76 verso.

⁽³⁾ Isambert, XIV, p. 327.

⁽⁴⁾ Cité par M. Hauser dans le *Bulletin du Comité des travaux historiques*, 1906 (Sciences économiques), p. 30.

« Pour pourvoir au surhaussement des monnaies et revenir à la forte, (de) compter par écus et diminutions par parties correspondantes (c'est-à-dire par fractions d'écu) et (d') ôter le compte à sols et livres qui est imaginaire ».

En 1608, Coquerel ⁽¹⁾, « conseiller du Roy et général en sa Cour des Monnoyes », émet un plan qui a quelques ressemblances avec celui de Bodin. Il propose une monnaie d'or, la « Henrique d'or », dont il fixe le titre, qui aurait des doubles, des demies, des quarts, des demi-quarts, de valeur proportionnelle; puis une monnaie d'argent, la « Henrique d'argent », qui aurait aussi des demies, des quarts et des demi-quarts.

Bodin a surtout exercé de l'influence sur Montchrétien. Plusieurs passages du *Traicté de l'OEconomie politique* ont été pris de toutes pièces dans *La République*, comme il est facile de s'en persuader :

MONTCHRÉTIEN, *Traicté de l'OEconomie politique* (édit. Funck Brentano), p. 176-177.

« Il est donc bien nécessaire que la raison et la loi en (des monnaies) soient constantes et immuables, autrement il n'y a personne qui puisse faire état au vrai de ce qu'il a valant, les contrats ne peuvent être assurés, le revenu des fermages est douteux, et incertain ce qui est limité par les droits et les coutumes, bref l'état des finances publiques et particulières demeure toujours en suspens... »

« Notre roi Philippe le Bel, qui le premier affaiblit la monnaie d'argent en ce royaume de la moitié de l'aloi, en fut taxé par Dante..., mais

BODIN, *La République*, p. 913, et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 65^{re}.

« Car, si la monnaie qui doit régler le prix de toutes choses est muable et incertaine, il n'y a personne qui puisse faire état au vrai de ce qu'il a : les contrats seront incertains, les charges, taxes, gages, pensions, rentes, intérêts et vacations incertains, les peines pécuniaires et amendes limitées par les coutumes et ordonnances seront aussi incertaines : bref tout l'état des finances publiques et particulières seront en suspens... »

« Le roi Philippe le Bel fut appelé du poète Dante, falsificatione de moneta, pour avoir le premier affaibli la monnaie d'argent en ce royaume de la moitié de loi, qui donna occa-

(¹) Cité par M. Pigeonneau, *Histoire du commerce*, II, p. 311, note.

depuis il donna occasion de grands troubles à ses sujets et de pernicioeux exemples aux princes étrangers. Il le reconnut sur la fin et pour cette cause enjoignit à son fils Louis Hutin, par son testament, qu'il se gardât bien d'affaiblir les monnaies... Tou le vice des faux monnayeurs consiste... du mélange des métaux. Il faut donc, pour y obvier, que la monnaie se fasse de métaux purs et simples ».

sion de grands troubles à ses sujets et de très pernicioeux exemples aux princes étrangers, dont il se repentit bien tard enjoignant à son fils Louis Hutin, par son testament, qu'il se gardât d'affaiblir les monnaies... Or le fondement de tous les faux monnayeurs... ne vient que de la mélange qu'on fait des métaux... Il faut donc, pour obvier aux inconvénients que j'ai déduits..., que les monnaies soient de métaux simples ».

Comme Bodin, Montchrétien voudrait aussi voir disparaître la grande diversité des pièces de monnaie : « Quand il n'y aurait, dit-il ⁽¹⁾, pour l'or que des écus, pour la monnaie blanche que des quarts d'écu, des demi-quarts, des pièces de quatre, des pièces de deux, et que les paiements qui s'en feraient fussent réglés et estimés seulement par le poids, il semble que ce serait une grande commodité ».

Montchrétien emprunte aussi à *La République* l'exemple de la reine d'Angleterre ⁽²⁾, qui avait supprimé les petites coupures monétaires ; mais l'auteur du *Traicté*, en demandant l'usage du billon, tire une conclusion différente de celle de Bodin, qui préférerait au billon l'usage de petites pièces d'argent.

Bien que le système de Bodin n'ait été adopté ni au xvi^e siècle ni à notre époque, nous devons cependant reconnaître que ce plan était, sauf la suppression du billon, parfaitement applicable et qu'il eût avantageusement remplacé l'ancienne organisation monétaire.

⁽¹⁾ Montchrétien, *Traicté de l'OEconomie politique*, édit. Funck Brentano, p. 179.

⁽²⁾ Montchrétien, *ibid.*, et *La République*, p. 919.

DEUXIÈME PARTIE

Les idées commerciales.

CHAPITRE PREMIER

BODIN ET LA LIBERTÉ DES ÉCHANGES

Le commerce au xvi^e siècle, la politique mercantiliste, le système prohibitif. — Bodin libre-échangiste au nom de l'intérêt des peuples, de la sympathie universelle et des lois naturelles. — Influence de la Renaissance. — La théorie de Bodin dans l'auteur du *Discours sur l'extrême cherté*, W. Stafford, Sully, Petty, Boisguilbert, Montesquieu, Mirabeau, les Physiocrates, Bacalan, Bastiat, de Molinari. — Bodin demande l'application de quelques droits fiscaux et la protection des objets manufacturés. — Montchrétien et Bodin.

La fin du xv^e siècle et le xvi^e siècle sont marqués par un important mouvement d'expansion commerciale, grâce à la découverte du Nouveau-Monde, au développement industriel, au goût du luxe et à la prospérité des grandes foires, mais c'est aussi l'époque où nous voyons apparaître les obstacles dressés par un système économique qui fleurira surtout au siècle suivant : nous voulons parler de la théorie mercantiliste. Ce fut une croyance universelle que l'or et l'argent sont des richesses d'une essence supérieure, des facteurs prépondérants de la puissance d'une nation et qu'il faut

attirer et conserver le plus possible de métaux précieux, pour cela, vendre à l'étranger sans y acheter, tout produire, tout fabriquer dans son pays. On crut avantageux de tout réglementer par des mesures législatives pour favoriser les importations, et d'empêcher ou de diminuer les exportations au moyen de prohibitions et de droits protecteurs.

C'est ainsi que les esprits se laissèrent entraîner par l'avidité de l'or et de l'argent vers le domaine d'une souriante chimère. A l'encontre des lois de la nature, ils pensèrent qu'une nation peut et doit se suffire, se passant des autres pays qui eux-mêmes ne peuvent se passer d'elle.

Plus tard, un des défenseurs du colbertisme formulera nettement cette idée dans le prétendu *Testament politique de Messire J.-B. Colbert*, attribué à Des Courtiliz de Sondras⁽¹⁾. « Je sais, dit l'auteur, que pour combattre mon opinion, l'on objecte que si nous nous mettons sur le pied de nous passer des étrangers, ils feront de même à notre égard... Mais pour parler de la sorte, il faut être peu instruit que nous n'avons besoin de personne, et que nos voisins ont besoin de nous. Le royaume a tout généralement en soi-même, si l'on en excepte très peu de chose, mais il n'en est pas moins de même des Etats qui lui confinent, ils n'ont ni vin, ni blé, ni sel, ni chanvre, ni eau-de-vie, et il faut de toute nécessité qu'ils aient recours à nous pour en avoir ».

Cette théorie naquit sous l'influence des faits : La découverte des riches mines du Mexique et du Pérou, et par là, l'arrivée considérable du métal précieux en Europe avait produit une sorte d'éblouissement et de fascination qui s'étaient traduits par une exagération du rôle et de l'importance du numéraire. L'Espagne était la nation où l'or avait été directe-

(1) Cité dans la *Revue d'Economie politique*, juill. 1906, « Le mercantilisme à la fin du XVII^e siècle », Schatz et Caillemier, p. 596.

ment importé grâce à l'activité de ses navigateurs, ce pays s'étalait riche et inactif à la contemplation ou plutôt à la jalousie des autres nations et tout particulièrement de la France, sa voisine. Bodin nous fait un tableau de l'Espagnol ⁽¹⁾ « paresseux à merveille et qui ne tire sa vie que de la France » dont il achète les produits avec « l'or et l'argent tiré du bout du monde ». L'exemple de l'Espagne vivant dans l'opulence en même temps que dans l'oisiveté au moyen de ses trésors, imposa aux autres peuples la conclusion : que la possession de l'or et de l'argent était l'unique but vers lequel devaient converger tous leurs efforts.

Ajoutons que le développement du luxe contribua à faire naître l'idée mercantiliste, en créant le besoin du numéraire. « Le luxe, dit Pigeonneau ⁽²⁾, était un accident sous Louis XI, cinquante ans plus tard, c'était un besoin ; les goûts de somptuosité et d'élégance éclos sous le soleil d'Italie, et qui effarouchaient encore la génération à laquelle appartenait Louis XII, étaient devenus une seconde nature chez celle de François I^{er} ». C'était en Espagne, en Portugal, en Flandre, mais surtout en Italie que nous achetions les objets de luxe. Or, si nous pouvions largement solder les achats faits dans ces premiers pays par l'envoi de nos blés, de nos toiles et de nos vins, il n'en était pas de même pour les achats faits à la fertile Italie, qui, d'après Laffemas ⁽³⁾, nous vendait, à la fin du xvi^e siècle, pour 7 millions d'écus d'or (66.496.721 francs actuels) de soies et de soieries. Nous ne pouvions payer une pareille somme en produits, il fallait envoyer des espèces. De là, cette préoccupation de se munir de numéraire.

On usa, pour atteindre ce but, de différents moyens.

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 50 verso et 51 recto.

⁽²⁾ Pigeonneau, *Histoire du commerce*, II, p. 57.

⁽³⁾ Laffemas, *Réponse à MM. de Lyon*, p. 3 et 4. Cf. Pigeonneau, *op. cit.*, p. 57.

Par le surhaussement des monnaies, la royauté avait voulu attirer les capitaux étrangers, en leur attribuant une valeur plus grande que leur valeur réelle, et avait cru pouvoir les retenir en interdisant, sous les peines les plus sévères, l'exportation de l'or et de l'argent. Les marchands étrangers qui venaient vendre leurs produits dans le pays ne pouvaient emporter la somme de leur vente en numéraire, ils ne devaient exporter la valeur de leurs opérations qu'en marchandises seulement.

Depuis le commencement du xiv^e siècle, l'exportation des objets d'or et d'argent fut défendue par Philippe le Bel et Philippe le Long.

En 1548, Henri II renouvelle cette prohibition en interdisant dans un édit ⁽¹⁾ « de ne transporter or ni argent hors le royaume ».

On ne se contenta pas de ces procédés bullionistes, on eut surtout recours à la réglementation du commerce par un système protecteur et prohibitif qui fut surtout appliqué dans toute sa rigueur au xvii^e siècle, avec Colbert, mais qui a déjà des racines implantées au xvi^e siècle, à l'époque où parut *La Réponse aux Paradoxes*.

« A la fin du règne de Louis XII, le pouvoir royal, à mesure qu'il voit se renforcer son absolutisme, abandonne peu à peu le libre-échange, conformément à la première doctrine économique qui s'impose à ses préoccupations : le mercantilisme.

» Avec François I^{er}, l'évolution est complète et conduit la France à l'absolue prohibition. Le chancelier Duprat voulut cependant avoir l'adhésion des centres commerciaux importants; toutes les réponses des villes qui étaient restées fidèles

(1) Fontanon, II, p. 160.

aux principes libre-échangistes furent mises dans « un sac de cuir et depuis n'en fut parlé » ⁽¹⁾.

M. Chailley considère le régime prohibitif comme en vigueur à la fin du xvi^e siècle quand il écrit ⁽²⁾ : « Henri IV, dans ces questions, devançait son temps. Il tenait que les nations ne peuvent s'enrichir sans un commerce très actif et que l'activité du commerce dépend de la liberté dont il jouit. Il estimait que le gouvernement ne doit pas empêcher « que » chacun fasse son profit de ce qu'il a par le moyen et le » bénéfice du commerce ». Contrairement à ses prédécesseurs, il autorisait et favorisait le commerce avec l'étranger ».

Blanqui ⁽³⁾ attribue à Charles-Quint l'origine de la suppression de la liberté commerciale.

Dans les recueils des ordonnances, nous trouvons de nombreux exemples de l'application du système prohibitif à l'époque où vivait Bodin.

Un trait nous montrera jusqu'à quel point la royauté s'attribuait le droit de la réglementation commerciale : Sous Charles IX, un particulier demanda au roi le privilège de faire seul le commerce extérieur de la France ; il offrait, en retour, de payer le rachat de certains domaines de la Couronne engagés. Le conseil était prêt à accorder la chose demandée, et n'y voyait aucune impossibilité absolue. Ce furent les récriminations des marchands qui firent abandonner ce projet ⁽⁴⁾.

(1) *Revue d'Economie politique*, juillet 1906, Le mercantilisme libéral à la fin du xvi^e siècle, Schatz et Caillemet, p. 560.

(2) J. Chailley, *Introduction des Economies royales de Sully* (petite coll. Guillaumin), p. xxxii.

(3) Blanqui, *Histoire de l'Economie politique en Europe depuis les anciens jusqu'à nos jours*, I, ch. XXI.

(4) Extrait d'un manuscrit de la bibliothèque du Louvre, F. 784, fol. 247, cité par M. Levasseur.

Nous trouvons un édit du 12 janvier 1538 ⁽¹⁾ qui défend l'importation et le commerce avec l'étranger des draps de laine de fabrique étrangère, notamment de Catalogne et de Sardaigne : « Voulons et ordonnons en approuvant et réitérant par nosdites ordonnances, prohibitions et défenses faites par nosdits prédécesseurs rois, qu'il ne sera loisible à aucuns marchands ni autres personnes quelconques d'amener ou faire amener, entrer, conduire, vendre, n'acheter en notre-dite seigneurie, aucuns draps de laine à ladite manufacture desdits pays de Perpignan, Catalogne, Sardaigne, Castille ni autres lieux étrangers à nous et nos sujets sur peine de confiscation desdits draps et d'amende... ».

L'année suivante, un édit du 22 octobre ⁽²⁾ est intitulé « édit défendant l'entrée dans le royaume de toutes épices, si elles ne sont déchargées aux ports et havres de France et après avoir payé le droit d'usage ».

Un édit de 1540 ⁽³⁾, conçu à peu près dans les mêmes termes, nous prouve bien que cette mesure n'était pas seulement fiscale, puisqu'il n'autorise l'importation des épices, que si elles viennent directement des pays de production ou des entrepôts du Portugal, de l'Italie ou de l'Orient; le but était d'abaissier la concurrence d'Anvers, qui était le principal marché des épices.

Henri II compléta l'œuvre de François I^{er} en étendant aux drogueries ⁽⁴⁾, en 1549, les dispositions de l'édit de 1540 sur les épices.

La fabrication des étoffes de laine et de soie des « sayetteries flamandes » furent aussi l'objet de mesures protectrices

⁽¹⁾ Isambert, XII, p. 552.

⁽²⁾ Isambert, XII, p. 643.

⁽³⁾ Isambert, XII, p. 695.

⁽⁴⁾ Isambert, XIII, p. 118.

plusieurs fois répétées. A la requête de plusieurs villes de Picardie qui avaient de nombreuses manufactures de ce genre, une ordonnance de 1537 ⁽¹⁾ interdit aux fabriques rivales de Flandre d'importer en France leurs marchandises; toute étoffe vendue sur les marchés français devait être revêtue du sceau d'une des villes du royaume.

En 1540, l'importation des draps d'or, des soies est réglementée et frappée de droits. L'ordonnance du 18 juillet 1540 ⁽²⁾ stipule que les draps d'or et d'argent, les soies et soieries de provenance étrangère n'entreront plus en France que par Bayonne et Narbonne s'ils viennent d'Espagne, par Pont de Beauvoisin s'ils viennent d'Italie, et par Montélimar s'ils sont importés d'Avignon ou du Comtat Venaissin, qu'ils seront envoyés à Lyon sans être déballés et qu'ils acquitteront un droit de 5 p. 100 qui fut plus tard doublé.

Toutes ces restrictions furent encore aggravées par un édit de janvier 1572 ⁽³⁾, rendu par un ministre de Charles IX, Henri de Birague, « le parrain du système prohibitif en France ». Cet édit enlève la liberté d'achat et de vente de toute une série de produits importants. En voici les considérants : « Afin que nosdits sujets se puissent mieux s'adonner à la manufacture et ouvrages de laines, lins, chanvres et filasse qui croissent et abondent en nosdits royaume et pays et en faire et tirer le profit que fait l'étranger, lequel les y vient acheter communément à petit prix, les transporter et fait mettre en œuvre, et après apporte les draps et linges qu'il vend à prix excessif; avons ordonné et ordonnons qu'il ne sera dorénavant loisible à aucun de nosdits sujets et étrangers, sous quelque cause ou prétexte que ce soit, trans-

(1) Cité par Levasseur, *Hist. des classes ouvrières avant 1789*, II, p. 47.

(2) Isambert, XII, p. 687.

(3) Isambert, XIV, p. 242.

porter hors nosdits royaume et pays aucunes laines, lins, chanvres et filasse. Défendons aussi très expressément toute entrée en cettuy notredit royaume de tous draps, toiles, passements et canetilles d'or ou d'argent, ensemble tous velours, satins, damas, taffetas, camelots, toiles et toutes sortes d'étoffes rayées ou y ayant or ou argent et pareillement de tous harnais de chevaux, ceintures, épées et dagues, étriers et éperons dorés, argentés ou gravés, sur peine de confiscation desdites marchandises... Davantage défendons l'entrée en notredit royaume et pays de toutes sortes de tapisseries étrangères de quelque étoffe et façon qu'elles soient, sur les mêmes peines que dessus ». Une phrase de cette ordonnance synthétise bien l'importance attribuée à la balance du commerce et les préoccupations mercantilistes : « Le Roi veut pourvoir à ce que les sujets puissent profiter et s'enrichir de la commodité, fertilité et abondance dont il a plu à Dieu de douer et bénir le Royaume, *sans qu'il y ait besoin de requérir ou de rechercher de l'étranger que peu de choses nécessaires à l'usage de l'homme* ».

Dans l'ordonnance de la *Police générale* de 1567, le roi défend ⁽¹⁾ à tous ses sujets de « faire transport (de fer) hors le royaume sous peine de confiscation de ladite marchandise ».

A une époque peu postérieure à Bodin, en 1604, tout commerce avec l'Espagne ⁽²⁾ sera prohibé, et une déclaration du 8 mai 1627 ⁽³⁾ défendra le trafic avec les Anglais.

C'est contre toutes ces vues restrictives, contre « ce machiavélisme économique » dont a parlé M. Brentano, que Bodin s'élève dans *La Réponse aux Paradoxes*.

Il pose des principes opposés à ceux de la théorie de la

(1) Fontanon, I, p. 814.

(2) Isambert, XV, p. 290.

(3) Isambert, XVI, p. 204.

balance du commerce, il attribue une des causes de la cherté à « la traite trop grande qui se fait hors du royaume..., ou (à) l'empêchement d'y apporter les choses nécessaires » ⁽¹⁾, en un mot, au régime douanier qui favorise trop les exportations particulièrement des denrées agricoles et qui restreint les importations. C'est pour cette raison que « nous avons les vins et blés à meilleur compte pendant la guerre avec l'Espagnol et Flamand qu'après la guerre lorsque la traite est permise »... « Nous ne tirons quasi autres marchandises de l'Espagne que les huiles et les épiceries ». Bodin trouve que c'est peu, et préférerait qu'on permit d'échanger nos produits contre d'autres marchandises de l'étranger.

Il n'ignore pas qu'il a sur ce sujet de nombreux adversaires : « Quant à la traite des marchandises qui sortent de ce royaume, dit-il ⁽²⁾, il y a plusieurs grands personnages qui s'efforcent et se sont efforcés, par dits et par écrits, de la retrancher du tout, s'il leur était possible, croyant que nous pouvons vivre heureusement et à grand marché sans rien bailler ni recevoir de l'étranger, mais ils s'abusent à mon avis », et il affiche que « le cours de la trafique doit être franche et libre pour la richesse et grandeur d'un Royaume » ⁽³⁾.

Bodin nous donne de son libéralisme des raisons très justes et très élevées.

Tout d'abord : L'avantage que les peuples retirent de la réciprocité des échanges ⁽⁴⁾. « Nous avons affaire (besoin) des étrangers et ne saurions nous en passer. Je confesse que nous leur envoyons blé, vin, sel, safran, pastel, pruneaux, draps et grosses toiles, aussi avons-nous d'eux en contre-échange

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 52 recto.

⁽²⁾ *Id.*, p. 60 verso.

⁽³⁾ *Id.*, p. 62 recto.

⁽⁴⁾ *Id.*, p. 60 verso.

premièrement tous les métaux hormis le fer, nous avons d'eux or, argent, étain, cuivre, plomb, acier, vif argent, alun, soufre, vitriol, couperose, cynabre, huiles, cire, miel, poix, brésil, ébène, fustel, gaïac, ivoire, maroquins, toiles fines, couleurs de cochenil, écarlate, cramoisi, drogues de toutes sortes, épiceries, sucre, chevaux, salures de saumon, sardines, maquereaux, moules, bref une infinité de bons livres et excellents ouvrages de main ».

L'auteur reconnaît donc ici que le commerce international est avantageux pour les nations échangeistes, et que les intérêts, loin d'être opposés, sont au contraire solidaires. Il n'est pas de ceux qui croient que dans une opération commerciale il y a toujours un des contractants qui est lésé, et il combat la doctrine résumée un peu plus tard dans cette phrase de Montaigne ⁽¹⁾ : « Le profit de l'un est dommage de l'autre » ou dans cette phrase de Montchrétien ⁽²⁾ : « Nous faisons autant de perte que l'étranger de gain ».

La liberté des échanges avec l'étranger faisait, disait-on, enchérir les objets de consommation, par suite de leur raréfaction. Bodin réfute cet argument, en soutenant que les produits exportés de l'étranger seront à meilleur marché. Il pose lui-même l'énoncé du problème ⁽³⁾ : « Il ne reste qu'un argument, auquel il faut répondre en un mot : Quand la traite a lieu, disent-ils (les ennemis du libre-échange), toutes choses enchérissent au pays. Je leur nie ce point là, car ce qui rentre au lieu de ce qui sort, cause le bon marché de ce qui défaillait. Davantage, il semble, à les ouïr, que le marchand donne son bien pour néant, ou que les richesses des Indes ou de l'Arabie heureuse croissent en nos landes ».

⁽¹⁾ Montaigne, *Essais*, livre I, chap. XXI, édit. 1827, I, p. 269.

⁽²⁾ Montchrétien, *Traité de l'OEconomie politique*, édit. Funck Brentano, p. 111.

⁽³⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 62 recto.

C'est là le principe sur lequel Adam Smith a construit ses théories : les deux parties gagnent à l'échange.

C'est là, aussi, le fond de la « loi des débouchés » de J.-B. Say : Tout acheteur est vendeur, tout importation suppose une contrepartie. Bodin n'en a pas déduit toutes les conséquences, mais il a nettement vu que l'échange international tend toujours à prendre la forme du troc. Nulle part, en effet, dans ces développements sur le commerce, il ne fait intervenir la question monnaie, et bien loin de sa pensée est la préoccupation des partisans de la « balance du commerce », tels que Thomas Mun, Child et Cantillon, toujours hantés par la crainte de voir exporter trop de numéraire par les achats faits à l'étranger. Bodin pose nettement l'hypothèse de se passer des marchandises étrangères et il déclare que « ce n'est possible du tout ». La doctrine mercantiliste voulait surtout empêcher l'importation des objets manufacturés, notre auteur, au contraire, constate, sans se plaindre, que nous achetons à l'étranger « des ouvrages de main » (ouvrages manufacturés) et il les qualifie d' « excellents ».

A ces raisons économiques, il joint aussi des arguments tirés des principes de philanthropie, et de l'ordre naturel.

Bodin est libre échangiste par devoir moral de charité, en vertu d'une sorte d'internationalisme commercial et de l'amitié qu'il voudrait voir régner au delà des frontières. Il est formel sur ce point : En parlant des produits étrangers dont nous avons besoin, il dit ⁽¹⁾ : « Et quand bien nous pourrions nous passer de telles marchandises, ce qui est absolument impossible, et quand même il en serait ainsi que nous en aurions à revendre, encore devrions-nous toujours trafiquer, vendre, acheter, échanger, prêter, voire plutôt donner une partie de

(¹) *La Réponse aux Paradoxes*, p. 60 verso et 61 recto.

nos biens aux étrangers et même à nos voisins, quand ça ne serait que pour communiquer et entretenir une bonne amitié ».

Suivant la coutume des écrivains de l'époque, il a recours aux faits de l'antiquité, et expose au mépris des lecteurs la conduite des Romains, qui, au milieu de leur grandeur, renvoyèrent les ambassadeurs de quelques peuples faibles venant se ranger sous leur puissance. Il qualifie cette manière d'agir ⁽¹⁾ « d'injure faite à Dieu, la plus vilaine qui fut jamais, comme si la majesté de commander et de faire justice, et même aux pauvres peuples mal appris, n'était pas le plus grand don de Dieu et le plus grand honneur que pût recevoir l'homme en ce monde, c'était bien loin de leur communiquer leurs biens et richesses comme ils devaient faire ».

Bodin voit dans les relations commerciales le moyen d'entretenir entre les peuples l'amitié et la paix qu'il ne considère pas seulement comme désirables, mais aussi comme voulues par le Créateur ⁽²⁾ : « Dieu par sa providence admirable y a donné bon ordre, car il a tellement départi ses grâces, qu'il n'y a pas de pays au monde si plantureux qui ait faute de beaucoup de choses, ce que Dieu semble avoir fait pour entretenir tous les sujets de sa république en amitié, ou pour le moins empêcher qu'ils ne se fassent longtemps la guerre, ayant toujours affaire (besoin) les uns des autres ».

Il s'appuie aussi sur la diversité naturelle de fertilité des sols et des climats, pour demander la liberté de culture. Il condamne la défense de planter de la vigne dans certains endroits, et l'obligation d'y cultiver du blé. Il se fie à la Providence, qui ⁽³⁾ « par sa grâce a bien donné ordre, que tout ne fût pas en

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 61 recto.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 61 verso.

⁽³⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 63 verso.

vigne ni en blé, car la meilleure terre pour la vigne ne vaut rien pour le blé, d'autant que l'un aime la plaine forte et grasse, l'autre demande les coteaux pierreux ». Il n'y a pas à craindre dans un pays la trop grande abondance d'un produit, car Dieu a voulu que les peuples voisins en manquassent et les empruntassent aux autres. « La vigne ne peut croître outre le 49^e degré pour la froidure tellement que tous les peuples de septentrion n'ont quasi autres vins que de France et du Rhin, et toutefois ils en sont si friands qu'ils crèvent à force d'en boire ». C'est une réponse faite à l'ordonnance de la *Police générale* de 1567 qui portait au sujet de la *Police du vin* ⁽¹⁾ : « Il sera pourvu par lesdits officiers empêcher qu'en leurs territoires le labour et semence des terres ne soit délaissé pour faire plant excessif de vignes, ains toujours les deux tiers de terres pour le moins tenues en blairie, et que ce qui est propre et commode pour prairie ne soit appliqué à vignoble ».

Rappelons que Bodin a fait une application de la diversité naturelle des climats dans *La République*, au sujet des constitutions politiques. « Il faut, dit-il ⁽²⁾, accommoder la forme de la chose publique à la nature des lieux, et les ordonnances humaines aux lois naturelles... », et « pour former un Etat, il se faut accommoder du naturel des sujets ».

C'est l'application, dans le domaine politique, de la soumission aux lois naturelles, et de leur obéissance qu'il avait demandée pour le domaine économique dans *La Réponse aux Paradoxes*. Les climats font varier le caractère des peuples, comme la nature, l'aptitude des sols.

Dans maints endroits de *La République*, nous trouvons ces

⁽¹⁾ Fontanon, I, p. 808.

⁽²⁾ *La République*, p. 663.

idées d'ordre universel et de lois providentielles ⁽¹⁾. « Il faut donc suivre aux gouvernements ce grand Dieu de nature » ⁽²⁾. « Puisque la raison divine et naturelle va partout et qu'elle n'est point enclose ès-frontière de la Palestine, pourquoi ne sera-t-elle suivie ? » Et ailleurs ⁽³⁾ : « Quant aux lois divines et naturelles, tous les princes de la terre y sont sujets et il n'est en leur puissance d'y contrevenir, s'ils ne veulent être coupables de lèse-majesté divine, faisant la guerre à Dieu sous la grandeur duquel tous les monarques du monde doivent faire joug et baisser la tête..., et par ainsi la puissance absolue des princes et seigneuries souveraines ne s'étend aucunement aux lois de Dieu et de nature ».

C'est aussi des lois naturelles qu'il déduit le respect de la propriété individuelle et la part proportionnelle à ses revenus que chacun doit supporter dans les charges de l'Etat.

M. Espinas a donc pu dire avec raison ⁽⁴⁾ : « Bodin... croit à des lois naturelles posées par la Providence pour le meilleur gouvernement du monde économique et social comme pour le gouvernement du monde physique; il admet une sorte d'harmonie préétablie entre les intérêts moraux et les intérêts matériels de l'humanité ».

Ces idées ne sont point, sans doute, étrangères à l'influence de la Renaissance. Michelet n'a-t-il pas dit ⁽⁵⁾, au sujet de ce grand mouvement : « Par l'imprimerie se constitue le grand duel : d'une part, l'antiquité grecque et romaine si haute dans sa sérénité héroïque, d'autre part, l'antiquité biblique mystérieuse, pathétique et profonde, de quel côté penchera

⁽¹⁾ *Id.*, p. 578.

⁽²⁾ *Id.*, p. 67.

⁽³⁾ *Id.*, p. 133.

⁽⁴⁾ Espinas, *Histoire des doctrines économiques*, p. 127.

⁽⁵⁾ Michelet, *Histoire de France*, VII, p. 309.

l'âme humaine ? A qui sera la Renaissance qui renaitra des anciens dieux ?

» L'arbitre est la nature.

» Suis la nature. Ce mot des stoïciens fut l'adieu de l'antiquité. Revenons à la nature, c'est le salut qu'adresse la Renaissance, son premier mot. Et c'est le dernier mot de la raison ».

Or, Bodin nous donne souvent, dans ses ouvrages, des exemples tirés des Grecs et des Romains, il nous renvoie à Plutarque, Hérodote, Thucydide, Platon, Aristote et Cicéron, Sénèque, Tite-Live, Tacite ; il s'appuie sur l'autorité de Budée. Nous savons aussi qu'il traduisit lui-même *La République* en latin. Il semble donc facile d'admettre que notre auteur a emprunté à la Renaissance et à la doctrine stoïcienne leur *naturam sequi*.

Cette idée de phénomènes économiques et de liberté commerciale, gouvernés par des lois naturelles, a été dans la suite souvent développée.

L'auteur anonyme du *Discours sur l'extrême cherté* ⁽¹⁾, qui avait pillé Bodin au sujet de la hausse des prix du xvi^e siècle, s'est aussi inspiré de *La Réponse aux Paradoxes*, au sujet de la liberté commerciale qu'il demande ; il l'appuie des mêmes raisons de réciprocité des échanges, de devoir de charité, et de paix universelle. « Chacun sait que le commerce ès-choses consiste en permutations, et quoi que veuillent dire plusieurs grands personnages qui se sont efforcés de retrancher du tout les traites, croyant que nous pourrions nous passer des étrangers, cela ne se peut faire. Et si nous leur envoyons du blé, vin, sel, safran, etc..., aussi avons-nous d'eux en contre-échange tous les métaux... Et quand bien nous nous pourrions

(1) *Archives curieuses de l'histoire de France*, 1^{re} série, VI, p. 453-454.

passer d'eux, encore devons-nous faire part à nos voisins de ce que nous avons, tant pour le devoir de charité, qui nous commande de secourir autrui de ce qu'il n'a point et que nous avons, que pour entretenir une bonne amitié et intelligence avec eux ».

W. Stafford ⁽¹⁾ a repris l'argument de Bodin, qui consiste à voir dans la diversité des climats et des sols la volonté divine d'entretenir des relations commerciales entre les peuples : « Surely common reason would that one region should helpe an other when its lackes; and therefore God hath ordeyned that no contrey should have commodities ».

Nous trouvons la même idée exprimée par Sully ⁽²⁾ : « Votre Majesté doit mettre en considération, qu'autant qu'il y a de divers climats, régions et contrées, autant, semble-t-il, Dieu les ait voulu diversement faire abonder en certaines propriétés, commodités, denrées, matières, arts et métiers spéciaux et particuliers qui ne sont point communs ou pour le moins de telle bonté aux autres, afin que par le trafic de ces choses (dont les uns ont abondance et les autres disette), la fréquentation, conversation et société humaine soit entretenue entre les nations, tant éloignées pussent-elles être les unes des autres ».

L'Anglais Petty invoquait les lois naturelles pour combattre le système prohibitif, lorsqu'il disait ⁽³⁾ qu'« il est vain et inutile d'édicter des lois positives contraires aux lois naturelles », et que prohiber l'exportation des laines anglaises ⁽⁴⁾,

⁽¹⁾ Stafford, *A compaiddious or brief examination*, cité par M. Lavalley, *L'œuvre économique de Montchrétien* (thèse Caen), p. 106.

⁽²⁾ Sully, *Economies royales* (petite coll. Guillaumin), p. 100.

⁽³⁾ Petty, *Treatise of Taxes*, ch. V, § 3, cité par M. Dubois, *Hist. des doctrines écon.*, p. 249.

⁽⁴⁾ Petty, *Treatise of Taxes*, ch. VI, § 17, cité par M. Dubois, *Hist. des doctrines écon.*, p. 249.

« c'est vouloir résister à la nature, c'est vouloir arrêter les vents et les mers, c'est vouloir persuader à l'eau de s'élever au-dessus de sa source... *Naturam expellas furca licet, usque recurrit* » ⁽¹⁾... « De telles prohibitions sont sans doute contraires aux lois de la nature ».

Comme Bodin, Boisguilbert demande la liberté au nom des lois naturelles, au nom des sentiments de charité, comme le fait remarquer M. Platon ⁽²⁾, et au nom de l'accord économique qui doit exister entre les nations : « La nature, lisons-nous dans le *Traité des grains* ⁽³⁾, loin d'obéir à l'autorité des hommes, s'y montre toujours rebelle et ne manque jamais de punir l'outrage qu'on lui fait ». Et dans la *Dissertation sur la nature des richesses* ⁽⁴⁾ : « La nature aime également tous les hommes et les veut pareillement sans distinction faire subsister. Or, comme dans cette manne de grains, elle n'est pas toujours aussi libérale dans une contrée qu'elle l'est dans une autre, et qu'elle donne à profusion dans un pays et même dans un royaume pendant qu'elle en prive un autre presque tout à fait, elle entend que par un secours mutuel, il s'en fasse une compensation pour l'utilité réciproque et que par un mélange de ces deux extrémités de cherté extraordinaire ou d'avilissement des grains, il en résulte un tout qui forme l'opulence publique, qui n'est autre chose que le maintien de cet équilibre si essentiel... C'est sur quoi elle ne connaît ni différents États, ni divers souverains, ne s'embarassant pas non plus s'ils sont amis ou ennemis, ni s'ils se font la guerre, pourvu qu'ils ne la déclarent pas ».

⁽¹⁾ Petty, *Quantulumcumque concerning money*, quest. 22, cité par M. Dubois, *Hist. des doctrines écon.*, p. 249, note 2.

⁽²⁾ Platon, *La démocratie et le régime fiscal*, p. 268 et 272.

⁽³⁾ Boisguilbert, *Traité des grains*, ch. VIII (coll. Guillaumin), p. 387.

⁽⁴⁾ Boisguillebert, *Dissertation sur la nature des richesses*, ch. p. VI (collect. Guillaumin), p. 410.

A la fin du xvii^e siècle, Belesbat dans les *Mémoires présentés au Roi* ⁽¹⁾, a répété l'idée de Bodin : « Il est certain, dit l'auteur, que ce n'est que par le commerce seul, que les Etats sont enrichis. Sans lui, la grande fertilité est inutile, les pays n'ayant besoin que de ce qu'ils consomment, joint à cela qu'il n'y en a point qui ne manquent de quelque chose que les autres produisent. En quoi la sagesse infinie de Dieu est admirable, qu'ayant créé les hommes pour la société, les a si bien partagés, qu'ils ne peuvent se passer les uns des autres ».

Il est aussi intéressant de rapprocher un passage de Hume ⁽²⁾. « La nature, en donnant aux diverses nations un génie, un climat et un sol qui ne sont pas les mêmes, a garanti la perpétuité de leurs échanges et de leur commerce réciproque aussi longtemps qu'elles demeureront industrieuses et civilisées ». Le même auteur dans un autre ouvrage ⁽³⁾ : « Les hommes... acquérant des richesses par l'exportation de leur superflu en faisant consommer aux nations étrangères des denrées et des marchandises trop abondantes dans certains pays tandis que le sol et le climat les refusent à d'autres, acquièrent en même temps des richesses et des nouveaux plaisirs ».

Montesquieu, qui s'est si souvent trouvé d'accord avec Bodin pour ses théories politiques, se rapproche aussi de lui sur ce sujet. Il considère, lui aussi, que les peuples ont été créés pour vivre en bonne amitié grâce aux relations commerciales ; il parle de la réciprocité des échanges et de la solidarité des intérêts. Voici une phrase de l'*Esprit des Lois* ⁽⁴⁾ qui résume la théorie commerciale contenue dans *La*

(1) Cité dans la *Revue d'Economie politique*, juillet 1906, « Le mercantilisme à la fin du xvii^e siècle », Schatz et Caillemer, p. 573.

(2) Hume, *Essai sur la jalousie commerciale* (petite collect. Guillaumin), p. 100.

(3) *Essai sur le commerce*, p. 22, traduction française, édit., Londres, 1765.

(4) *Esprit des Lois*, livre XX, chap. II.

Réponse aux Paradoxes. « L'effet naturel du commerce est de porter à la paix, deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes; si l'une a intérêt d'acheter, l'autre a intérêt de vendre et toutes les unions sont fondées sur les besoins ». Montesquieu justifie son opinion au moyen de la diversité des climats et des fertilités des sols.

Le marquis de Mirabeau demande que l'on considère ⁽¹⁾ « le royaume comme la capitale et les pays étrangers comme les provinces » et cela au nom des raisons déjà invoquées dans *La Réponse aux Paradoxes*, au nom de l'intérêt des peuples, au nom des principes de charité, et au nom de la paix qui doit naturellement régner entre les nations : « Notre intérêt, trouvons-nous dans *L'ami des hommes* ⁽²⁾, est que dans l'état universel, comme dans l'état particulier, les communications soient libres et aisées d'une extrémité à l'autre de ce vaste empire, qu'elles soient assurées par la justice et d'exclure surtout à jamais de notre politique les sophismes cruels et ruineux de l'intérêt général », au « malheureux principe renfermé dans ce proverbe : nul ne gagne qu'un autre ne perde » Mirabeau répond : « nul ne perd qu'un autre ne perde ». Les prohibitions....., principe de désordre et d'une guerre intestine, comme aussi germe de divisions entre les peuples, dégénèrent toujours en guerres opiniâtres qui ne finissent que par des trêves, la paix réelle ne pouvant exister avec les prohibitions... La paix est un don du ciel, mais il en est de ce don là comme de tous les autres qui ne fructifient que par nos soins » ⁽³⁾.

Ces idées de liberté naturelle ont surtout été développées

⁽¹⁾ Mirabeau, *L'ami des hommes*, 3^e partie, p. 16 (édit. Avignon, 1756).

⁽²⁾ Mirabeau, *L'ami des hommes*, résumé général, p. 200

⁽³⁾ Mirabeau, *L'ami des hommes*, résumé général, p. 207.

par les physiocrates. Ceux-ci avaient construit toute leur doctrine sur l'existence de lois naturelles, auxquelles le monde social est soumis, comme le monde physique, et que les législations positives doivent suivre, sous peine de désordre dans le corps social. Ils admettaient trois lois naturelles principales, parmi lesquelles : la liberté économique et la propriété individuelle. Car si Quesnay, comme l'ont démontré M. Truchy ⁽¹⁾ et M. Sauvaire-Jourdan ⁽²⁾, n'est pas libre-échangiste, ses disciples ont été des apôtres du libre échange, ils ont émis des idées en parfait accord avec celles de Bodin quand il basait la liberté commerciale sur des raisons d'ordre naturel et quand il plaçait le droit de propriété comme un droit naturel primant le droit politique de souveraineté ⁽³⁾.

Un auteur bordelais, Isaac de Bacalan, sur lequel M. Sauvaire-Jourdan a fait une intéressante étude, s'est montré, dans ses *Paradoxes philosophiques sur la liberté du commerce entre les nations*, 1764, entièrement libre-échangiste. Bien que son libéralisme dépasse celui de Bodin, on peut rapprocher ces deux auteurs. Comme le publiciste du xvi^e siècle, Bacalan basé la liberté commerciale sur la réciprocité des échanges et les avantages que les nations retirent du commerce international. Le commerce « ne fut dans son origine, écrivait Bacalan, qu'un véritable échange. Il est encore et ne sera jamais qu'un échange plus ou moins déguisé. Or tout échange suppose la réciprocité, il est donc contre la nature du commerce de vouloir donner et ne point recevoir ⁽⁴⁾...

⁽¹⁾ Truchy, Le libéralisme économique dans les œuvres de Quesnay, *Revue d'Econ. politique*, 1899, p. 925 s.

⁽²⁾ Sauvaire-Jourdan, *Isaac de Bacalan et les idées libre-échangistes en France*, p. 21 s.

⁽³⁾ Baudrillart, *J. Bodin et son temps*, p. 275.

⁽⁴⁾ Sauvaire-Jourdan, *Isaac de Bacalan et les idées libre-échangistes en France*, p. 42.

Cette même liberté nous procure les plus grandes commodités de la vie » ⁽¹⁾.

Si nous revenons aux idées de lois naturelles comme base de la liberté commerciale, nous trouvons ces idées développées par les disciples de l'école libérale.

C'est ainsi que Frédéric Bastiat, dans les *Harmonies économiques*, dit ⁽²⁾ : « Il n'est pas vrai que les grandes lois providentielles précipitent la société vers le mal » ⁽³⁾. « Tous les intérêts légitimes sont harmoniques..., les écoles qui partent de cette donnée : les intérêts sont antagonistes, n'ont encore rien fait pour la solution du problème, si ce n'est qu'ils ont exclu la liberté » ⁽⁴⁾. « L'idée dominante de cet écrit... nous montre que ce n'est pas seulement la mécanique céleste, mais aussi la mécanique sociale qui révèle la sagesse de Dieu et raconte sa gloire ». Le même auteur s'écrit ⁽⁵⁾ : « J'ai une foi entière dans la sagesse des lois providentielles, et par ce motif j'ai foi dans la liberté » ⁽⁶⁾. « Je crois... d'une foi scientifique et raisonnée..., que celui qui a arrangé le monde matériel n'a pas voulu rester étranger aux arrangements du monde social... Je crois que sa providence éclate, au moins autant si ce n'est plus, dans les lois auxquelles il a soumis les intérêts et les volontés, que dans celles qu'il a imposées aux peuples et aux vitesses ; je crois que tout dans la société est cause de perfectionnement et de progrès, même ce qui la blesse... Je crois que le Mal aboutit au Bien et le provoque... Je crois qu'il suffit au développement graduel et paisible de

⁽¹⁾ *Ibid.*, p. 47.

⁽²⁾ Frédéric Bastiat, *Harmonies économiques*, petite collection Guillaumin, p. 197.

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 187.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 198.

⁽⁵⁾ *Ibid.*, p. 199.

⁽⁶⁾ *Ibid.*, p. 209.

l'humanité, que ses tendances ne soient plus troublées et qu'elles reconquièrent la liberté de leurs mouvements ».

Plus récemment, M. de Molinari écrivait ⁽¹⁾ : « Nous disons que ces lois naturelles gouvernent la production et la distribution de la richesse de la manière la plus utile c'est-à-dire la plus conforme au bien général de l'espèce humaine, qu'il suffit de les observer, en aplanissant les obstacles naturels qui s'opposent à leur action, et surtout en n'y ajoutant point les obstacles artificiels, pour que la condition de l'homme soit aussi bonne que comporte l'état d'avancement de ses connaissances et de son industrie ».

Nous remarquerons, avec M. Baudrillart ⁽²⁾, que Bodin aurait pu invoquer en faveur de sa théorie la libre disposition que chacun peut faire des biens dont il est propriétaire et de leurs produits. Nous ajouterons aussi qu'il n'a pas mentionné le progrès qui résulte de la libre concurrence avec l'étranger. Il est vrai qu'un auteur du xvi^e siècle est excusable de n'avoir pas parlé de cette dernière raison, à une époque et dans un pays où la concurrence même intérieure était, par le régime des corporations, systématiquement écartée et regardée comme un danger.

Bodin a donc combattu le système prohibitif, mais non sans admettre quelques réserves.

Tout d'abord pour le blé ⁽³⁾ « duquel la traite se doit gouverner plus sagement qu'on ne fait, car nous voyons des chertés et famines intolérables ». Il ne demande pas la défense de toute exportation des grains, mais l'organisation, dans les villes, de greniers publics contenant des quantités de

⁽¹⁾ De Molinari, *Les lois naturelles*, cité par M. Gide, *Principes d'Economie politique*, p. 25 note.

⁽²⁾ Baudrillart, *J. Bodin et son temps*, p. 177.

⁽³⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 62 verso.

blé permettant de lutter contre la disette de certaines années peu fécondes. Cette réglementation s'explique pour un produit de première nécessité, alors que la transmission des nouvelles, les moyens de communication et de transport autant terrestres que maritimes étaient lents et difficiles. La loi de l'offre et de la demande ne pouvait jouer avec la même vitesse et la même régularité que de nos jours; le marché mondial pour cette raison n'existant pas, il arrivait trop souvent que la France souffrait d'une disette véritable, en attendant que les blés expédiés des pays lointains aient eu le temps de parvenir. Les provinces gardaient souvent jalousement leur blé et facilitaient ainsi les accaparements. Bodin en faisant cette exception ne peut être accusé d'avoir été entraîné par le courant mercantile, qui s'attachait surtout à refuser la liberté du commerce des objets de luxe : c'est ainsi que Vauban, qui est un mercantiliste, écrivait ⁽¹⁾ : « Le commerce étranger ne doit guère être permis que pour les marchandises nécessaires à la vie... Il doit être défendu, quand pour les marchandises qui ne regardent que le luxe et les modes, il sort plus d'argent du royaume qu'il n'y en apporte ».

Bodin demande aussi qu'on mette des droits sur le commerce extérieur du blé, du vin et du sel. Mais ces mesures sont purement fiscales, nous en sommes vite persuadés en lisant les premières lignes du paragraphe où il conseille l'application de ces droits comme ⁽²⁾ « un moyen lequel mis en avant par les maîtres docteurs en matière d'impôt soulagerait merveilleusement le peuple ». Ces droits ne peuvent pas, du reste, avoir des effets de protection efficace, puisque Bodin

⁽¹⁾ Vauban, *Oysivetés*, édit. Corréard, p. 83.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 62 verso.

les applique à des produits qu'il qualifie lui-même ⁽¹⁾ « d'éléments desquels dépend après Dieu la vie de l'étranger... qui (les) achèterait au poids d'argent, ce qui enrichirait ce royaume, vu qu'il ne s'en peut passer ». Il nous fait remarquer que le sel de France est le seul susceptible de conserver les salures faites à l'étranger.

Puisque Bodin nous fait envisager le caractère fiscal de ces droits, nous ne pouvons y chercher le caractère protecteur. Il y a antinomie en effet entre ces deux caractères. L'Etat, s'il a un but fiscal, a intérêt à ce que ces droits soient perçus le plus souvent possible, tandis que s'il a un but protecteur, il se propose d'empêcher ou du moins de réduire les faits générateurs de ces droits. Notre auteur n'a point visé ce dernier but, car il aurait demandé l'application des droits à des objets dont la quantité d'exportation peut être restreinte, or il n'en est point ainsi puisque l'étranger ne peut se passer des produits qu'il voudrait voir frappés.

Il fait sur le sel une remarque qui confirme encore le caractère d'impôt qu'il entend donner aux droits sur l'exportation. Il observe que le sel qui vient de France est meilleur marché en Angleterre, en Ecosse et en Flandre que dans son pays d'origine à cause de l'impôt qui le grève, Bodin trouve donc raisonnable qu'un droit à l'exportation fasse disparaître cette inégalité de prix trop avantageuse pour l'étranger.

M. Lavalley ⁽²⁾ confirme le dire de Bodin : « La gabelle était établie de telle façon que les étrangers ne payaient pas la moitié de la contribution que payaient les Français ».

Dans *La République*, nous trouvons le même vœu de voir établir des droits sur le blé, sur le vin et le sel. Si nous

(1) *La Réponse aux Paradoxes*, p. 62 verso.

(2) Lavalley, *L'Œuvre d'Antoine de Montchrétien* (thèse Caen, p. 137 note).

remarquons que l'auteur considère encore ici ces marchandises comme indispensables à l'étranger, qu'il déclare que ce sont ⁽¹⁾ « trois espèces abondantes en ce royaume et desquelles les sources sont inépuisables », et qu'il conclut en disant de ces mesures « qu'il en reviendrait aux finances un profit incroyable » ⁽²⁾, « qu'il est expédient de hausser pareillement l'imposition foraine à l'étranger des choses desquelles il ne se peut passer et par ce moyen accroître les finances et soulager les sujets »..., que « plus grande sera l'imposition foraine, plus il y aura de profit pour les finances » ; si nous observons enfin que ces idées sont développées sous le titre ⁽³⁾ *Sixième moyen de faire fonds aux finances*, nous ne doutons plus que l'auteur n'ait eu, avant tout, une préoccupation fiscale. Préoccupation fort explicable à une époque où les besoins de l'Etat s'étaient considérablement accrus par suite du développement du luxe de la cour et de l'organisation des armées permanentes, et où les revenus du domaine étaient insuffisants.

L'Angleterre, quoique se déclarant libre-échangiste convaincue, n'en frappe pas moins toute une série de produits (thé, café, sucre, tabac, vin) de droits qui tiennent une place importante dans son budget, puisqu'au dire de M. Gide ⁽⁴⁾, ils représentent plus de 500 millions de francs. Il n'y a pas contradiction entre la théorie et la pratique anglaise, car ces droits sont fiscaux.

Il est cependant un court passage de *La République* ⁽⁵⁾ où cette large extension de la liberté commerciale que nous avons admirée est un peu compromise : « Quant aux matières

⁽¹⁾ *La République*, p. 876.

⁽²⁾ *La République*, p. 877.

⁽³⁾ *La République*, p. 877.

⁽⁴⁾ Gide, *Principes d'Economie politique*, p. 296 note.

⁽⁵⁾ *La République*, p. 877.

qu'on apporte des pays étrangers, il est besoin de rabaisser l'impôt et le hausser aux ouvrages de main (objets manufacturés) et ne permettre qu'il en soit apporté de pays étrangers ni souffrir qu'on emporte du pays des denrées crües (matières premières) comme fer, cuivre, acier, laines, soie crüe et autres matières semblables, afin que le sujet gagne le profit de l'ouvrage, le Prince l'imposition foraine ». Bodin admet donc, dans ce passage la protection en faveur de l'industrie nationale, et s'écarte ainsi des théories si libérales exposées huit ans auparavant dans *La Réponse aux Paradoxes*. Nous nous montrerons cependant moins sévère que ceux qui ont voulu voir là une contradiction, nous admettrons qu'il y a seulement une exception faite pour les manufactures nationales, et nous montrerons que de grands économistes du XVIII^e siècle : de Gournay, Hume, et Adam Smith, se sont sur le même sujet départis de la rigueur de leurs premiers principes.

De Gournay, qui n'est pas l'auteur de la célèbre maxime : « Laissez faire, laissez passer », mais qui s'en est servi et l'a prise pour devise, n'a jamais pu, dit M. Schelle (1), « se débarrasser complètement du système mercantile ». De Gournay traduit le livre de Child intitulé : *Traité sur le commerce et sur les avantages qui résultent de la réduction de l'intérêt de l'argent*. Or ce livre est une défense en faveur de la liberté de l'industrie qui était la proie des corporations, mais son auteur est en même temps un fervent partisan de la théorie de la balance du commerce. De Gournay, en traduisant Child, a écrit sans protester cette phrase signalée par M. Pallard (2) : « Il est de notre intérêt d'empêcher, sur

(1) Schelle, *Vincent de Gournay*, p. 221.

(2) Pallard, *La liberté du commerce extérieur au XVIII^e siècle* (thèse Rennes, p. 96.

toutes choses, par l'exemple et par toutes sortes d'autres moyens les moins rebutants qu'il est possible, l'introduction des manufactures étrangères ».

Hume, dont nous avons déjà cité un passage où il se montre libre échangiste, est cependant partisan de droits d'entrée ⁽¹⁾ sur les toiles allemandes pour protéger les manufactures anglaises, et sur les eaux de vie de vin pour protéger le rhum des colonies britanniques.

Enfin, nous pouvons rappeler avec M. Espinas ⁽²⁾, qu'Adam Smith, qu'on n'est point tenté de qualifier de protectionniste, fut pendant ses douze dernières années commissaire des douanes à Edimbourg, et dans son grand ouvrage il est amené à transiger avec ses principes les plus essentiels. Il admet, par exemple, que certaines compagnies jouissent pour le commerce d'outre-mer d'un monopole, il recommande même de se servir de l'impôt pour rendre presque obligatoires certaines tenures de terres et engager les propriétaires à cultiver eux-mêmes leur domaine.

En résumant en un mot la doctrine de Bodin, nous soutiendrons que son principe est la liberté commerciale, bien qu'il demande l'application de droits fiscaux sur des objets de première nécessité (blé, vin, sel) et bien qu'il admette une exception en faveur de la protection de l'industrie nationale en frappant de droits d'entrée les produits manufacturés et en s'opposant à la sortie des matières premières. Nous nous rangeons à l'avis de M. Levasseur ⁽³⁾ : « J. Bodin a été à cette époque un des rares défenseurs éclairés de la liberté commerciale », et avec M. Summer ⁽⁴⁾, nous disons : Bodin est

⁽¹⁾ Hume, *Essai sur la balance du commerce*, collection Guillaumin, p. 97.

⁽²⁾ Espinas, *Histoire des doctrines économiques*, p. 288.

⁽³⁾ Levasseur, *Histoire des classes ouvrières avant 1789*, II, p. 47.

⁽⁴⁾ *Dictionnaire d'Economie politique*, Léon Say, article « Liberté des échanges », par M. Sumner.

« l'écrivain dominant de la dernière partie du xvi^e siècle en France,il paraît incliner à briser les fers dont la tradition entravait le commerce ».

Bodin, en effet, a certainement résisté au puissant courant mercantiliste et n'a pas partagé les erreurs de cette importante théorie. Il ne voit pas dans l'or et l'argent des richesses supérieures aux autres; il les considère comme l'équivalent des autres marchandises : « Toujours les plus grands trésors viendront où il y a plus de choses nécessaires à la vie, ores qu'il n'y ait minière d'or ni d'argent, comme il y en a peu ou point en ce Royaume lequel néanmoins nourrit une bonne partie de l'Europe ». La richesse ne consiste donc pas pour lui dans l'abondance du numéraire, or cette conception est opposée à la théorie mercantiliste, mais elle cadre très bien avec la théorie quantitative des prix dont Bodin avait posé les principes.

Nous avons déjà vu que Bodin considérait le commerce international comme une sorte de troc et qu'il répudiait la théorie de la balance du commerce si appréciée des mercantilistes.

Ces derniers s'attachaient surtout au développement du commerce et de l'industrie, pour faire affluer les métaux précieux dans leur pays, et dédaignaient l'agriculture et l'industrie extractive. Bodin au contraire, ne montre pas de préférence particulière pour le commerce, il ne néglige point l'importance de l'agriculture et il célèbre l'ère de prospérité où ⁽¹⁾ « depuis cent ans, on a défriché un pays infini de forêts et de landes, bâti plusieurs villages, peuplé les villes ». Dans *La République* comme dans *La Réponse aux Paradoxes*, il insiste plusieurs fois sur la valeur de nos produits agricoles et

(1) *La Réponse aux Paradoxes*, p. 51 recto.

miniers : le blé, le vin et le sel qu'il qualifie ⁽¹⁾ « de manne que Dieu nous donne d'une grâce spéciale ». En comparant ces denrées aux mines des autres pays, il donne l'avantage aux produits français qui sont « inépuisables ».

L'auteur condamne aussi les procédés bullionistes, il les regarde comme inapplicables quand il écrit, dans *La Réponse aux Paradoxes* et dans *La République* ⁽²⁾ : « Les ordonnances de chacun Prince ont bien pourvu que l'or et l'argent ne fût transporté aux étrangers sous grandes peines ; mais il est impossible de les exécuter, qu'il n'en soit emporté beaucoup et par mer et par terre ».

Ne rattachons donc pas Bodin à l'école mercantiliste, il se rapprocherait davantage, nous l'avons déjà montré, de l'école physiocratique par ses conceptions de lois naturelles et divines présidant aux phénomènes économiques, politiques et sociaux.

Les idées sur le commerce contenues dans *La République* se retrouvent dans le *Traicté de l'OEconomie politique* de Montchrétien, M. Ascheley a dit « qu'il n'y a pas un seul argument du *Traicté* qui ne soit emprunté aux auteurs précédents » ; Bodin est certainement parmi ces auteurs. Nous pouvons prouver, en ajoutant aux citations qui vont suivre celles que nous avons déjà faites, qu'il y a une certaine filiation entre *La République* et l'ouvrage de Montchrétien. On ne peut attribuer au hasard ou à ce qu'ont de commun les locutions de l'époque, la trop grande similitude des passages suivants des deux ouvrages. Nous nous permettons de rapprocher les textes en les juxtaposant.

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 50 verso.

⁽²⁾ *La République*, p. 927, et *La Réponse aux Paradoxes*, p. 72 recto.

BODIN, *La République*, p. 876.

... pour avoir du sel, du vin, du blé de France, qui sont trois espèces abondantes en ce Royaume et lesquelles sources sont inépuisables, au lieu que les minières étrangères se vident en peu d'années et ne peuvent renaître qu'en plusieurs siècles. Encore l'étranger les va cherchant au centre de la terre pour les apporter en ce Royaume et emporter les choses nécessaires à la vie humaine, desquelles le sage Prince ne doit permettre la traile, que son peuple n'en soit fourni et soulagé, et les finances accrues, ce qu'on ne peut faire sans hausser l'imposition foraine. Car plus grande sera l'imposition foraine plus il y aura de profit pour les finances, et si l'étranger craignant l'impôt en prend moins, le sujet en aura meilleur compte.

MONTCHRÉTIEN, *Traicté de l'OEconomie politique*, édition Funck Brentano, p. 239 et 240.

Vous avez en ces royaumes cinq sources inépuisables de richesses naturelles..., les sources, ou plutôt vraies mines, sont le blé, le vin, le sel, les laines, les toiles. Au lieu que les minières étrangères se vident en peu d'années et ne peuvent renaître qu'en plusieurs siècles..., l'étranger les va chercher au centre de la terre pour les nous apporter, afin de remporter en contre-échange les choses susdites qui sont absolument nécessaires à la vie humaine. C'est pourquoi ils (les gens de finances) vous conseilleront... de n'en permettre jamais la traile, que vos peuples n'en soient fournis et soulagés et vos finances accrues, ce qui ne se peut obtenir sans hausser l'imposition foraine. Car d'un côté plus grande elle sera, plus sera-ce de profit pour vous, et de l'autre si l'étranger en veut moins prendre à cause de l'impôt, vos sujets en auront tant plus meilleur compte.

Montchrétien, que l'on place parmi les mercantilistes, n'a pas partagé l'idée qui consiste à voir dans le numéraire une richesse supérieure, il a été conduit en cela par Bodin dont il a reproduit textuellement la phrase suivante ⁽¹⁾ : « Les plus grands trésors viendront toujours où il y a plus de choses nécessaires à la vie, ores qu'il n'y ait minière d'or ni d'argent ».

De même, nous ne pouvons nous empêcher de constater une ressemblance suspecte entre les termes dans lesquels

⁽¹⁾ *La République*, p. 876 et *Traicté de l'OEconomie politique*, édit. Funck Brentano, p. 240.

Bodin ⁽¹⁾ demande des mesures protectrices pour les objets manufacturés et ces lignes où Montchrétien conseille aux souverains de ne pas permettre « que l'on apporte les *ouvrages de main* qui procèdent de l'art des hommes, ni que l'on emporte les matières et *denrées crues* de ce Royaume » ⁽²⁾.

Bien que la question du libre échange et de la protection soit encore à l'état de problème dans le monde des affaires et de la politique, on peut dire que dans les sphères de la théorie et de l'enseignement, on tend, déjà depuis longtemps, vers la liberté commerciale chère à Bodin.

⁽¹⁾ *La République*, p. 877.

²⁾ *Traicté de l'OEconomie politique*, p. 247.

CHAPITRE II

BODIN XÉNOPHILE

Bodin demande la fraternité dans les relations économiques des nationaux avec les étrangers. — Situation des étrangers au xvi^e siècle. — Bodin contre le droit d'aubaine. — Montchrétien et Boisguilbert ennemis des étrangers. — Mirabeau partage les idées de Bodin.

Bodin, pour les rapports entre les nationaux et les étrangers, s'est montré encore l'apôtre de la liberté qu'il avait demandée pour les échanges internationaux.

« Quant aux étrangers, lisons-nous dans *La Réponse aux Paradoxes*, je désire que non seulement on les traite en douceur et amitié, ains aussi qu'on venge l'injure à eux faite à toute rigueur, comme la loi de Dieu commande, voire même qu'on leur quitte le droit d'aubaine à la charge que l'héritier soit habitant du pays, aussi bien voyons-nous qu'il n'en revient que déshonneur à la France et profit aux sangsues de la cour; joint que cela empêche le cours de la trafique qui doit être franche et libre pour la richesse et grandeur d'un Royaume » (1).

Bodin base cette confraternité entre les peuples sur des raisons analogues à celles qu'il a données au sujet de la liberté des échanges, il y voit une obligation morale d'humana-

(1) *La Réponse aux Paradoxes*, p. 61 verso et 62 recto.

nité, un devoir ordonné par la Providence, enfin une condition et un élément de cette liberté commerciale dont il est partisan.

Bodin rompait ainsi avec toutes les traditions du passé. De tout temps et en particulier au xvi^e siècle, les étrangers qui étaient venus de toute part dans notre pays, qui en avaient stimulé l'activité et le commerce, avaient été accueillis avec méfiance et jalousie. La France, se retranchant derrière un égoïsme irraisonné, usait de moyens froissants et malveillants qui mettaient les étrangers en état d'infériorité notable vis-à-vis des nationaux.

« Le xvi^e siècle, dit M. Picot ⁽¹⁾, nous montre ce singulier phénomène d'une nation fière de voir ses produits recherchés, et se défiant en même temps de ceux qui admiraient son génie. Tous les vœux du tiers état en cette matière ont un but commun : exclure les étrangers, ou du moins consacrer à leur détriment une inégalité qui puisse tourner au profit des nationaux ».

Pour ne citer que des textes rapprochés de l'époque de Bodin, nous trouvons, dans un édit du 9 mai 1539 ⁽²⁾, la preuve du soupçon qui pesait sur les étrangers : « Nul ne peut loger les étrangers sans en avertir les officiers des lieux ». Cette mesure était prescrite pour ceux qui logeaient les étrangers dans des maisons publiques ou même dans des maisons privées.

Une ordonnance de janvier 1563 ⁽³⁾ exige que « tous les étrangers qui voudront exercer fait de banque en France devront fournir caution de 50.000 écus ».

M. Picot, dans l'exposé de l'influence des Etats généraux

(1) Picot, *Histoire des Etats généraux*, III, p. 31.

(2) Isambert, XII, p. 556.

(3) Isambert, XIV, p. 169.

de Blois de 1576 ⁽¹⁾, nous fait voir que le tiers état se montrait particulièrement hostile aux étrangers ⁽²⁾. « Le tiers état demandait contre ceux qui venaient s'établir en France deux mesures principales : il voulait d'abord soumettre à l'enregistrement au greffe des juridictions ordinaires toute procuration ou commission dont les étrangers entendaient faire usage, pour que chacun pût en avoir copie et savoir avec qui il traitait. En outre, les étrangers devaient être tenus d'exprimer en tous leurs contrats et cédules le nom de ceux pour qui ils feraient les acquits, achats, ventes et promesses, pour qu'on pût avoir recours, en cas de banqueroute, contre leurs mandants. Cette double obligation leur fut imposée par l'ordonnance dans les termes mêmes où les cahiers la réclamaient.

» Quant aux étrangers qui établissaient une banque en France, ils étaient soumis au dépôt d'un cautionnement considérable. Le tiers état voulait confirmer l'ancien neordonnance et demandait que 25.000 écus fussent consignés par chaque banquier. L'ordonnance fit descendre à 15.000 écus la somme exigée.

» De plus, toute compagnie composée d'étrangers devait faire inscrire le nom de ses associés au greffe de la sénéchaussée ou à l'hôtel de ville. L'ordonnance allait jusqu'à lui refuser, à défaut de cette formalité, toute existence légale et même le droit d'ester en justice.

» Le tiers état voulait enfin que le droit de s'assembler pour la protection de leurs intérêts communs fût refusé aux étrangers établis dans une même ville, réservant aux maires et aux échevins les mesures à prendre vis-à-vis d'eux ».

⁽¹⁾ Rappelons que Bodin était député de Vermandois aux Etats généraux de Blois et qu'il y joua un des rôles importants.

⁽²⁾ Picot, *Histoire des Etats généraux*, III, p. 31.

Nous trouvons dans *La République* ⁽¹⁾ un intéressant exposé de certaines mesures excessives prises contre les étrangers par quelques pays : « En plusieurs villes d'Allemagne et par la coutume générale de Bohême, il n'est permis à l'étranger d'avoir un pied de terre, comme en pareil cas en Italie, il est défendu à tous étrangers d'acquérir aucuns immeubles en propriété, comme au duché de Ferrare la coutume y est formelle ». « Par la coutume de Pérouze, il est défendu de transmettre à un étranger non seulement la propriété, mais même la possession d'aucun immeuble ; la coutume de Milan interdit à l'étranger de posséder le droit à un usufruit ou à un revenu d'un immeuble, sous peine de confiscation du montant de ce revenu et de l'immeuble, le propriétaire d'un bien ne peut même pas épouser un étranger sous peine de confiscation de ce bien. La coutume de Venise dégage l'héritier simple du sujet vénitien, de l'obligation faite avec un étranger. En Italie, la coutume de Bresse défend à la femme mariée à un étranger, de vendre ou de transmettre ses biens immeubles ni leur prix aux étrangers. En Angleterre, les étrangers ne peuvent prendre une hypothèque sur les biens des nationaux. De même en Suisse, en Lituanie, en Moscovie, en Tartarie, les biens des marchands étrangers mourant en ces pays sont confisqués ».

L'étranger était surtout fort maltraité en France au point de vue successoral. Par le droit d'aubaine, qui était déjà instituée chez les Romains, le seigneur au moyen âge pouvait imposer des taxes à l'étranger, et recueillait sa succession lorsque l'étranger n'était pas naturalisé, ou qu'étant naturalisé il ne laissait aucun parent régnicole et n'avait pas disposé de ses biens.

(1) *La République*, p. 95 et 96.

Plus tard, après la réunion des grands fiefs à la couronne, le droit d'aubaine fut exercé par le roi. Il subsista en France jusqu'au décret du 6 août 1790 rendu par l'Assemblée nationale qui l'abolit. En Angleterre, il ne disparut qu'en 1870.

Sans doute de nombreuses exemptions au droit d'aubaine existaient : Des lettres du 20 avril 1472 ⁽¹⁾ en dispensaient les étrangers habitant Toulouse.

Les étrangers habitant Bordeaux avaient obtenu le même privilège par des lettres du mois de juin 1472 ⁽²⁾.

Un édit du mois de mars 1483 ⁽³⁾ avait accordé l'exemption du droit d'aubaine aux étrangers qui demeuraient en Languedoc.

La même faveur avait été donnée aux Suisses résidant en France au service du roi par les lettres du 12 mars 1514 ⁽⁴⁾.

Les marchands écossais, depuis la déclaration de juin 1558 ⁽⁵⁾, avaient joui de l'exemption.

En Artois, la coutume n'avait pas accordé au roi l'aubaine : « En Artois, on n'use point d'aubaneté ».

Des lettres patentes de 1552 avaient exempté les étrangers qui travaillaient au dessèchement des marais et aux défrichements des terres et aux mines.

Un édit du mois d'août 1569 ⁽⁶⁾ avait supprimé le droit d'aubaine pour les marchands étrangers fréquentant les foires de Lyon et résidant dans cette ville.

Toutes ces exemptions n'étaient cependant que des mesures d'exception, et Froumentau ⁽⁷⁾, dans *L'état au vrai des*

⁽¹⁾ Isambert, X, p. 635.

⁽²⁾ Isambert, X, p. 650.

⁽³⁾ Isambert, XI, p. 106.

⁽⁴⁾ Isambert, XII, p. 23.

⁽⁵⁾ Isambert, XII, p. 513.

⁽⁶⁾ Isambert, XIV, p. 229.

⁽⁷⁾ Froumentau, *Le secret des finances*, p. 3.

deniers ordinaires et extraordinaires levés tant du domaine du Roi que sur ses sujets... depuis l'avènement à la couronne du feu Roi Henri deuxième jusqu'au dernier décembre MDLXXX ne néglige pas de faire figurer la somme produite par le droit d'aubaine pendant la période indiquée : « Des légitimations, aubaines et successions des bâtards la somme de neuf millions trois cent mille livres tournois échue durant le temps du présent état, et ce, outre le droit part et portion acquise aux fermiers et admodiateurs généraux du domaine ».

Bodin n'ignorait pas les exemptions du droit d'aubaine, il nous en signale plusieurs. Peut-être a-t-il été influencé par elles, et amené à demander la transformation de ces mesures particulières à une catégorie d'étrangers ou à une partie de pays, en une mesure générale universelle. Il n'en reste pas moins à Bodin le mérite de s'être opposé à une institution qui avait assez de force pour vivre encore jusqu'à la Révolution, et d'avoir voulu renverser ce droit d'aubaine qu'il reconnaît ⁽¹⁾ n'être « point un droit nouveau en France, comme les Italiens se plaignent, mais aussi commun au royaume de Naples, de Sicile et à tout l'empire d'Orient ».

Bodin admet avec sagesse des réserves à son principe, à l'égard de certains étrangers qui lui paraissent dangereux. Il veut ⁽²⁾ « clore le passage à tous les banqueroutiers et bannis de leurs pays »... « Tandis que nous ouvrirons la fenêtre aux bannis, le mauvais air et la peste y entrera toujours et n'aurons jamais faute de Daciens qui hument le sang, rongent les os et sucent la moelle du Prince et du peuple ». Il voit là un moyen de faire « trembler les péchants qui n'auraient leur accès en lieu du monde ».

⁽¹⁾ *La République*, p. 94.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 61 verso.

Bodin approuve l'extradition lorsqu'il vante la conduite de « Méhemet nommé le grand empereur des Turcs », qui nous a « fait la leçon » et nous « a montré bel exemple en la personne d'un meurtrier florentin lequel, après avoir assassiné Julien de Médicis en pleine église, s'était retiré à Stambol, siège de l'empire. Ce grand seigneur le renvoya pieds et poings liés à Florence pour en faire justice ».

Cette distinction entre les étrangers que nous devons « traiter en douceur et amitié », et ceux auxquels il faut clore le passage », montre de la circonspection de la part de son auteur, elle nous prouve que Bodin sait faire une prudente application de son principe, sans en devenir aveuglément l'esclave.

Montchrétien se montre plus entier dans la solution de cette question. Nous trouvons dans plusieurs endroits de son ouvrage, contrairement aux idées contenues dans *La Réponse aux Paradoxes*, une hostilité caractérisée à l'égard de l'étranger; elle prend même la physionomie d'un véritable système : son principe est résumé dans cette phrase ⁽¹⁾ : « On ne trouvera jamais raisonnable, ni par le droit, ni par l'exemple, que les étrangers soient égaux en privilèges et concourent en tous avantages avec les citoyens ».

Pour Montchrétien, tout étranger est un ennemi dangereux ⁽²⁾ : « Au regard des étrangers, qui ne sait que ce sont autant d'espions parmi nous, n'a pas remarqué en Philippe de Commines le trait de notre Louis XI à l'endroit d'un marchand anglais », (il s'agit d'un marchand qui fut comblé de faveurs pour qu'il ne rapportât pas les moqueries que Louis XI avait pu faire sur les Anglais). « Chacun croira ce qu'il voudra, mais je tiens, quant à moi, qu'on ne sauroit moins

⁽¹⁾ Montchrétien, *Traicté de l'OEconomie politique*, édit. Funck Brentano, p. 35.

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 132.

connaître la force ou la faiblesse d'un pays, le bien ou le mal, les bonnes ou mauvaises lois, les louables ou blâmables coutumes, les utiles ou dommageables pratiques que par un habile marchand qui l'a (la France) longuement hantée ».

Il déplore encore ces étrangers qui, depuis la découverte des Indes, viennent d'Espagne chercher en France nos produits contre l'or et l'argent, et qui ⁽¹⁾ « aiment mieux, puisqu'on leur permet, jouir en liberté de cette belle blanche et magnifique déesse : la France, et se contentent d'aller, comme à la dérobee, donner quelques baisers à cette riche et glorieuse basanée ».

« Les étrangers, continue l'auteur ⁽²⁾, sont des pompes qui tirent et jettent hors du royaume la pure subsistance de vos peuples »..., « des sangsues qui s'attachent à ce grand corps et en tirent son meilleur sang »... ⁽³⁾, « des espions qui courent au profit comme les vautours à la charogne ».

Dans un autre passage, Montchrétien traite sévèrement les étrangers, sous une forme des plus mignardes, il émet des idées qui sont peu clairvoyantes et bien arriérées auprès de celles de Bodin. Il loue l'époque où nous recevions les étrangers ⁽⁴⁾ « la pique à la main » et où « ceux qui, pour en recevoir (de la France) quelque faveur, venaient lui faire l'amour, n'osaient pas la baiser librement, ils craignaient trop le mari et les enfants de la maison. Disons donc, qu'en ce temps, elle était semblable à une belle et pudique dame, laquelle par modestie de ses ornements témoigne sa vertu et sa continence, recule les désirs des amoureux et donne la chasse à toute affection illégitime, n'ayant de la beauté que pour plaire à

⁽¹⁾ Montchrétien, *Traicté de l'OEconomie politique*, édit. Funck Brentano, p. 155-156.

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 162.

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 169.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 154.

son époux et du soin que pour entretenir sa famille. Mais maintenant, qu'ayant quitté cette première simplicité elle fait éclater l'or en ses habits, les brillants en ses cheveux, les perles en son col, les diamants en ses doigts, chacun attiré de loin par cet état pompeux et magnifique lui vient faire l'amour et tâche en la caressant de lui prendre quelque chose ».

Montchrétien base les rigueurs qu'il réclame contre l'étranger sur la réciprocité. Les Français sont maltraités en Angleterre, infligeons aux Anglais ⁽¹⁾ « celles des charges, obligations, impositions, qu'ils nous infligent à nous-mêmes ». Il eût mieux fait, dans un ouvrage de science économique, de souhaiter la disparition, dans les divers pays, de toutes ces inégalités entre nationaux et étrangers plutôt que de les encourager par la réciprocité. Car, si dans la pratique la rétorsion, c'est-à-dire l'application de rigueurs envers les autres Etats par réciprocité, doit être employée, ce n'est cependant qu'une mesure fâcheuse et qui ne peut servir de ligne conduite habituelle.

Bodin savait que certains pays usaient envers les étrangers de rigueurs qui n'existaient pas en France. Dans *La République*, il trouve « qu'en ce Royaume le droit d'aubaine est modéré » relativement à celui des peuples voisins, il ne nous traite pas de « fous » pour cela, comme Montchrétien, et loin de désirer l'aggravation du droit d'aubaine, il conclut à sa suppression.

Cette méfiance jalouse envers l'étranger s'est rencontrée bien après Bodin, même chez des économistes qui se sont faits les apôtres de la liberté. Tel est Boisguilbert, qui écrivait ⁽²⁾, à propos des taxes mises à l'importation, « il les faut

⁽¹⁾ *Ibid.*, p. 200.

⁽²⁾ Boisguilbert, *Factum de la France*, chap. X, p. 329 (collect. Guillaumin).

conserver en l'état qu'elles sont... pour les sommes seulement dont il ne revient rien au roi, mais qui rebutent les étrangers ».

Nous trouvons au contraire des échos de la théorie de Bodin dans Mirabeau, qui fonde son libéralisme à l'égard des étrangers, sur des raisons analogues à celles invoquées par le publiciste du xvi^e siècle. Il voit dans l'existence des bons rapports entre tous les hommes, une loi naturelle voulue par Dieu. De même que Bodin, au sujet de la diverse fertilité des climats, croit que ⁽¹⁾ « Dieu semble (l') avoir faite pour entretenir tous les sujets de sa république en amitié », et qu'il parle ⁽²⁾ de la « charité » que nous devrions aux étrangers « par obligation naturelle de leur communiquer les grâces que Dieu » nous aurait données en excès, de même Mirabeau, au sujet de l'existence des mauvais rapports entre nationaux et étrangers, dit ⁽³⁾ : « Si la Providence en eût jugé ainsi, elle eût transporté les différentes peuplades d'hommes chacune dans les îles isolées, séparées, et nous eût privés du goût et talent marqué que nous avons pour la navigation ». « Qu'on élève ensemble, ajoute Mirabeau, cent enfants de différentes nations des quatre parties du monde sans leur dire qu'ils sont étrangers les uns aux autres, on verrait naître entre eux les mêmes liaisons d'intimité qui désignent les premiers principes de la société ; ils se réuniront pour le plaisir, se sépareront pour l'étude, s'entr'aideront au travail. Les hommes enfin sont tous frères par nature, et la nature ne fut jamais un mauvais politique ».

En paroles éloquentes et sincères, Mirabeau ⁽⁴⁾ insiste

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 61 recto.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 61 verso.

⁽³⁾ Mirabeau, *L'ami des hommes*, 3^e partie, p. 43.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, 3^e partie, p. 103.

en faveur de « la confraternité universelle dans le commerce » ⁽¹⁾ : « Loin de vouloir fermer l'entrée de votre pays à vos voisins, cherchez à leur ouvrir de toutes parts ; ouvrez les gorges et défilés, assurez les chemins, abattez les rochers, ne souffrez pas qu'on mette en usage dans vos villes frontières ces précautions minutieuses utiles contre de misérables espions, offensantes ou du moins fatigantes pour un honnête citoyen... Que votre pays en un mot soit ouvert aux étrangers, comme votre capitale l'est aux habitants de vos provinces... Vous verrez disparaître chez vos voisins et chez vous cette politique barbare et imaginaire qui n'a d'objet que d'envahir, de détruire le bien d'autrui, de disposer des peuples comme d'un troupeau de bœufs ». « Je défendrais, dit-il encore ⁽²⁾, à tous les sujets de l'État, comme crime de haute trahison et au premier chef, tout commerce direct ou indirect avec la nation qui m'aurait renié pour son frère ». Comme Bodin, Mirabeau voit dans son principe l'intérêt général en jeu ; le premier disait ⁽³⁾ : « Nous avons affaire (besoin) des étrangers et ne saurions nous en passer » ; le second conclut ⁽⁴⁾ : « Tous les hommes gagneraient, tant étrangers que citoyens, à se traiter en frères ».

C'est vers ces idées qu'une évolution importante s'est produite dans nos institutions et dans celles des pays civilisés, elle est sans doute encore incomplète, mais elle n'en est pas moins manifestement orientée vers le principe préconisé par Bodin.

(1) Mirabeau, *L'ami des hommes*, 3^e partie, p. 45.

(2) *Ibid.*, 3^e partie, p. 100.

(3) *La Réponse aux Paradoxes*, p. 60 verso.

(4) Mirabeau, *L'ami des hommes*, 2^e partie, p. 4.

CHAPITRE III

BODIN ET LA DÉROGEANCE PAR L'EXERCICE DU COMMERCE

La dérogeance à la noblesse par l'exercice du commerce. — La raison qu'en donne Cujas. — Le caractère déshonorant attribué autrefois au commerce en est la véritable cause. — La dérogeance combattue par Bodin et après lui par Sully et Dutot, approuvée par Montchrétien, Montesquieu et la législation jusqu'à la Révolution.

Nous venons de voir les efforts de Bodin pour la conquête de la liberté commerciale, ses vigoureuses attaques contre les obstacles prohibitifs et protectionnistes qui menaçaient le développement de l'essor économique. Le commerce était encore aux prises avec un ancien préjugé qui privait la nation de l'activité commerciale de toute une classe de ses membres : c'est cette rigoureuse interdiction de s'adonner à l'exercice du commerce, qui était faite à la noblesse, sous peine pour elle de perdre ses droits et privilèges, en un mot de déroger. Il existait une véritable incompatibilité entre la qualité de noble et celle de commerçant.

Voici sur ce sujet une phrase de l'ordonnance de janvier 1560 ⁽¹⁾ que nous choisissons comme étant la plus rapprochée de l'époque où écrit Bodin : « Ordonnance générale rendue sur les plaintes, doléances et remontrances des Etats assemblés à Orléans : Défendons aussi à tous gentilshommes

(1) Isambert, XIV, p. 91.

et officiers de justice le fait et trafic de marchandises et de prendre ou tenir fermes par eux ou personnes interposées, à peine auxdits gentilshommes d'être privés des privilèges de noblesse et imposés à la taille, et quant aux officiers de privation de leurs états, ». L'application de cette défense était rigoureuse.

Le jurisconsulte Coquille nous rapporte cette interdiction dans le chapitre *De la noblesse et de la gendarmerie* ⁽¹⁾ : « La noblesse se perd pour la personne et pour la postérité, quand aucun fait acte de vilté de cœur ou fait d'armes, ou qui a fait rébellion à justice, aggravée de circonstances. Elle se perd à temps et pour le temps que l'acte dérogeant dure, quand le noble exerce marchandise ».

Cujas donne son avis sur la cause de cette prohibition en ces termes ⁽²⁾ : *Hæc lex tertia constituit, nobiliores natalibus et honoratis et prædiis non posse negociationem exercere non quod omnino mercatura res omnino vilis sit, maximo si copiosa, sed quod plebi non tam facile sit cum ditioribus commercium, quam cum tenioribus et solitis negociatoribus. Id igitur constituitur in plebis gratiam, ut sint faciliora commercia*. Le grand jurisconsulte justifie donc cette interdiction, en lui donnant une cause principale des plus louables et des plus désintéressées de la part des autorités, qui auraient voulu seulement s'opposer à ce que la classe pauvre fût mise en état de concurrence inégale pour l'exercice du commerce, par les nobles présumés tous riches.

Cette raison alléguée par Cujas a pu avoir son importance à l'origine, mais à l'époque de Bodin et jusqu'à la Révolution, elle ne suffit plus pour expliquer la dérogeance. Ce n'est pas la véritable cause. Comment aurait-on interdit le

⁽¹⁾ *Œuvres de Coquille*, I, p. 539.

⁽²⁾ *Cujacii operum tomus nonus*, p. 402.

commerce aux cadets de famille noble, qui étaient placés par la loi même dans une insuffisance marquée?

La noblesse, dès la seconde moitié du xvi^e siècle, n'était-elle pas déjà ruinée par les guerres civiles, par le luxe, par les folles dépenses et surtout par l'abaissement réel des rentes, par suite de l'augmentation du prix de toutes choses?

Il s'était fait un déplacement prononcé de la fortune mobilière de la noblesse au profit de la bourgeoisie, qui avait déjà réalisé de grosses fortunes dans le commerce. Ce n'était point à la noblesse que les rois avaient recours pour couvrir leurs emprunts. C'est à Jacques Cœur, fils d'un pelletier de Bourges, devenu le plus grand commerçant et industriel du royaume, que Charles VII, en 1449, emprunta 200.000 écus d'or, somme qui d'après les évaluations du vicomte d'Avenel représente 5.520.000 francs actuels. C'est au père de Semblançay, un gros négociant de Tours, que Louis XI demanda plusieurs fois des fonds.

Au xvii^e siècle, les charges des finances sont occupées par la bourgeoisie grâce à la force de sa fortune mobilière.

Macé Bertrand était un ancien laquais, Le Rageois-Feydeau, Le Camus, Puget le trésorier de l'épargne sont des fils de paysans ou de marchands; Picard, un ancien cordonnier, achetait le marquisat de Dampierre, Moysset était un tailleur devenu banquier, « Catelan Tabouret et cent autres écrasaient de leur luxe les plus grands seigneurs, mariaient leurs filles aux héritiers ruinés des plus anciennes familles et se donnaient des allures de Mécène en traitant les écrivains et les artistes avec une générosité que l'Etat n'imitait pas » (1). « Macé-Bertrand, ajoute M. Pigeonneau, était riche de quatre millions, Le Rageois, plus tard sieur de Bretonvilliers, avait plus de

(1) Pigeonneau, *Histoire du commerce*, II, p. 455-456.

600.000 livres de rente, Feydeau fermier des gabelles gagnait 400.000 livres par an, Le Camus donnait à chacun de ses six enfants 1 million et en gardait 3 pour lui-même....., Catelan, fils d'un frippier, donnait à sa fille 600.000 livres ».

La véritable cause de cette dérogeance est dans ce fait que Cujas dissimule ou du moins relègue au dernier plan, lorsqu'il dit que ce n'est pas principalement parce que le commerce est vil qu'il est interdit à la noblesse. Il est certain que longtemps le commerce a été l'objet d'une fâcheuse prévention qui n'est peut-être pas encore détruite dans tous les esprits. La vieille formule *Quot mercatores tot traditores* avait laissé des traces profondes : Tout commerçant, tout marchand était présumé ne vivre que de supercheries, d'ac-caparements et de ruses; le gain commercial était considéré comme l'équivalent de l'habileté déployée pour tromper et voler.

La légitimité du gain commercial comme de l'intérêt avait donné lieu à maintes controverses. Les Pères de l'Eglise avaient flagellé le négoce; ils se faisaient les interprètes du préjugé populaire suivant lequel nul ne peut gagner que l'autre ne perde. Ils invoquaient l'autorité des Saintes Ecritures et les interprétaient avec une rigueur excessive. De même que, selon ceux ci, le *Mutuum date, nihil inde sperantes* était, nous le verrons plus tard, inconciliable avec le prêt à intérêt, de même l'épisode des vendeurs chassés du Temple par Jésus ⁽¹⁾ ne pouvait laisser admettre comme légitime l'exercice du commerce. Ils citaient encore un passage de l'évangile de saint Luc ⁽²⁾ où il est affirmé qu'il est plus facile à un chameau de passer par le trou de l'aiguille qu'au riche d'entrer dans le royaume des cieux. Ils trouvaient enfin ces

(1) *Evangile selon saint Jean*, chap. II, versets 14-16.

(2) *Evangile selon saint Luc*, chap. XIX, verset 25.

mêmes idées sur le mépris des grandes richesses et de la recherche des fortunes terrestres dans un autre passage de l'évangile de saint Luc et dans l'évangile de saint Mathieu où il est dit ⁽¹⁾ : « Regardez les oiseaux de l'air, ils ne sèment ni ne moissonnent rien dans des greniers, mais votre Père céleste les nourrit. N'êtes-vous pas beaucoup plus excellents qu'eux ? Et lequel d'entre vous pourrait par son souci ajouter une coudée à sa taille ? Et pour ce qui est du vêtement, pourquoi êtes-vous en souci ? Apprenez comment les lys des champs croissent. Ils ne sèment point ni ne filent. Cependant, je vous déclare que Salomon, dans toute sa gloire, n'était pas vêtu comme l'un d'eux. Si donc Dieu revêt ainsi l'herbe des champs qui est aujourd'hui et demain sera jetée au feu, ne vous revêtira-t-il pas, ô gens de peu de foi ? Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et toutes ces choses vous seront données par surcroît. Ne soyez donc pas en souci pour le lendemain ».

Raymond de Pendafort déclarait que le gain du commerçant correspondait à la perte de l'acheteur ou du vendeur, qu'il était contraire à la justice commutative. Il n'admettait que le gain industriel basé sur la transformation de la matière première par le travail de l'ouvrier, et il refusait au contraire de reconnaître le profit commercial comme juste, parce que le commerce était, selon lui, improductif.

Saint Thomas d'Aquin ne partageait pas ces erreurs : il admettait que le commerce est productif de valeur, que le profit n'est pas contraire à la justice commutative par suite de la plus-value que l'objet peut acquérir par le temps ou le déplacement, mais il estimait cependant qu'en lui-même le

⁽¹⁾ *Evangile selon saint Luc*, chap. XII, versets 22 et suiv. et *Evangile selon saint Mathieu*, chap. VI, versets 26 et suiv.

négoce comporte quelque chose de honteux ⁽¹⁾, *quamquam turpitudinem*, en tant qu'il ne se propose pas forcément une fin honnête et nécessaire. Saint Thomas exige, pour que le commerce soit légitime, un but méritoire : Subvenir à l'existence de la famille ou secourir les pauvres ou approvisionner une contrée.

Tous les théologiens des ^{xiv}e et ^{xv}e siècles demandaient que le commerçant ne vendît sa marchandise qu'au juste prix c'est-à-dire pas au-dessus de sa valeur.

Au ^{xvi}e siècle, Luther, en écrivant sur l'usure, touche aux principes du commerce. Il confond souvent dans son langage l'usure et le profit des marchands. Il réclame la vente au juste prix, en disant qu'il n'est pas chrétien de vendre sa marchandise aussi cher qu'on le peut. Il condamne aussi le commerce avec l'étranger, car il y voit la source d'importation d'objets de luxe et d'ostentation contraires à l'application de ses théories.

Lorsque ces doctrines arriérées eurent perdu leur crédit, il ne subsista pas moins de ces discussions une vague rumeur qui se résuma en méfiance et en une grande défaveur à l'égard des commerçants. Ceux-ci étaient tenus en si maigre estime, que Laffemas, en 1601, disait ⁽²⁾ : « S'il y a mépris au monde, il est sur le marchand ». En acquérant la richesse, écrit M. Fagniez ⁽³⁾, en forçant les classes supérieures, par les crédits qu'ils leur accordaient et les services pécuniaires qu'ils leur rendaient, à compter avec eux, les commerçants ne se relevèrent pas du dédain dont ils étaient victimes, on usait de leur complaisance, on ne les méprisait pas moins ».

⁽¹⁾ Saint Thomas, *Summa* II^e II^e, quæst. LXXVII, art. 4 (édit. Cologne, 1639), III, p. 236, cité par Dubois, *Précis de l'hist. des doct. écon.*, p. 73.

⁽²⁾ Laffemas, *Traité du commerce du loyal marchand*, 1601, cité par M. Fagniez, *L'Economie sociale de la France sous Henri IV*, p. 253.

⁽³⁾ Fagniez, *op. cit.*, p. 252.

Ne nous étonnons donc pas de voir cette noblesse imbue de tous les sentiments de dignité et d'honneur chevaleresque, s'occuper uniquement du métier des armes et regarder avec répugnance le commerce que tout le monde considérait comme un vil labeur.

Bodin a eu le mérite, dans *La République* ⁽¹⁾, de lutter contre ces fausses idées à l'époque où le commerce était si bien réservé uniquement à la bourgeoisie, que le chaperon, qui était la vraie marque et le caractère de cette classe, était en même temps la marque distinctive de la condition du commerçant et qu'on appelait les femmes de marchands chaperonnières.

Bodin déplore que « par les ordonnances, tant de ce Royaume, que d'Angleterre et d'Allemagne, celui perde la qualité de noblesse qui trafique ». Il s'insurge donc contre une institution qui n'était pas seulement établie en France, mais encore dans les pays voisins, et qui remontait aux Romains ; Bodin nous apprend en effet, que déjà « par la loi Claudia, il était défendu au sénateur romain d'avoir aucun vaisseau de mer qui tint plus de quarante muids », et que « depuis fût défendu généralement à tous gentilshommes de trafiquer par les ordonnances des empereurs, comme par les canons il est aussi prohibé aux gens d'église ».

L'auteur de *La République* comme nous, et contrairement à Cujas, attribue à la question d'honneur la cause de la dérogeance ainsi que nous pouvons le déduire de cette phrase : « Les seigneurs et la noblesse d'Italie ne tiennent point à *déshonneur* de trafiquer ».

Bodin déclare qu' « il est plus séant au prince d'être marchand que tyran et au gentilhomme de trafiquer que de

(1) Liv. VI, ch. II, p. 873-874.

voler ». Il a donc bien vu que la noblesse aux abois faisait clandestinement ce que la législation lui interdisait, et que poussée par le besoin elle se livrait quelquefois à des opérations louches : « Une partie de la noblesse, selon M. Fagniez ⁽¹⁾, cherchait sans scandaliser personne, des ressources dans les affaires, patronnant et commanditant des entreprises industrielles, vendant son influence aux traitants..., hasardant dans les spéculations son honneur et ses capitaux. En ce temps-là, écrit un contemporain (1609), l'on ne parlait que de banqueroutiers à la cour ».

M. Levasseur ⁽²⁾ cite Savary, d'après lequel « la plupart des personnes de qualité, de robe et autres donnaient leur argent aux négociants en gros pour le faire valoir.... Les nobles y étaient intéressés (au commerce) et y gagnaient de 6 à 7 p. 100 ».

Bodin a sagement prévu et flétri le cas où le souverain, en se livrant au commerce, abuserait de son autorité et léserait ses sujets, de même il a dit que « de toutes les marchandises que font les Princes, il n'y en a point de plus pernicieuses ni de plus sordides que des honneurs, offices et bénéfices ».

Il a envisagé à son véritable point de vue la dérogeance, en la considérant comme un obstacle au développement du commerce et en voyant dans sa disparition une source de prospérité nouvelle et de richesse pour l'Etat tout entier. Il traite cette question en effet, dans le livre IV de *La République* au chapitre II intitulé « *Des Finances* ». Il y expose six moyens de faire fonds aux finances de l'Etat et déclare que « le cinquième moyen est en la trafique que le prince et la seigneurie exerce par ses facteurs ». Il cite l'exemple des rois de Portugal, qui ont découvert les riches mines d'or de

⁽¹⁾ Fagniez, *op. cit.*, p. 411.

⁽²⁾ Levasseur, *Histoire des classes ouvrières avant 1789*, II, p. 283.

Guinée, ont apporté dans leur pays les épices de l'Orient, ont « continué la route des Indes (et) ont si bien trafiqué qu'ils se sont faits seigneurs des meilleurs ports d'Afrique ». Il approuve Jean III, roi de Portugal, « faisant état de la marchandise et du profit qu'il en tire comme d'un fonds de finance inépuisable outre le grand profit qui en revient à ses sujets en particulier ».

La royauté avant Bodin avait apporté quelques tempéraments à la rigueur de cette incompatibilité entre la qualité de noble et de commerçant, mais combien restreints !

Ce sont les habitants d'une ville ou d'une province qui sont exemptés de la dérogeance : Charles IX autorise la noblesse de Marseille, de Normandie et de Bretagne à faire le commerce, mais nous ne trouvons pas de mesures ni de vœux pour la suppression générale de la dérogeance.

Après Bodin, au contraire, nous trouvons des échos de sa théorie dans Sully et surtout dans Dutot.

Le célèbre ministre d'Henri IV disait souvent que « la France n'acquerrait jamais l'ascendant sur ses rivaux et ses adversaires tant que le commerce maritime y entraînerait dérogeance » ⁽¹⁾. Sully ne parle ici que du commerce maritime, mais nous savons qu'il donnait lui-même l'exemple du commerce intérieur en achetant en Allemagne « des courtauds » (chevaux) qu'il revendait en Gascogne, sans craindre de réaliser des bénéfices.

Louis XIII, par sa belle ordonnance du 1^{er} février 1629 rendue sous le ministère de Richelieu, fit un pas important pour s'éloigner des anciennes traditions. L'art. 452 déclare ⁽²⁾ : « Que les gentilshommes qui feraient ce commerce pour eux-

(¹) Cité par Fagniez, *op. cit.*, p. 252, note 3.

(²) Isambert, XVI, p. 339.

mêmes ou pour personnes interposées, ne dérogeraient point à la noblesse ». Mais cette ordonnance a une portée restreinte au commerce maritime.

C'est Dutot qui s'est fait le plus chaud défenseur de la théorie de Bodin. Il considère ⁽¹⁾ qu' « un préjugé malheureux qui nous fait regarder le commerce comme une profession qui ne convient qu'au peuple, et qui en exclut la noblesse, est encore un obstacle à ce même commerce... et par conséquent à la puissance de l'Etat... Le commerce le rend (le pays) nécessairement plus riche et plus puissant, le met en état de se défendre contre les attaques de ses ennemis et la noblesse en situation de pouvoir figurer selon son rang ». Dutot demande même qu'on honore le commerce en créant des grades, des distinctions d'honneur « qui puissent empêcher ceux qui y sont les plus propres et les plus utiles d'en sortir pour acheter les distinctions qu'ils ne trouvent pas dans leur corps ». Il ajoute, après avoir comparé la carrière militaire au commerce : « Si sur le faible parallèle que je viens de tracer des services du noble et du négociant, on veut les balancer en équité et sans prévention, on les trouvera tous deux utiles et honorables, on verra qu'il ne faut pas moins de prudence et de capacité pour bien conduire un grand commerce et une navigation étendue, qu'il faut de valeur et de prudence pour bien conduire une compagnie ou un régiment ».

A côté des détracteurs, mettons en présence les partisans de la dérogeance par le commerce : Montchrétien et surtout Montesquieu. Nous verrons ainsi, que Bodin a surpassé, sur ce sujet, de grands noms. Nous parlerons aussi de la législation qui a consacré jusqu'à la Révolution les anciennes idées.

(1) Dutot, *Réflexions politiques sur les finances et le commerce* (collection Guillaumin), p. 978-979.

Montchrétien admet ⁽¹⁾ que le prince, en certains cas exceptionnels, prenne une certaine part aux affaires commerciales, mais seulement pour la sûreté de ses sujets, pour réparer la mauvaise administration d'un prédécesseur ou pour décharger le peuple d'une quantité d'impôt égale à la somme des bénéfices retirés de l'entreprise. Montchrétien ne voit donc rien de déshonorant dans le commerce lui-même, et cependant, il est manifeste qu'il approuve et qu'il félicite la noblesse de ne pas se livrer au négoce et de ne considérer que la carrière des armes comme digne d'elle. Il écrit, en effet, dans son *Traicté de l'OEconomie politique* ⁽²⁾ : « Vous devez donc (Sire) bien travailler à la remettre (la noblesse) en son ancienne splendeur, de peur que demeurant plus longtemps négligée et oubliée en soi-même et cette dignité qui l'a toujours accompagnée et cette généreuse fonction à laquelle elle est destinée..... Sire, tout le monde augure par votre générosité naturelle, que vous serez l'aigle des guerriers; mais pour voler jusqu'au ciel, vous n'avez point de meilleures ailes que les armes de votre noblesse ». Il parle avec admiration de la « brave noblesse laquelle n'a jamais eu ni voulu avoir d'autre métier que celui des armes ».

Montesquieu se montre nettement hostile à ce qu'on autorise la noblesse à faire le commerce. « Il est, dit-il ⁽³⁾ dans l'*Esprit des Lois*, contre l'esprit du commerce que la noblesse le fasse dans la monarchie. Cela serait pernicieux aux villes, disent les empereurs Honorius et Théodose et ôterait entre les marchands et les plébéiens la facilité d'acheter et de vendre ». Montesquieu allègue ici la raison exprimée par

⁽¹⁾ Montchrétien, *Traicté de l'OEconomie politique*, édit. 1615, p. 175, cité par M. Lavalley, *Œuvre économique de Montchrétien*. Thèse Caen, p. 111.

⁽²⁾ Montchrétien, *Traicté de l'OEconomie politique*, édit. F. Brentano, p. 355.

⁽³⁾ Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. XX, chap. XXI.

Cujas. Nous devons lui reprocher d'invoquer les empereurs Honorius et Théodose, trop anciens pour que leur jugement n'ait pas perdu leur autorité par suite des changements qui ont pu survenir dans les faits. « Il est encore contre l'esprit de la monarchie, continue Montesquieu, que la noblesse y fasse le commerce. L'usage qui a permis en Angleterre le commerce à la noblesse, est une des choses qui ont le plus contribué à y affaiblir le gouvernement monarchique » (1). « Des gens frappés de ce qui se pratique dans quelques Etats, pensent qu'il faudrait qu'en France il y eût des lois qui engageassent les nobles à faire le commerce. Ce serait le moyen d'y détruire la noblesse, sans aucune utilité pour le commerce. La pratique de ce pays est très sage ».

L'auteur de l'*Esprit des Lois* est donc, sans hésitation, un chaud partisan de la dérogeance.

Mais il est surtout regrettable que la législation, en consacrant cette institution jusqu'à la Révolution, ait ainsi nui au développement du commerce. Cette interdiction de trafiquer ne s'appliquait sans doute qu'à la noblesse, mais ses effets étaient plus étendus qu'il ne le semble à première vue; ils retombaient sur la bourgeoisie, qui, voyant dans la sanction légale une sorte de condamnation d'infamie jetée sur le commerce, s'empressait, dès qu'elle s'était enrichie, de s'adonner à des travaux qui lui paraissaient plus dignes.

Les législateurs n'avaient pas réfléchi qu'à côté de la guerre il y a entre les Etats une lutte économique constante dont le commerce est l'arme principale; ils n'avaient pas songé qu'avec une armée bien organisée, il faut aussi pour la grandeur d'une nation un commerce florissant qui ne doit pas être sacrifié à un préjugé. C'est ce que Bodin avait entrevu et s'était efforcé d'expliquer dès 1576.

(1) Montesquieu, *Esprit des Lois*, liv. XX, chap. XXII.

CHAPITRE IV

BODIN ET LE PRÊT À INTÉRÊT

Bodin condamne tout prêt à intérêt et les rentes constituées. — Les doctrines libérales de Dumoulin, Guy Coquille, Doneau, Mélancthon et Calvin. — Bodin influencé par les fails, son excuse dans les abus de l'époque. — Le prêt condamné après Bodin par Bertrand d'Argentré, Domat, Pothier, Mirabeau et la législation.

Le prêt à intérêt n'étant en réalité que le commerce de l'argent, et le crédit étant, d'autre part, un puissant adjuvant du commerce, nous avons rattaché aux idées commerciales de Bodin sa théorie sur le prêt à intérêt ou usure (ces deux mots sont synonymes sous sa plume).

Nous ne retrouvons pas ici le promoteur d'idées nouvelles ni l'économiste aux allures libérales, tel qu'il se révèle à nous au sujet de la révolution monétaire et des questions commerciales. Les qualificatifs d' « attardé » et de « réactionnaire très étroit en matière d'usure », qui lui ont été appliqués ⁽¹⁾, lui conviennent bien.

Bodin condamne, en effet, catégoriquement toute sorte de prêt à intérêt, et il se fait le défenseur des vieilles idées que les pères de l'Eglise et les scolastiques avaient formulées sur ce sujet. « L'usure que les Hébreux appellent morsure,

(1) Favre, *Le prêt à intérêt dans l'ancienne France*, thèse Paris, p. 184.

déclare-t-il ⁽¹⁾, non seulement ronge le débiteur jusque aux os, mais aussi suce tout le sang et la moelle des os ». Et ce n'est pas seulement contre les prêts que nous appellerions aujourd'hui usuraires, que l'auteur s'élève, mais même contre le prêt à intérêt modéré : « Ceux qui soutiennent..., dit-il ⁽²⁾, que les usures modérées et rentes constituées à 4 ou 5 p 100 sont justes..., abusent de la loi de Dieu qui défend si disertement qu'on ne la peut révoquer en doute ». Cette condamnation générale du prêt à intérêt est renouvelée dans cette phrase ⁽³⁾ : « Le vrai moyen d'arrêter le cours des usuriers et donner un soulagement perpétuel aux pauvres, est de suivre la loi de Dieu qui a défendu toute sorte d'usure quelle qu'elle soit entre les sujets ».

Bodin ne tolère pas non plus les rentes constituées, qui avaient cependant été autorisées au xve siècle par Calixte III et Martin V, et qui étaient très en vogue depuis. La rente constituée se distinguait du prêt à intérêt en ce que le créancier ne pouvait exiger la restitution du capital et ce fait suffisait pour légitimer cette institution. Bodin s'aperçoit avec raison que la constitution de rente déguise souvent les usures, il la condamne avec vigueur en nous exposant les abus et les fortunes scandaleuses ainsi réalisées : « De là est venu que les usuriers sucent le sang des pauvres en toute licence. A Gênes, il y a tel qui a valant quatre ou cinq cent mille ducats et les autres plus d'un million d'or, comme Adam Centenier; encore, dit-on, que Thomas Marin en a deux fois autant » ⁽⁴⁾.

En faveur de sa théorie, Bodin invoque tout d'abord la loi

⁽¹⁾ *La République*, liv. V, chap. II, p. 702.

⁽²⁾ *La République*, 708.

⁽³⁾ *Ibid.*, p. 707.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, p. 710.

divine et les textes bibliques. Il nous renvoie au chapitre XXIII du *Deutéronome* dont voici les versets 19 et 20 : « Vous ne prêterez à usure à votre père ni de l'argent ni du grain ni quelque autre chose que ce soit. Vous prêterez à votre frère ce dont il aura besoin, sans en tirer aucun intérêt, afin que le Seigneur votre Dieu vous bénisse ». Il cite aussi le 14^e psaume de David dont le 6^e verset assimile le faux serment et le prêt.

Nous verrons plus loin que l'interprétation de ces textes avait donné lieu déjà à de nombreuses discussions et que plusieurs auteurs avaient refusé de trouver en eux une condamnation stricte du prêt à intérêt.

Bodin, dans son opinion, a été inspiré par cet esprit de charité qui lui est habituel et que nous rencontrons dans *La Réponse aux Paradoxes*, lorsqu'il blâme ⁽¹⁾ le luxe et le « dégât » que les riches font de certaines choses dont les pauvres sont, par ce fait, obligés de se passer, ou lorsqu'il réclame la liberté commerciale ⁽²⁾ en disant que, même si nous pouvions nous passer des produits étrangers et qu'« ainsi serait que nous en aurions à revendre encore, devrions-nous toujours trafiquer, vendre, acheter, échanger, prêter voire plutôt donner une partie de nos biens aux étrangers ». Il applique ces mêmes idées de générosité au prêt qu'il voudrait voir consentir gratuitement aux pauvres. Il est aveuglé par cet esprit de charité et de pitié pour la classe misérable, et se laisse entraîner à ne voir que « la nécessité extrême de celui qui emprunte et l'avarice insatiable de celui qui prête » ⁽³⁾. Il méconnaît que le prêt puisse être en certain cas productif pour l'emprunteur et blâme ceux « qui

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 54 et s.

⁽²⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 60 verso et 61 recto.

⁽³⁾ *La République*, p. 709.

soutiennent... que les usures modérées et rentes constituées à 4 ou 5 p. 100 sont justes, attendu que le débiteur en tire plus de profit que le créancier » ⁽¹⁾.

C'est par cet esprit de charité digne d'éloges mais peu pratique, que Bodin, invoquant le chapitre V de Néhémias conclut : « Il vaut mieux s'arrêter à la loi de Dieu qui défend totalement l'usure et le bienfait du créancier sera beaucoup plus méritoire et honorable de prêter sans profit que de recevoir des pauvres paysans, en qualité d'usure, une poignée de blé pour un bienfait si grand et si nécessaire » ⁽²⁾. Nous pouvons dire avec Montesquieu, pour juger cette sorte d'exhortation à l'aumône : « C'est une action très bonne que de prêter à un autre son argent sans intérêt, mais on sent que ce ne peut être qu'un conseil de religion et non une loi civile » ⁽³⁾.

Bodin voit enfin dans le prêt à intérêt une source d'inégalité fâcheuse. Quoique partisan de la propriété individuelle, il s'est toujours montré l'ennemi des inégalités, qu'il considère comme une des causes des révolutions : « De toutes les causes de séditions et changements de républiques, dit-il ⁽⁴⁾, il n'y en a pas de plus grande que les richesses excessives de peu de sujets et la pauvreté extrême de la plupart ». Il blâme les fortunes énormes réalisées au moyen des rentes constituées. En outre, il accuse le prêt et surtout les rentes constituées de désordre, de trouble économique et de spéculation amenant une diminution dans la production. Il explique comment la situation du prêteur et du crédi-rentier est elle-même précaire et menacée : « Le marchand, pour la douceur

⁽¹⁾ *La République*, p. 708.

⁽²⁾ *La République*, p. 710.

⁽³⁾ *Esprit des Lois*, liv. XXII, ch. XIX.

⁽⁴⁾ *La République*, p. 702.

du profit, devient casanier, l'artisan méprise sa boutique, le laboureur quitte son labeur, le berger son bétail, le noble vend ses héritages pour tirer quatre ou cinq cents livres de rentes constituées au lieu de cent livres de rentes foncières et puis la rente constituée s'éteint et l'argent s'envole en fumée, de sorte que ceux qui ne savent aucun métier pour gagner, s'adonnent à voler ou semer des séditions et guerres civiles pour brigander en sûreté » (1).

Bodin redoute les abus qui, selon lui, doivent nécessairement surgir peu à peu du prêt à intérêt tout d'abord modéré : « Quelque modération qu'on fasse des usures, s'il est permis tant soit peu, on montera bientôt jusqu'au plus haut point... Et tout ainsi que le coin ne fait du commencement qu'une petite pente, puis après l'ouverture plus grande met tout en pièces, aussi la permission des choses illicites, pour petite qu'elle soit, s'en va peu à peu en une licence débordée » (2). Ce raisonnement est tout à fait contraire à celui que tiendra Montesquieu. Dans l'*Esprit des Lois* (3), il autorise le prêt à intérêt et la libre fixation de son taux en matière commerciale. Exception faite pour les « usures des terres », qu'il voudrait « réduire à de justes bornes », il demande la liberté du prêt sous peine de voir apparaître tous les désordres de l'usure. La prohibition, en effet, n'empêchera pas les prêts occultes et le taux de l'intérêt deviendra d'autant plus excessif que le prêteur veut « s'indemniser du péril de la convention » et spéculer sur le besoin pressant de l'emprunteur. De même que l'auteur de *La République* cite à l'appui de sa théorie la loi Genutia, l'auteur de l'*Esprit des Lois* expose les inconvénients que produit la prohibition du prêt faite par

(1) *La République*, p. 710 à 711.

(2) *La République*, p. 708.

(3) *Esprit des Lois*, liv. XXII, chap. XX et XXI.

les Romains lorsqu'ils voulurent protéger les débiteurs au détriment des créanciers. Montesquieu conclut contrairement à Bodin, que « les lois extrêmes dans le bien font naître le mal extrême : il fallut payer pour le prêt d'argent et pour le danger des peines de la loi ».

De même Portalis au Corps législatif, lorsqu'on lui présentait le projet du code, disait : « Il faut que l'argent ait un prix, sans cela il n'y a pas de prêteurs, ou pour mieux dire, il y en a qui savent se venger de l'ineptie des lois par des stipulations simulées en faisant payer très chèrement le danger de la contravention » ⁽¹⁾.

Bodin, avons-nous dit, est un attardé : « Le xvi^e siècle qui a fait sans contredit un pas énorme dans la légitimité du prêt à intérêt ne le doit pas à son plus grand économiste (Bodin), qui, trompé par de fatales apparences, s'est fait ici le coadjuteur complaisant des artisans des erreurs du passé » ⁽²⁾.

Avant la publication du sévère réquisitoire contenu dans *La République* contre le prêt à intérêt, cette grande question venait d'être résolue d'une manière libérale par quelques jurisconsultes.

Ch. Dumoulin (1500-1566), avait argumenté pour prouver qu'on avait donné à la loi divine une interprétation trop étroite : « Il faut, dit-il ⁽³⁾, regarder les textes dans leur vrai sens » ; si on les « prend à l'écorce » que ferez-vous de celui-ci : « A celui qui veut plaider contre toi pour ta robe, donne aussi le manteau » ?

Dumoulin étudie le texte même du Deutéronome auquel Bodin nous a renvoyés, et s'il y voit une défense, il explique

⁽¹⁾ Dictionnaire d'Economie politique, Léon Say, art. *Prêt à intérêt*.

⁽²⁾ Laperche, *Essai sur le prêt à intérêt au xvi^e siècle*, thèse Rennes, p. 20.

⁽³⁾ *Caroli Molinæ opera quæ sunt omnia* (Parisii, 1658). *Sommaire des contrats, usures*, II, p. 692.

cependant que ces enseignements ne sont pas aussi catégoriques qu'ils le paraissent à première vue. Ils sont adressés au peuple juif, petite colonie de Dieu, qui pouvait recevoir des conseils plus rigoureux et plus désintéressés que les autres peuples. Le grand jurisconsulte conclut que les préceptes divins édictés pour le peuple d'Israël n'étaient pas obligatoires pour toutes les autres nations ; de même qu'on n'a jamais soutenu que la défense qui avait été faite aux juifs d'acheter leurs terres entre eux, *ab altero emere terram*, dût être applicable universellement. Dumoulin soutient que cette défense du prêt à intérêt est spéciale, puisque le texte du Deutéronome autorise le prêt entre les israélites et les étrangers. C'est donc une défense *in concreto* dont la disparition peut être légitimée par les changements des peuples opérés dans la suite des temps.

Dumoulin s'est montré supérieur à Bodin en envisageant les diverses faces de la question : s'il voit un misérable emprunteur en face d'un riche prêteur, il dit de prêter sans demander d'intérêt, mais il considère comme possible l'hypothèse où l'emprunteur cherche des capitaux pour les faire fructifier et augmenter ainsi ses biens, dans ce cas il trouve légitime qu'une part modérée du profit revienne au prêteur ⁽¹⁾.

Tous ces arguments n'avaient point persuadé Bodin, qui parle du grand jurisconsulte en termes moins qu'élogieux : « Sans cause, M. Charles du Moulin a voulu corriger le texte grec et latin de la loi contre la vérité de tous les exemplaires » ⁽²⁾.

Nous trouvons aussi chez Guy Coquille (1523-1603), contemporain de Bodin, des idées libérales. Dans son *Mémoire pour*

⁽¹⁾ *Caroli Molinæi opera quæ sunt omnia*, Parisiis, 1658, II, p. 698.

⁽²⁾ *La République*, p. 709.

la réformation de l'état ecclésiastique ⁽¹⁾, il souhaite « qu'il soit permis à toute personne de faire prêt de deniers à payer dans le temps convenu qui ne sera moindre d'un an à l'avantage du débiteur, et avec le prêt, stipuler le profit et intérêt à raison du denier vingtième par an et à la charge que le débiteur pourra s'acquitter, quand il le voudra, en payant intérêt au prorata du temps ». Il n'admet pas qu'on puisse faire une distinction entre la location de l'argent et la location de la terre et qu'on critique celui qui demande une rémunération pour l'une ou l'autre de ces deux opérations. Il part donc de ce principe : que l'argent est une marchandise, principe que Bodin avait lui-même admis pour expliquer la révolution monétaire du xvi^e siècle.

Le prêt, aux yeux de Guy Coquille, n'est du reste pas toujours un instrument d'oppression pour l'emprunteur, mais au contraire une opération souvent avantageuse pour lui, ce qui justifie la perception de l'intérêt : « Pourquoi, dit-il, parler toujours d'usure et non pas du profit légitime de l'argent ?... On achète les héritages, on en touche les revenus, et celui qui emprunte est très mauvais ménager, s'il ne fait profit ou s'il n'évite dommage de beaucoup plus que l'intérêt qu'il paye ».

Il considère le prêt à intérêt comme nécessaire au développement économique ; c'est, à son avis, ce besoin du prêt à intérêt qui a fait naître depuis longtemps la tolérance pour les rentes constituées : « Les canonistes, dit-il dans *Les coutumes du Nivernais* ⁽²⁾, ont traité le fait des usures avec extrême rigueur et avec péril, si les cours layes suivaient

⁽¹⁾ *Mémoire pour la réforme de l'état ecclésiastique*. OEuvres de Coquille, I, p. 69. Bordeaux, 1703.

⁽²⁾ *Coutumes du Nivernois* : Des croîts et cheptels, art. 15. OEuvres de Coquille, II, p. 195 et 196. Bordeaux, 1703.

leur doctrine, de gâter tous les commerces ». Et il ajoute dans le même ouvrage, article 9 : « Les canonistes par leurs lois trop rigoureuses sur le fait des usures et profits illicites avaient quasi aboli le trafic et l'aide qu'un homme peut espérer de l'autre en son affaire, et telles rentes ont été tolérées comme un expédient de faire profiter les deniers, en sorte toutefois que le créancier ne puisse répéter le sort principal, mais qu'il soit aliéné perpétuellement... Les rentes ont été introduites pour faciliter et accommoder le commerce et entretenir la société des hommes ».

Doneau (1527-1591) admet le prêt à intérêt. Il respecte, comme Bodin, les prescriptions bibliques, car, dit-il ⁽¹⁾ : *Adversus legem Dei facere non possumus nec debemus*, mais comme Dumoulin il reproche aux canonistes d'avoir interprété les textes d'une manière trop étroite, de n'en avoir pas compris la portée, et d'avoir été plus rigoureux que le Christ lui-même, qui n'a jamais défendu l'usure telle qu'elle est définie à cette époque : *Accessio seu addimentum pecuniæ quod supra sortem pro ejus sortis usu præstatur*. Il examine le fameux passage de saint Luc, si souvent cité : *Mutuum date, nihil sperantes*. Il explique qu'il ne faut pas y voir une prohibition du prêt à intérêt, puisque le Christ n'invite pas seulement son disciple à ne pas exiger d'intérêt, mais aussi à ne rien demander, pas même le capital. « *Non enim dicit Christus*, dit Doneau ⁽²⁾, *usuras inde non sperantes, sed nihil sperantes*. C'est donc un précepte de charité que Dieu formule, c'est un conseil qui n'a rien de strict ; en prêtant les deniers ainsi, on fait une aumône, une donation purement gratuite ; c'est un acte très louable, mais qui n'implique en rien la condamnation d'une opération diffé-

⁽¹⁾ *Hugonis Donelli opera*, VIII, p. 418.

⁽²⁾ *Id.*, VIII, p. 423.

rente : le prêt à intérêt, qui est un acte de gestion du patrimoine et d'affaires. Doneau conclut : *Verbo igitur Dei usuræ non prohibentur* ⁽¹⁾.

Le grand jurisconsulte distingue l'intérêt excessif de l'intérêt modéré, il montre que seul le premier a été condamné par le concile de Nicée. Témoin le texte du Canon 17 de ce concile, qui défend aux laïcs et aux clercs : *Ne ei, qui sunt sub regula constituti, id est, qui munere ecclesiastico funguntur vel destinati sunt muneribus ecclesiasticis, qui verbo græco clerici appellantur, turpis lucri gratia. Quod si deprehendatur contra facere ut clero ejiciantur.* Ce sont donc, fait remarquer Doneau, les *turpia lucra* qui sont seuls prohibés par le concile.

Comme Coquille, il reconnaît que le prêt peut être dommageable au prêteur et être, au contraire, pour l'emprunteur, une source de gain et qu'il est juste que l'auteur indirect de cet avantage y participe : *Non est injusta neque turpis usura, etiamsi propter moram debitoris damni passimus, si modo is ex pecunia numerata lucrum magnum fecit* ⁽²⁾. Il justifie aussi l'intérêt par les risques qu'encourent les capitaux du prêteur.

L'influence des réformateurs aurait pu aussi faire adopter par Bodin des idées plus larges.

Mélancthon (1497-1560) ⁽³⁾ définissait l'usure : tout accroissement du sort stipulé dans un contrat, et la considérait comme contraire au droit naturel ; reprenant le vieil argument d'Aristote sur la stérilité de l'argent, il disait que l'in-

⁽¹⁾ *Hugonis Donelli opera*, VIII, p. 424.

⁽²⁾ *Id.*, VIII, p. 423.

⁽³⁾ Nous n'avons pas trouvé à Bordeaux les œuvres de Mélancthon. Nous nous sommes inspiré de Wiskeman cité par de Girard, *Economie sociale jusqu'à la fin du xvi^e siècle*, p. 217, de M. Laperche, *op. cit.*, p. 73 et de M. J. Favre, *Le prêt à intérêt dans l'ancienne France*, p. 124 et suiv.

térêt était sans cause, qu'il ne répondait pas à la location de l'argent, puisque son usage ne peut être séparé de sa propriété du moment qu'on ne peut se servir de l'argent sans l'aliéner. Il voyait dans le passage de saint Luc : *Mutuum date, nihil inde sperantes*, une condamnation certaine du prêt à intérêt, mais il admettait que, selon les circonstances et les époques, le législateur pouvait autoriser le prêt à intérêt modéré, si cela était utile. Il distinguait l'usure qu'il condamne, de l'intérêt qui est dû en l'absence de tout pacte pour une cause prochaine de dommage, comme il arrive par suite d'un retard dans le remboursement du prêt.

Il autorise cet intérêt sous peine de voir violer le principe que nul ne doit s'enrichir au détriment d'autrui. Le juge devra donc, pour savoir s'il y a usure ou intérêt, chercher s'il y a une véritable cause efficace de dommage. Il souhaite la fixation d'un intérêt légal.

Contrairement à Bodin, Mélanchton admet la légitimité des rentes constituées : établie sur un fonds, cette opération n'est que l'achat à prix d'argent de la servitude qui consiste à servir tous les ans une certaine somme ou une certaine quantité de fruits; or, puisqu'il est permis de vendre le fonds total, à plus forte raison, conclut Mélanchton, est-il permis de vendre une partie seulement de ce fonds.

Nous ne trouvons guère ici que le raisonnement habile d'un logicien qui n'envisage pas les résultats pratiques ni les abus que peut amener le prêt à intérêt; c'est ce dernier point de vue qui avait surtout frappé Bodin.

Calvin (1509-1564), qui exerça par son caractère d'apôtre une influence considérable, s'avance plus que Mélanchton dans la voie de la liberté du prêt à intérêt. Nous trouvons toutes ses idées sur cette matière, contenues dans une de ses

lettres (1). Il déclare qu' « il n'y a point de témoignage es Ecritures, par lequel toute usure soit totalement condamnée. Car la sentence du Christ, vulgairement estimée très manifeste : *Mutuum date, nihil inde sperantes*, a été faussement détournée en ce sens ». Il voit là une simple exhortation à la charité envers ceux qui sont dans le besoin, et non une prescription stricte.

L'usure, d'après Calvin, est conforme aussi au droit naturel, car le prêt peut causer au prêteur des pertes par suite des retards du paiement du capital; il prive le prêteur du profit qu'il aurait pu réaliser avec cet argent en achetant une maison qui aurait produit des revenus. L'auteur réfute le « trop frivole » argument d'Aristote : « L'argent n'engendre point l'argent. La mer, la terre le produisent-elles? Je reçois une pension du louage de ma maison, est-ce parce que l'argent y croît?... L'argent n'est-il pas plus fructueux ès marchandises, qu'aucune possession qu'on pourrait dire? Il serait loisible de louer un champ, moyennant une rente et il serait illicite de prendre quelque fruit de l'argent?... Certes, je confesse ce que les enfants voient, à savoir que si vous enfermez l'argent au coffre il sera stérile. Et aussi nul n'emprunte de nous à cette condition, afin qu'il supprime l'argent oiseux et sans le faire profiter. Par quoi, le fruit n'est pas de l'argent, mais du revenu. Il faut donc conclure que telles subtilités de prime face émeuvent, mais, si on les considère de plus près, elles s'évanouissent d'elles-mêmes, car elles n'ont rien de solide au dedans ».

Calvin avait donc clairement montré comment l'argent était productif et comment l'intérêt pouvait être compris comme une part du profit réalisé.

(1) Cette lettre a été publiée *in extenso* par M. de Girard, *Economie sociale jusqu'à la fin du XVI^e siècle*, appendice, p. 257 à 264.

Nous ne devons pas conclure de l'étude de ces doctrines que la légitimité de l'intérêt fût admise à cette époque comme elle l'est aujourd'hui. Nous trouvons au contraire, chez les défenseurs du prêt, des hésitations et des restrictions que nous devons signaler pour aplanir le contraste qu'on serait tenté d'établir trop accentué entre leurs théories et celle de Bodin.

Dumoulin ⁽¹⁾ pensait que nous devons aider gratuitement les pauvres qui ne peuvent restituer et que nous devons prêter sans intérêt aux indigents qui sont momentanément dans l'impossibilité de rendre le capital.

Coquille ⁽²⁾ estimait qu'on peut stipuler des intérêts arbitraires pour le retard dans le paiement, et des intérêts égaux au dommage à naître ou au lucre qu'on aurait réalisé si on n'avait pas été privé de l'argent prêté, mais il condamnait toute usure qui n'était pas fondée sur un intérêt véritable.

Pour Mélancthon ⁽³⁾, en règle générale l'usure ne devait pas être admise, la loi seule pouvait fournir un titre de légitime excuse, si les circonstances rendaient cette usure utile.

Enfin, Calvin ⁽⁴⁾, tout en autorisant le prêt à intérêt, montrait une certaine timidité. « Quand je permets quelques usures, je ne les fais pas toutes licites, je n'approuve pas si quelqu'un propose faire métier de faire gain d'usure ». L'auteur se montre perplexe en face des abus qui peuvent se produire : « Si totalement nous défendons les usures, nous estraignons les consciences d'un lien plus étroit que Dieu même. Si nous permettons le moins du monde, plusieurs, incontinent, sous

⁽¹⁾ *Caroli Molinæi opera. Sommaire des contrats, usures...*, t. II, p. 706. Paris, 1658.

⁽²⁾ *Coutumes du Nivernois*, des croits et cheptels, art. XV. Œuvres de Coquille, t. II, p. 195-196, Bordeaux, 1703.

⁽³⁾ Wiskeman, C. f., de Girard, *op. cit.*, p. 216.

⁽⁴⁾ Calvin, Lettre publiée par M. de Girard, *op. cit.*, appendice, p. 257 à 264.

de B. de St-L.

cette couverture, prennent une licence effrénée dont ils ne peuvent supporter que par aucune exception on leur limite quelque mesure ». Calvin recommande qu'on n'exige pas d'intérêt des personnes qui sont dans le besoin; l'emprunteur doit réaliser avec l'argent-prêté un gain égal ou supérieur au montant de l'intérêt qu'il sert.

Ces réserves admises par les partisans du prêt à intérêt sont naturelles dans cette phase de transition, elles sont même justifiées à une époque où le prêt à intérêt se présentait sous un aspect bien différent de celui d'aujourd'hui.

De nos jours ce ne sont pas, la plupart du temps, les pauvres et les besogneux qui empruntent, mais au contraire les riches, les grands entrepreneurs, les spéculateurs, les propriétaires de mines d'or, les grands Etats, qui demandent aux petites gens leurs modestes économies. Il en résulte que ce ne sont point les emprunteurs qui sont à la merci de la rapacité des prêteurs, mais ce sont les prêteurs dont la situation est à plaindre, car ils sont souvent exploités par les gros emprunteurs. « Personne n'ignore, dit M. Leroy-Beaulieu ⁽¹⁾, le brigandage qui se commet sous le couvert de la fondation de sociétés par actions. Rien n'est plus éhonté, ni plus criminel. C'est un des symptômes les plus tristes de la démocratisation publique..... Ce qu'étaient autrefois, dans les temps les plus reculés du moyen-âge, les grandes compagnies d'aventuriers et de brigands qui rançonnaient les marchands ou pillaient les campagnes, les sociétés par actions le sont aujourd'hui, non pas toutes, sans doute, mais beaucoup d'entre elles avec plus de sécurité, plus d'impunité, plus de loisirs et plus de jouissances pour leurs fondateurs et leurs directeurs ».

(¹) *Economiste français*, 30 juillet 1881, p. 129.

Autrefois, au contraire, c'étaient ordinairement les pauvres qui empruntaient aux riches pour pourvoir à leur subsistance, le prêt devenait entre les mains du prêteur un instrument d'oppression et d'exploitation. L'emprunteur était le plus souvent conduit à la ruine, car il opérait surtout des prêts de consommation et dévorait peu à peu le capital. Exception faite pour les prêts en vue d'opérations commerciales, on n'empruntait pas en vue d'entreprises pouvant donner de gros profits comme les grandes sociétés industrielles ou manufacturières actuelles.

Ajoutons que la sévérité contre le prêt doit paraître moins critiquable « si l'on songe, comme le dit M. J. Favre ⁽¹⁾, que les querelles religieuses et les guerres civiles de l'époque avaient ramené l'usure à des taux exorbitants ».

Voici un exemple qui montre les abus extraordinaires qui se produisaient. Le fait est rapporté par M. Castelot ⁽²⁾. Au mois de mai 1522, Charles-Quint assembla le conseil privé et le conseil des finances pour leur faire savoir qu'il avait un besoin pressant de 140.000 livres. Il fut décidé que les comtes de Nassau et de Bergen seraient envoyés sur le champ à Anvers pour obtenir l'appui des magistrats de la ville; voici le résultat auquel ils aboutirent : « Quelques marchands se déclarèrent prêts à avancer 70.000 livres contre cession par la ville de trois années de péages d'Anvers et de Zélande soit 117.000 livres, par contre la ville fut déchargée de paiements annuels gagés sur ces mêmes péages qu'elle faisait pour compte du gouvernement de l'archevêque de Mayence et au comte Palatin du Rhin. Les marchands versèrent en apparence 117.000 livres à l'empereur, mais ayant

(1) J. Favre, *Le prêt à intérêt dans l'ancienne France* (Thèse Paris), p. 259.

(2) *Journal des économistes* (mars 1898). « Les Bourses financières d'Anvers et de Lyon au xvi^e siècle », p. 332.

retenu 47.000 livres d'intérêt et n'ayant déboursé en réalité que 70.000 livres, ils encaissèrent pendant trois années 39.000 livres par an. Il manquait toujours à Charles 70.000 livres, qu'il lui fallait à tout prix, pour aller mettre fin au soulèvement des comuneros d'Espagne. Le comte de Hoogstraten accepta le taux de 52 p. 100 pour un prêt de quelques milliers de livres remboursables à l'automne ».

De même les rentes constituées, contre lesquelles Bodin lance ses foudres, se montrant ainsi plus sévère que l'autorité ecclésiastique, n'étaient pas à l'abri des abus. M. J. Favre ⁽¹⁾ reconnaît qu'elles « amenèrent toute sorte d'excès dans les premiers temps de leurs créations ». Si on a pu dire qu'elles ont contribué à l'abaissement du taux de l'intérêt, ce n'est que longtemps après leur première apparition.

Les faits tendaient donc à rendre les prêts improductifs et l'intérêt injuste et oppressif. Or Bodin a étudié l'usure au point de vue seulement des résultats et des effets que le prêt produisait alors. Il discute cette grave question dans *La République*, ouvrage où il se préoccupe de donner une bonne organisation à l'Etat. Il ne cherche pas à savoir si l'intérêt est contraire à la nature de l'argent, il ne parle pas du vieil argument d'Aristote sur la stérilité de l'argent ; en condamnant les rentes constituées en même temps que le prêt à intérêt, il va à l'encontre du principe théorique qui disait que l'intérêt est illégitime parce qu'on ne peut séparer l'usage de l'argent et sa propriété. Il ne dit rien de la justification de l'intérêt par le *damnum emergens*, le *lucrum cessans* et le *periculum sortis*, ni de la valeur du triple contrat, il nous renvoie sans doute à des textes bibliques pour appuyer son opinion, mais il ne fait que les citer sans les discuter, et il

(¹) J. Favre, *Le prêt à intérêt dans l'ancienne France* (thèse, Paris), p. 264.

n'ignorait point cependant que des interprétations très diverses en avaient été données.

C'est donc au point de vue pratique que Bodin s'est placé, sa nature compatissante a été touchée par de déplorables abus qui sont devenus pour lui des fantômes. Il a été ébloui et entraîné au delà de sa véritable pensée. En deux endroits, nous trouvons ce même auteur qui ne veut pas tolérer le prêt à intérêt même modéré, admirer deux organisations où le prêt à intérêt est sagement établi.

Dans *La République*, à propos des monts de piété et dans *La Réponse aux Paradoxes* à propos de la maison Saint-Georges de Gênes, il déclare que ces institutions sont très utiles aux pauvres gens et au commerce, et il se départit de la sévérité que nous lui connaissons. Il parle avec emphase ⁽¹⁾ « des monts de piété institués es villes d'Italie », qui « sont honnêtes et charitables et soulagent grandement les pauvres ». Il en distingue deux sortes et les approuve également. D'abord le mont de piété « où celui qui a une fille, au jour de sa naissance, met cent écus au mont de piété à la charge d'en recevoir mille pour la marier quand elle aura dix-huit ans » ; ensuite le mont de piété, organisé comme de nos jours « pour prêter argent aux pauvres gens à cinq pour cent en baillant gage suffisant et jusqu'à dix écus pour le plus, si le débiteur ne rend les dix écus au temps fixé, le gage est vendu au plus offrant et la plus-value est rendue au débiteur ». Bodin voit là une bonne organisation pour « obvier aux plus grandes usures desquelles les pauvres gens sont ruinés ». Il approuve aussi Antonin le Pieux et Alexandre Sévère ⁽²⁾, qui prêtaient l'argent du trésor à cinq pour cent sur caution suffisante : « En quoi faisant les marchands et pauvres gens y

(1) *La République*, livre VI, p. 891.

(2) *La République*, p. 892.

gagnaient beaucoup à trafiquer et le public en grande somme y gagnait aussi beaucoup, car si on prêtait un million, au bout de l'an on y gagnait cinquante mille écus pour le public, et les particuliers y gagnaient bien deux fois autant à trafiquer ».

Dans *La réponse aux Paradoxes*, il déclare ⁽¹⁾ que « la ville serait beaucoup plus riche, si on faisait comme à Gênes où la maison Saint-Georges prend l'argent de tous ceux qui en veulent apporter au denier vingt et le baille aux marchands pour trafiquer au denier douze ou quinze (environ 6,50 à 8,50 p. 100), qui est un moyen qui a causé la grandeur et richesse de cette ville là, et qui me semble fort expédient pour le public et pour le particulier ». Bodin reconnaît donc ici que le prêt peut être avantageux pour les deux parties contractantes et il autorise l'intérêt à des taux qui paraîtraient considérables de nos jours.

Nous avons montré qu'antérieurement à la publication de *La République*, de grands noms avaient pris à cœur la défense du prêt à intérêt, mais ils n'avaient point transformé en dogme économique cette question que les faits rendaient difficiles à trancher.

Nous devons signaler à titre d'excuse pour Bodin que le principe de la condamnation de l'intérêt fut soutenu par des auteurs contemporains et de beaucoup postérieurs à lui.

Bertrand d'Argentré (1519-1590) ⁽²⁾ se montra l'adversaire de Dumoulin, il soutint l'ancienne théorie scolastique sur l'usure, et comme Bodin, il s'élève contre les rentes constituées.

Etienne Pasquier (1529-1615) ⁽³⁾, dans le *Pourparler du*

⁽¹⁾ *La Réponse aux Paradoxes*, p. 51 recto.

⁽²⁾ Cité par M. Laperche, *op. cit.*, p. 43 et 44.

⁽³⁾ Cité par M. Laperche, *op. cit.*, p. 60.

Prince, ouvrage analogue à *La République*, voit dans l'usure le moyen le plus propre à ruiner les peuples et à soulever les malheureux.

Les grands juriconsultes Domat et Pothier ont aussi condamné le prêt à intérêt aux xvii^e et xviii^e siècles.

Domat (1624-1625), est un intransigeant réactionnaire, il assimile toute usure au crime ⁽¹⁾. « Toutes ces preuves qui font voir que l'usure n'est pas seulement illicite, mais qu'elle est un crime, font assez voir aussi qu'il n'y a point de cas où elle soit licite et que toute convention ou commerce d'intérêt d'un prêt, quelque prétexte qu'on y donne pour le pallier, est une usure criminelle très saintement condamnée par les lois civiles et celles de l'Eglise, et très justement punie par les ordonnances » ⁽²⁾. « Si l'on veut donc pénétrer quel est le caractère de l'iniquité qui rend l'usure si criminelle aux yeux de Dieu et qui doit la faire sentir telle à notre cœur et à notre esprit, il n'y a qu'à considérer la nature du contrat de prêt pour juger si l'intérêt peut y être juste ». Domat refuse de reconnaître l'intérêt comme licite, en reprenant le vieil argument de saint Thomas d'Aquin. Il soutient que dans la location d'une chose, on en vend la jouissance, en en gardant la propriété, mais que pour l'argent, on ne peut séparer la jouissance et la propriété, ni par conséquent transférer son usage, moyennant la perception de l'intérêt, en en gardant la propriété.

Le profit que peut réaliser l'emprunteur au moyen de l'argent prêté, ne paraît pas à Domat une cause suffisante pour que le prêteur exige une part de ce bénéfice ⁽³⁾ : « Le prétexte du profit que peut faire de l'argent prêté celui qui

⁽¹⁾ Domat, *Lois civiles*, livre I, titre VI, I, édit. 1777, p. 65.

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 61.

⁽³⁾ Domat, *op. cit.*, p. 63.

l'emprunte, n'est pas plus considéré par les lois que le sont les autres et ce n'est aussi qu'une illusion..., car c'est la règle des profits à venir, que, pour y avoir part, il faut s'exposer aux événements des pertes qui peuvent arriver au lieu des profits que l'on espérait ».

Le grand jurisconsulte ajoute qu'« il ne reste pour titre de l'usure que la cupidité de celui qui prête et l'indigence de celui qui emprunte », comme Bodin quand il parlait de « la nécessité extrême de celui qui emprunte et de l'avarice insatiable de celui qui prête ». De même que, selon Bodin, « le bienfait du créancier sera beaucoup plus méritoire et honorable de prêter sans profit », selon Domat, le créancier « doit prêter gratuitement et si le prêt ne l'accommode pas avec cette condition qui en est inséparable, il n'a qu'à garder son argent et en faire quelqu'autre usage ».

Pothier (1699-1772) ⁽¹⁾ est un ennemi du prêt à intérêt et résume la théorie scolastique. Avec saint Thomas d'Aquin, il n'admet pas que pour les choses fongibles, pour l'argent en particulier, on puisse prétendre à une rémunération pour le transfert de leur jouissance; car on ne peut vendre l'usage sans la propriété.

Pothier reprend aussi les anciennes discussions sur les préceptes de la Bible et il reconnaît que l'usure est défendue par le droit divin. Il explique que si, par les textes, le prêt à intérêt est autorisé à l'égard des étrangers, c'est pour les exterminer, et qu'il n'est toléré qu'à la façon du divorce. Il cite le *Deutéronome*, chap. XXIII, versets 19 et 20, le *Lévitique*, chap. XXV, versets 36 et 37, le canon XLIV des Apôtres, le canon XII du concile d'Arles et le canon XVII du

⁽¹⁾ *Œuvres de Pothier*, VIII, édit. 1821, p. 134 et *Traité du contrat de consommation*, cité par M. J. Favre, *Le prêt à intérêt dans l'ancienne France*, thèse Paris, p. 203 s.

concile de Nicée dont il exagère beaucoup la portée en prétendant qu'il prohibe le prêt à intérêt aux ecclésiastiques et aux laïques, tandis que le concile édictait seulement une sorte d'incompatibilité entre les fonctions sacerdotales et le métier de prêteur. Il invoque aussi l'autorité du concile de Northumberland, les capitulaires de Charlemagne et les ordonnances du royaume, qui suffiraient à elles seules à faire prohiber l'usure si la loi divine n'y avait pourvu.

Il ne souffre pas d'exception pour les prêts de commerce. Il n'admet pas la distinction faite entre les prêts de reproduction et les prêts de consommation par Saumaise, par Lecorreur dans le *Traité de la pratique des billets* et par un anonyme dans le *Traité des prêts de commerce* en 1738. Ces auteurs qualifiaient de prêts de production les prêts qui étaient faits aux commerçants et pouvaient procurer des profits aux emprunteurs, ils disaient que ces prêts là n'étaient pas visés par les textes de l'Ecriture sainte ou des conciles.

Pothier repousse ces prêts, car celui qui prête son argent à un négociant ne sait pas si l'emprunteur ne s'en servira pas autrement que pour une opération commerciale susceptible de produire un gain ; le commerçant pourra en faire un emploi de pure consommation, en en payant, par exemple, des lettres de change.

Du reste, le profit réalisé par l'emprunteur ne justifie pas aux yeux de Pothier la perception d'un intérêt ; il est injuste de recevoir plus qu'on n'a donné ; l'accroissement du capital entre les mains de l'emprunteur est dû uniquement à son travail et à son intelligence, le prêt n'a joué que le rôle peu important d'un instrument, comme le ciseau du sculpteur ne contribue que dans une bien faible part à la perfection du chef-d'œuvre.

Pothier admet avec timidité les intérêts tolérés par les

scolastiques dans les cas de *damnum emergens*, de *lucrum cessans* et comme peine conventionnelle pour le retard. Il n'accepte ces titres d'excuse qu'à regret en y voyant des moyens de dissimuler les usures : « Les hommes n'étant pas ordinairement assez charitables, dit-il, pour prêter leur argent à leurs amis, lorsqu'ils en ont besoin eux-mêmes pour leurs propres affaires, il y a lieu de présumer que ce qu'un prêteur allègue sur le préjudice prétendu que lui a causé le prêt, n'est allégué que pour couvrir l'usure qu'il en retire ».

Pothier, qui discute en logicien et en juriste plutôt qu'en observateur et en moraliste, admet le contrat de constitution de rente que Bodin avait combattu avec acharnement.

Le marquis de Mirabeau (1715-1789) condamne aussi le prêt à intérêt et approuve ⁽¹⁾ « la pratique de l'Eglise en général et des plus saines écoles de théologiens qui ont toujours condamné tout prêt d'argent ». Il reconnaît ⁽²⁾ qu'« en examinant le vrai fond des choses on trouverait, qu'en tout et partout, les plus saines lois de la morale sont les plus sûrs moyens de l'intérêt ».

Il nous prévient qu'il ne « traite point de l'intérêt de l'argent relativement à la conscience, mais seulement en ce qui compète à la société ». Il examine les résultats des emprunts et les déclare funestes pour les peuples. Tel est Philippe II, qui avait reçu de son père un royaume florissant et qui ne put transmettre à son fils qu'un Etat ruiné par les emprunts énormes qu'il avait contractés. Tel est encore l'exemple de l'Angleterre, qui, grâce aux emprunts qu'elle a faits, a pu soutenir deux guerres, mais a subi d'importantes pertes commerciales. Il applique aux particuliers ce qu'il a dit des

⁽¹⁾ Mirabeau, *L'ami des hommes*, 2^e part., chap. VIII, p. 215 (édit. Avignon, 1756).

⁽²⁾ Mirabeau, *op. cit.*, 2^e part., p. 217.

nations. Il ne voit pas que l'emprunt soit utile au commerce, il déclare au contraire que ⁽¹⁾ : « Puisqu'il est démontré que la diminution de l'intérêt est un avantage incontestable pour le commerce, il s'ensuit que l'extinction de tout intérêt serait un plus grand avantage encore.... » Qui en souffrirait ? « Seraient-ce les commerçants ? s'écrie-t-il ; sitôt qu'un négociant habile et bien en correspondance aurait un projet de commerce, il trouverait dans sa famille, dans ses amis, partout enfin, mille associés soumis qui s'offriraient à courir les risques de son entreprise... ». « Seuls les dissipateurs, les agioteurs et les commerçants en banqueroute, tous gens à noyer, s'en trouveraient gênés » ⁽²⁾.

Enfin nous trouvons encore, dans *L'ami des hommes*, une diatribe à l'égard du rentier, qui est un être immoral et contre nature ⁽³⁾ : « Les rentiers, en les considérant en cette qualité isolée, ne sont autre chose que gens qui vivent d'un tribut imposé sur la portion d'autrui, sans autre soin que celui de recevoir et donner quittance. Soit en regardant l'état primitif de l'homme condamné au travail, ou d'autre part les avantages qui reviennent à la société de l'industrie et de l'activité des particuliers, tout homme qui vit sans rien faire est une chenille dans l'Etat et c'est là, proprement, la définition du rentier ».

La légitimité de l'intérêt est, de nos jours, fort contestée par l'école socialiste, et Proudhon a pu écrire ⁽⁴⁾ : « La productivité du capital, telle est la vraie cause de la misère, le vrai principe du prolétariat ».

A côté de ces différentes doctrines qui ressemblent aux

⁽¹⁾ Mirabeau, *op. cit.*, 3^e part., p. 198.

⁽²⁾ Mirabeau, *op. cit.*, 2^e part., p. 216.

⁽³⁾ *L'ami des hommes*, 2^e partie, p. 192.

⁽⁴⁾ Cité par de Puynode, Dictionnaire d'Economie politique, L. Say, art. *Prêt à intérêt*, 1891-1892.

théories de *La République*, nous devons parler de la législation qui a longtemps consacré ces idées.

Nous y trouvons encore une double excuse pour Bodin : Les ordonnances qui ont précédé la publication de *La République* ont en effet, sans aucun doute, exercé sur le publiciste une inconsciente mais puissante influence ; et les ordonnances qui ont suivi nous montrent combien la condamnation du prêt eut encore longtemps du crédit.

Nous n'insisterons pas sur les capitulaires de Charlemagne et les ordonnances postérieures jusqu'à Charles VII, elles sont naturellement prohibitives, puisqu'à cette époque les théoriciens étaient tous d'accord pour condamner l'usure.

Au début du xvi^e siècle, en 1510, une ordonnance de Louis XII ⁽¹⁾ se montre des plus rigoureuses contre les prêteurs. L'art. 64 enjoint aux officiers de remplir leur devoir avec sévérité, de rechercher les coupables et de les punir sans pitié. Le texte vise ceux qui ont commis le crime d'usure et ceux qui, par des contrats simulés ou feints, poursuivent le même but. Il n'est pas question du montant du taux, c'est une mesure générale. Est usurier celui qui prête et réclame ensuite au delà du capital un intérêt, quelque modéré qu'il soit. L'art. 65 de la même ordonnance interdit aux notaires, sous peine d'interdiction et d'amende arbitraire, de recevoir des contrats usuraires. Pour que l'ordonnance soit plus efficace, il est accordé aux dénonciateurs un tiers des amendes.

François I^{er}, en 1535, publie une ordonnance ⁽²⁾ qui n'est guère que la copie de celle de son prédécesseur.

Charles IX respecte l'œuvre commencée et s'applique à en régler les détails. Par l'ordonnance de 1560 ⁽³⁾, il tolère qu'on

⁽¹⁾ Isambert, XI, p. 578.

⁽²⁾ Guénois, *La grande conférence des Ordonnances*, I, p. 624.

⁽³⁾ Isambert, XIV, p. 96.

exige des intérêts de ceux qui sont tenus de payer une obligation, mais du jour seulement où il aura été formé contre eux une demande de restitution. Il est facile de déduire de là, que tout autre intérêt, perçu en raison d'une stipulation faite dans un contrat, était illicite et défendu. L'art. 142 de cette ordonnance prévoit et condamne aussi les moyens détournés dont on se servait fréquemment pour prêter à intérêt sans encourir la sanction pénale : « Défendons, dit cet article, à tous les marchands et autres, de quelque qualité qu'ils soient, de supposer aucun prêt de marchandises appelé perte de finance, laquelle se fait par revente de la même marchandise à personne supposée, et ce à peine contre ceux qui en useront, en quelque sorte qu'elle soit déguisée, de punition corporelle et confiscation de biens, sans que nos juges puissent modérer la peine ».

Un arrêt du parlement de Paris, 1^{er} août 1565 ⁽¹⁾, s'appuie, pour condamner le prêt à intérêt, sur des considérations de charité et de trouble économique analogues à celles de Bodin. Il se fait, par le prêt à usure, un « si grand trafic et négociation d'argent, trouvons-nous dans cet arrêt, que l'on délaisse non seulement la charité mais le train légitime de la marchandise, l'exercice des arts et métiers et le labour et cultures de la terre dont est à craindre plusieurs grands inconvénients ».

Pour mieux assurer la répression des usuriers, Charles IX établit en 1567 des commissions ⁽²⁾, anciennement organisées et supprimées en 1507, composées de « quelques bons notables vigilants et expérimentés personnages » pour rendre justice à tous ceux qui auraient à se plaindre de ce « si pernicieux et dommageable trafic » qu'il veut « extirper d'entre

⁽¹⁾ Fontanon, I, p. 677.

⁽²⁾ *Ibid.*, I, p. 678.

son peuple ». Ces notables avaient pour mission de se transporter dans les baillages et les sénéchaussées pour chercher les coupables d'usure et les livrer à la justice ; ils devaient jouer le rôle d'accusateurs et poursuivre eux-mêmes la répression.

Nous rapportons ici un jugement curieux que le roi porte sur le prêt à intérêt, il est extrait des *Lettres patentes du Roi pour la recherche, perquisition ou poursuite des usures* ⁽¹⁾ qui précèdent l'établissement des commissions : « Comme pour le bien et l'utilité publique de notre Royaume et soulagement de nos sujets, à ce qu'ils puissent vivre, commercer et négocier en toute sûreté, sans être opprimés des abus, pilleries et usures et qu'aucun de notredit Royaume, au préjudice de la commerce et utilité publique, poussés du malin esprit, sans aucune crainte de Dieu, commettent et pratiquent journellement par de subtils moyens de façon que nosdits pauvres sujets tombent entre leurs mains, sont entièrement ruinés et eux enrichis de leur substance par telles voies illicites et réprouvées du droit divin et humain, même par nos édits et ordonnances jusqu'ici mal entretenus par nos officiers que de craintes aux intéressés d'une longue poursuite d'appel en nos cours souveraines. Pour à quoi pourvoir et afin que telles pratiques et voies illicites et réprouvées n'aient plus de cours en notredit Royaume, pays et terre de notre obéissance et ceux qui ont usé par le passé ne demeurent impunis, nous mandons et chacun d'entre vous en son ressort commettons et enjoignons par ces présentes, y vaquer en toute diligence (de laquelle et de la nôtre ceux qu'avons commis à cet effet nous tiendrons avertis pour y pourvoir), vous informerez bien et diligemment contre ceux qui ont usé

(1) Fontanon, I, p. 677.

et usent de telles pratiques et usures en quelque sorte et manière que ce soit... et procéderez contre les coupables à leur faire et parfaire leur procès ordinairement et extraordinairement, afin que verrez être à faire et jusqu'à sentence définitive exécution d'icelle exclusivement, faisant restituer ce qui se trouvera par eux mal acquis, à ceux qu'il appartiendra ». Ces lettres furent envoyées à tous les baillis et sénéchaux, et quelques jours après, d'autres lettres organisaient les commissions de notables dont nous avons parlé. Le quart des amendes était accordé à ces commissions.

Au mois de mars 1567 ⁽¹⁾, Charles IX prononce dans l'ordonnance de Fontainebleau la confiscation « de tous biens meubles et immeubles » de l'usurier et condamne le récidiviste au bannissement perpétuel.

Henri III aggravera encore la sanction en ajoutant l'emprisonnement à la peine des récidivistes par l'ordonnance de Blois du 12 mars 1577 ⁽²⁾. Il relève aussi de leur serment ceux qui avaient juré de ne pas dénoncer les usuriers; enfin il ordonne aux curés d'avertir les fidèles de ces défenses, « de jetter et faire jetter en leur paroisse monitions à cette fin » et de tenir un registre des prêteurs qu'ils doivent envoyer chaque mois aux magistrats.

Ces peines, toutes rigoureuses qu'elles nous paraissent, étaient appliquées. Témoin le cas d'une femme accusée d'usure et qui fut condamnée à faire amende honorable et à cinq ans de bannissement ⁽³⁾. Cet arrêt du 22 février 1571 confirmait la sentence du bailli de Paris.

Henri III, dans un édit d'août 1576 ⁽⁴⁾, se plaint des désas-

⁽¹⁾ Guénois, I, p. 624.

⁽²⁾ Guénois, I, p. 624.

⁽³⁾ Cité par M. Laperche, *Essai sur le prêt à intérêt au XVI^e siècle*, Thèse Rennes, p. 94.

⁽⁴⁾ Fontanon, I, p. 679.

treux effets de l'usure, à laquelle il attribue la misère générale, et approuve la législation passée. « Les feux Rois nos prédécesseurs, dit-il dans le préambule, sur les plaintes qui leur ont été faites dans leurs règnes, des fautes et oppressions que ressentaient et recevaient leurs sujets par les usures qui se commettaient et s'exerçaient personnellement en ce Royaume, pour y pourvoir et remédier, ôter et extirper d'entre le peuple si pernicieux et dommageable trafic, ont fait maintes bonnes et saintes ordonnances et même fait expédier plusieurs commissions pour en faire recherche, toutefois pour avoir été lesdites ordonnances négligées et n'avoir pas nos officiers jusqu'ici satisfait leur devoir en exécution des dites commissions, le mal est tellement accru et pullulé que les facultés et commodités de notre pauvre peuple de tous états en sont grandement diminuées et en réduit à une extrême nécessité et indigence ».

Il insiste de nouveau sur la défense de l'usure dans un édit d'octobre 1576 ⁽¹⁾, où il déclare savoir que « l'entremise desdites usures ne se fait et se pratique ordinairement que par voie de courtiers, proxénètes et entremetteurs, gens de pauvres et misérable condition, lesquels, le plus souvent, obligés et engagés auxdits usuriers sont contraints, pour se rédimier de peine, vexation et de la nécessité de leurs affaires, les servir et accommoder de leurs noms et entremises aux faits desdites usures ».

Le roi ordonne « qu'incontinent et sans délai » il soit publié des défenses « à son de trompe et cri public », « à toutes personnes, de quelque état, qualité ou condition qu'elles soient, d'exercer usures ». Dans ce même édit, le roi veut qu'on fasse grâce aux courtiers proxénètes, s'ils dénoncent

(1) Fontanon, I, 681.

leurs mandants, et que tous les procès criminels en matière d'usure pendant à un tribunal quelconque, soient envoyés en la première chambre des enquêtes. C'était faire du métier de prêteur un crime grave.

Cette législation demeura jusqu'à la fin de l'ancien régime. C'est ainsi qu'un arrêt du 10 janvier 1777, intitulé *Arrêt de règlement qui ordonne l'exécution des anciennes ordonnances sur l'usure* ⁽¹⁾, exige l'application de « l'Ordonnance de Charles IX donnée à Fontainebleau en mars 1567 dont nous avons parlé, et l'application « de l'Ordonnance de Blois du mois de mai 1579, art. 202 ». Cet article est un résumé des ordonnances qui ont précédé, c'est une prohibition stricte de l'usure ou plutôt de tout prêt à intérêt. En voici la teneur ⁽²⁾ : « Faisons interdiction et défense à toutes personnes, de quelque état, sexe et condition qu'elles soient, d'exercer aucunes usures ou prêter denier à profit et intérêt ».

Les conclusions d'un arrêt du Parlement de Paris rendu au mois de janvier 1787 ⁽³⁾ prouvent que cette règle générale de la prohibition du prêt à intérêt était encore debout à la veille de la Révolution française : « La Cour fait expressément inhibition et défense à toutes personnes, de quelque état et condition qu'elles soient, d'exercer aucune espèce d'usure prohibée par les saints canons reçus et autorisés dans le Royaume en quelque manière que puisse être ou soit, ou même sous apparences fausses et controuvées de faits de commerce, directement ou indirectement par elles-mêmes ou par personnes interposées. Fait pareillement défense à toutes personnes de servir de proxénètes, médiateurs ou entremetteurs

(1) Isambert, XXIV, p. 325 et 326.

(2) Isambert, XIV, p. 428.

(3) Cité par M. Favre, *Le prêt à intérêt dans l'ancienne France*, thèse Paris, p. 260.

de tels prêts et négociations illicites et prohibées, sous peine de nullités, amendes pécuniaires, bannissement, confiscation de corps et de biens, amendes honorables et autres peines corporelles selon l'exigence du cas et la gravité du délit ».

Nous devons donc admettre que l'auteur de *La République* a émis un principe trop rigoureux et trop étroit en prohibant tout prêt à intérêt ; mais nous reconnaitrons, à titre d'excuse, que cette erreur était favorisée par les faits de l'époque, qu'elle a été, après Bodin, partagée par de grands noms et consacrée pendant deux siècles encore par la législation.

CONCLUSION

Pour avoir un exposé de toutes les vues économiques de Bodin, il faudrait parler de ses idées sur le droit de propriété individuelle, sur l'esclavage et sur les finances.

L'auteur a eu le mérite de se faire le défenseur du droit de propriété ⁽¹⁾, dans un siècle où la Renaissance et l'étude de la *République* de Platon avaient produit un mouvement communiste représenté, dans le domaine des idées, par Thomas Morus dans sa description de l'île d'Utopia et par Doni, et dans le domaine des faits, par l'*Aile gauche des paysans*, les sectes des *Anabaptistes*, des *Frères Moraves*, et des *Libertins*.

Nous pouvons savoir gré à Bodin d'avoir condamné de la façon la plus formelle l'esclavage ⁽²⁾, qui était encore en vigueur.

Enfin, au point de vue financier, l'auteur de *La République* a émis des idées fort en avance sur son temps : il demande que les charges soient réelles et non personnelles, c'est-à-dire qu'elles soient également appliquées à tous et non variables suivant la qualité des personnes, il propose aussi la déclaration des biens ⁽³⁾ pour asseoir l'impôt. Le ministre des finances ⁽⁴⁾ au mois de mars 1896, dans une discussion sur le budget de 1897 et l'impôt sur le revenu, n'a pas négligé de faire mention des vues de Bodin.

⁽¹⁾ *La République*, p. 16 et 948.

⁽²⁾ *La République*, p. 46 à 60.

⁽³⁾ *La République*, p. 887 et 841.

⁽⁴⁾ *Journal officiel*, documents parlementaires, chambre, 1896, p. 45-51.

En concluant sur l'ensemble de cette étude, nous pouvons reconnaître à Bodin, outre sa valeur au point de vue économique, de grandes qualités de caractère : une entière indépendance, une parfaite bonne foi et une sensibilité marquée à l'égard de la classe souffrante.

Cette indépendance et cette bonne foi se révèlent quand l'auteur émet des théories à l'encontre de la législation. C'est ainsi qu'il donne de la révolution monétaire une explication qui frappait d'unanité des mesures législatives récentes. Il affirme que les ordonnances seront toujours impuissantes à empêcher les particuliers d'opérer les louches spéculations que facilitent la diversité des monnaies et leur mutation, et il propose un plan monétaire bouleversant le système de son temps. Ses idées sur la liberté du commerce, sur les bonnes relations des nationaux avec les étrangers, sont la condamnation de la politique économique vers laquelle tendaient tous les efforts. En s'opposant à la dérogeance à la noblesse par l'exercice du commerce, il s'attaque à une institution chère à la royauté.

Nous trouvons dans la vie de Bodin des exemples de cette rigoureuse indépendance. Quand il siégeait aux Etats de Blois, en qualité de député de Vermandois, il se montra le chaud adversaire d'un homme considérable, Versoris, un partisan de la guerre religieuse, il entama avec lui une vive discussion, en demandant la pacification ⁽¹⁾.

A ces mêmes Etats de Blois, Bodin, favori d'Henri III, assistant souvent aux repas du roi ⁽²⁾, n'hésita pas à sacrifier ces prérogatives à ses fermes convictions. Il s'opposa nettement à la volonté royale, en combattant la nomination d'une commission de douze membres par ordre, pour rédiger les

⁽¹⁾ Picot, *Histoire des Etats généraux*, III, p. 63 et 64.

⁽²⁾ Baudrillart, *J. Bodin et son temps*, p. 122.

cahiers des Etats ⁽¹⁾, et ensuite en refusant l'aliénation d'une partie du domaine de la couronne pour subvenir aux frais de la guerre : « Le roi, dit-il, n'est qu'un simple usager du domaine, la propriété en appartient au peuple » ⁽²⁾. Le triomphe de son énergie lui valut sa disgrâce auprès du prince.

Bodin, avons-nous dit, a une autre qualité : il est compatissant envers la classe misérable. Nous avons fait remarquer, à propos de la crise monétaire, qu'il a déploré la situation des malheureux privés de certaines choses par le « dégât » qu'en font les riches. Un des arguments invoqués par lui en faveur de la liberté commerciale et des bons rapports entre les nationaux et les étrangers, c'est la charité et la fraternité économique entre les peuples. Enfin, au sujet du prêt à intérêt, il a été amené à des conclusions trop rigoureuses par l'exagération de ses sentiments d'humanité.

Par ces qualités de bonne foi, d'indépendance et de charité, Bodin ne se présente pas seulement à nous comme un économiste de jugement et de savoir, mais aussi comme un publiciste au caractère grand et sympathique.

(1) Picot, *Histoire des Etats généraux*, III, p. 26 et suiv.

(2) Baudrillart, *J. Bodin et son temps*, p. 125.

Vu : *Le Président de la thèse*,

C. DE BOECK.

Vu : *Le Doyen*,

H. MONNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 15 décembre 1906.

Le Recteur de l'Académie :

R. THAMIN.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs (Délibération de la Faculté du 12 août 1879).

BIBLIOGRAPHIE

- ABOT DE BÂZINGHEN. — Dictionnaire des monnaies. Paris, 1764.
- AUPETIT. — Essai sur la théorie générale de la monnaie. Thèse Paris, 1901.
- AVENEL (D^r). — Histoire économique de la propriété des salaires des denrées depuis l'an 1200 jusqu'en 1800, 2 vol., 1894.
- BARTHÉLÉMY. — Etude sur Jean Bodin. Paris, 1876.
- BASTABLE. — La théorie du commerce international, trad. Sauvaire-Jourdan, 1900.
- BASTIAT. — Harmonies économiques, édit. Chailley.
- BAUDRILLART. — J. Bodin et son temps, 1853.
- BEAURE. — Théorie et pratique de la monnaie, 1898.
- BLANQUI. — Histoire de l'économie politique en Europe depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, 1842.
- BODIN. — Le discours sur le rehaussement et la diminution des monnoyes pour Réponse aux Paradoxes de M. de Malestroit.
- La République, 1593.
- La Réponse aux Paradoxes de M. de Malestroit touchant l'enchérissement de toute chose et des monnoyes. Cet ouvrage, ainsi que le Discours sur le rehaussement sont fondus en un seul, à la suite de l'édition de La République, 1593.
- BŒCKH. — Economie politique des Athéniens, traduction Laligant, 1828.
- BOISGUILBERT. — Factum de la France, coll. Guillaumin, 1843.
- Traité des grains, coll. Guillaumin, 1843.
- Bulletin du comité des travaux historiques.* Section des sciences écon. et sociales, 1906.
- CANTILLON. — Essai sur la nature du commerce, 1755.
- CAROLI *Molinæi opera qua sunt omnia*, tome II. Parisiis, 1658.
- CHEVALIER. — La monnaie, 1866.
- CIMBER et DANJOU. — Archives curieuses de l'histoire de France. 1^{re} série, tomes VI et IX, 1834-1837.
- CONDILLAC. — Le commerce et le Gouvernement, coll. Guillaumin, 1847.
- COPERNIC. — Traité de la monnaie, édit. Wolowski, 1864.

- COQUILLE. — Œuvres de Coquille. Bordeaux, 1703, tomes I et II.
- COSSA. — Histoire des doctrines économiques, trad. Deschamps, 1899.
- CUJACI *operum tomus nonus*, édit. de Naples, 1722-1727.
- DAVANZATI. — Lezione delle monete, coll. Custodi, 1803, tome II.
- DICTIONNAIRE d'Economie politique. Léon Say, 1891-1892.
- DESSEIN. — Galiani. Thèse, Paris, 1903.
- DOLLÉANS. — Questions monétaires contemporaines, 1903.
- DOMAT. — Droit public, 1777.
— Lois civiles, 1777.
- DUBOIS. — Précis de l'histoire des doctrines économiques, 1903.
- DUTOT. — Réflexions politiques sur la France et le commerce, coll. Guillaumin, 1843.
- Economiste français*, 1881, 1893, 1896.
- ESPINAS. — Histoire des doctrines économiques.
- FAGNIEZ. — Economie sociale de la France sous Henri IV, 1897.
- NOËL DU FAIL. — Les balivernes et contes d'Eutrapel, édit. Courbet, 1844.
- FAVRE. — Le prêt à intérêt dans l'ancienne France. Thèse, Paris, 1900.
- FONTANON. — Edits et ordonnances des rois de France, tome I et II.
- FORBONNAIS. — Principes économiques, coll. Guillaumin, 1847.
- FOURNOL. — Bodin prédécesseur de Montesquieu. Thèse, Paris, 1896.
- FROMENTEAU. — Le secret des finances, 1581.
- GALIANI. — Della moneta, coll. Custodi, tome XI, 1803.
- GIDE. — Principes d'Economie politique, 8^e édit., 1903.
- GIRARD (DE). — Histoire de l'Economie sociale jusqu'à la fin du xvi^e siècle, 1900.
- GODEFROY. — Traité des monnoyes, 1611.
- GUÉNOIS. — La grande conférence des ordonnances, tome I, 1660.
- HUGONIS *Donelli opera omnia*, tome VIII. Rome, 1830.
- HUME. — Essai sur la balance du commerce, édit. Chailley.
— Essai sur la jalousie du commerce, édit. Chailley.
- ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises, tomes X, XI, XII, XIV, XVI, XXVI.
- Journal des économistes*, 1893, 1903.
- LA NOUE. — Discours politiques et militaires. Lyon, 1593.
- LAPERCHE. — Essai sur le prêt à intérêt au xvi^e siècle. Thèse, Rennes, 1902.
- LAVALLEY. — L'œuvre économique d'Antoine de Montchrétien. Thèse, Caen, 1903.
- LAW. — Mémoire au Parlement d'Ecosse. Coll. Guillaumin, 1843.
— Considérations sur le numéraire et le commerce. Coll. Guillaumin, 1843.
- LE BLANC. — Traité de monnaies, 1690.
- LE BRET. — De la souveraineté du Roy, 1643.
- LEROY-BEAULIEU. — Traité d'Economie politique, 1896.

- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières avant 1789, tome II, 2^e édit., 1901.
- Les prix du xiii^e au xviii^e siècle, 1893.
- La question de l'or, 1858.
- MALESTROIT (DE). — Paradoxes publiés à la suite de La Réponse aux Paradoxes, 1593.
- MÉMOIRES de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, tome 28. Paris, 1874.
- MELON. — Essai politique sur le commerce. Coll. Guillaumin, 1843.
- MICHELET. — Histoire de France, 1869.
- MIRABEAU. — L'ami des hommes. Avignon, 1756.
- MONTAIGNE. — Essais. Paris, 1827.
- MONTCHRÉTIEN. — Traicté de l'OEconomie politique, édit. Funck Brentano, 1889.
- MONTESQUIEU. — Esprit des Lois. Paris, 1862.
- NECKER. — De l'administration des finances, tome II, 1785.
- NICOLE ORESME. — Traictié de la première invention des monnoies, édit. Wolowski, 1864.
- PALLARD. — La liberté du commerce extérieur au xviii^e siècle. Thèse, Rennes, 1905.
- PICOT. — Histoire des États généraux, 2^e édit., 1888, tomes II et III.
- PIGEONNEAU. — Histoire du commerce de la France, tome II, 1889.
- PLATON. — La démocratie et le régime fiscal, 1899.
- QUÉRÉZIEUX (DE). — La monnaie et les prix. Thèse, Dijon, 1901.
- Revue d'économie politique*, 1887, 1888, 1892, 1897, 1901, 1902, 1906.
- Revue politique et parlementaire*, 1900.
- SAUVAIRE-JOURDAN. — Isaac de Bacalan et les idées libre-échangistes en France vers le milieu du xviii^e siècle, 1903.
- SCHELLE. — Vincent de Gournay, 1897.
- SERIONNE (ACCARIAS DE). — La richesse de l'Angleterre, édit. Vienne, 1761.
- SHAW. — Histoire de la monnaie, trad. Raffalovich, 1896.
- SOUCHON. — Théories économiques dans la Grèce antique. 1898.
- SULLY. — Economies royales, édit. Chailley.
- TRAICTÉ des finances de France. Anonyme, 1580.
- TRAICTÉ et advis sur les poincts controversez au faict des monnoyes. — Anonyme, 1600.
- WALRAS. — Eléments d'Economie politique pure, 1874.
- XÉNOPHON. — Des revenus de l'Attique. Trad. Buchon.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Les idées monétaires de Bodin.

CHAPITRE PREMIER. — Bodin et la révolution monétaire du xvi ^e siècle ; la théorie quantitative.....	3
CHAPITRE II. — Bodin et les altérations monétaires	74

DEUXIÈME PARTIE

Les idées commerciales de Bodin.

CHAPITRE PREMIER. — Bodin et la liberté des échanges.....	95
CHAPITRE II. — Bodin xénophile	126
CHAPITRE III. — Bodin et la dérogeance à la noblesse par l'exercice du commerce	137
CHAPITRE IV. — Bodin et le prêt à intérêt.....	149
CONCLUSION.....	179
BIBLIOGRAPHIE	183

